

AUX RACINES DE L'EXODE:

Sécurité alimentaire,
conflits et migration
internationale



Programme Alimentaire Mondial



Table des matières

Remerciements	4
Résumé	5
Section 1: Introduction et méthode	10
Section 2: Évolution et dynamiques régionales et mondiales de la migration internationale et des conflits	12
2.1 Tendances migratoires	13
2.2 Conflits armés	18
Section 3: Facteurs mondiaux de la migration internationale	20
3.1 Vue d'ensemble	21
3.2 Déterminants de la migration internationale	24
3.3 Déterminants des départs de réfugiés	24
3.4 Déterminants des conflits armés	24
Section 4: Paroles de migrants: facteurs, conséquences et dynamique	26
4.1 Introduction	27
4.2 Réfugiés syriens en Jordanie, au Liban et en Turquie	30
4.2.1 Contexte	31
4.2.2 Moyens d'existence et sécurité alimentaire avant la crise	31
4.2.3 Déclenchement du conflit et des violences	32
4.2.4 Conséquences sur les moyens d'existence et la sécurité alimentaire	33
4.2.5 Parcours de migration	35
4.2.6 Situation actuelle et perspectives	40
4.3 Afghans et Syriens en Grèce	42
4.3.1 Contexte	43
4.3.2 Conflits perturbant les moyens d'existence et la sécurité alimentaire en Afghanistan	44
4.3.3 Moyens d'existence et sécurité alimentaire des Afghans d'Iran	45
4.3.4 Parcours de migration	45
4.3.5 Situation actuelle et perspectives	48
4.4 Migrants en Italie	50
4.4.1 Contexte	51
4.4.2 Moyens d'existence et sécurité alimentaire dans les pays d'origine	52
4.4.3 Parcours de migration	53
4.4.4 Situation actuelle et perspectives	57
4.5 Conclusion – Principaux facteurs de la migration et rôle de la sécurité alimentaire du point de vue des migrants	58
Section 5: Conclusions et recommandations	60
5.1 Conclusions	61
5.2 Recommandations	64
Annexes:	65
Annex I.A: Modèle	65
Annex I.B: Données	67
Annex I.C: Stratégies d'estimation et résultats	67
Références	73

Remerciements

Cette étude a été réalisée par l'Unité d'analyse de la vulnérabilité du Programme alimentaire mondial sous la conduite de Arif Husain, Économiste en chef et Directeur adjoint de la Division des politiques et des programmes. Claudia Ah Poe, Luka Biong Deng Kuol, Rossella Bottone, Calogero Di Gloria, Katrina Frappier, Valerio Giuffrida, Nigussie Tefera, Aysha Twose, Susanna Sandström et Cecilia Signorini y ont contribué.

Le PAM tient à remercier tout particulièrement le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) pour sa collaboration et son soutien. Nous avons apprécié de travailler et de discuter avec George Woode, Craig Sanders et Valerie Gatchell du HCR à Genève, avec Stéphane Jaquemet et Riccardo Clerici du HCR en Italie, et avec Philippe Leclerc, Giovanni Lepri et Maureen McBrien du HCR en Grèce. De même, nous tenons à exprimer notre reconnaissance à Simona Moscarelli, Serena Matarese et Giovanni Abbate de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) pour

leur soutien. Le PAM exprime sa gratitude et ses remerciements à l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), la Banque mondiale, Save the Children et la Confederation of Misericordie pour l'appui, l'expertise et les données qu'ils ont fournis.

L'un des éléments centraux de l'étude a été l'écoute des migrants, qui a été facilitée par les bureaux du PAM en Jordanie, au Liban et en Turquie. Nous tenons à remercier en particulier Erin Carey et Dina Fahmi pour le soutien qu'ils ont apporté dans le cadre de l'enquête téléphonique à distance. Nous exprimons aussi notre reconnaissance aux Gouvernements italien et grec pour nous avoir autorisés à accéder aux centres d'accueil des migrants.

Enfin, et surtout, le PAM aimerait remercier sincèrement les migrants et les réfugiés qui ont partagé leurs témoignages et expériences personnels. Cette étude n'aurait pas été possible sans leur contribution.



Résumé

Ces dernières années, le nombre de migrants internationaux a connu une forte augmentation, atteignant 244 millions de personnes au total en 2015¹. Le nombre de personnes déplacées contre leur gré a, lui aussi, atteint un niveau record, avec 65,3 millions de personnes dans le monde fin 2015 (y compris les réfugiés, les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays et les demandeurs d'asile). Pour autant, si les chiffres en valeur absolue ont augmenté depuis 15 ans, la proportion de migrants dans la population mondiale totale est demeurée stable, autour de trois pour cent.

La majorité des migrants restent sur leur continent – près de neuf migrants africains sur dix s'installent sur le continent africain, tandis que huit migrants asiatiques sur dix restent en Asie. Le problème du déplacement forcé se pose essentiellement hors des économies florissantes: neuf réfugiés sur dix sont accueillis dans des pays à faible revenu et à revenu intermédiaire.

En sa qualité d'acteur international de la lutte contre l'insécurité alimentaire parmi les réfugiés et les autres migrants, le Programme alimentaire mondial (PAM) a entrepris une étude pour déterminer le rôle de la sécurité alimentaire dans la migration transfrontalière. Compte tenu de la pénurie de données sur le sujet, les auteurs ont cherché à répondre aux questions suivantes: Qu'est-ce qui pousse les gens à partir de chez eux? Quel rôle joue l'insécurité alimentaire dans la migration? Ces facteurs sont-ils communs à tous les migrants internationaux, ou certaines populations de migrants partent-elles de chez elles pour des raisons profondes qui leur sont propres?

Les auteurs ont employé des méthodes de recherche quantitatives et qualitatives. Le PAM a organisé des discussions de groupe avec des migrants originaires de dix pays, en Grèce, en Italie, en Jordanie, en Turquie et au Liban. Ces discussions ont permis de recueillir des témoignages directs sur le processus de prise de décisions présidant au départ, et procuré des informations précieuses sur la situation dans les pays d'origine, les éléments déclencheurs de la migration, les itinéraires empruntés et les intentions futures. Pour vérifier les données réunies lors des discussions de groupe, le PAM a mené des enquêtes téléphoniques auprès de ménages de réfugiés en Jordanie, au Liban et en Turquie.

Les participants à l'étude comprenaient des migrants d'Afrique de l'Est, d'Afrique de l'Ouest, d'Asie et du Moyen-Orient, provenant principalement des pays suivants: Afghanistan, Bangladesh, Gambie, Iraq, Nigéria, Sénégal, Soudan et Syrie.

¹ ONU 2016

Définitions

L'étude reprend les définitions de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM): Un migrant "s'entend de toute personne qui, quittant son lieu de résidence habituelle, franchit ou a franchi une frontière internationale ou se déplace ou s'est déplacée à l'intérieur d'un État, quels que soient: 1) le statut juridique de la personne; 2) le caractère, volontaire ou involontaire, du déplacement; 3) les causes du déplacement; ou 4) la durée du séjour". La migration internationale désigne l'émigration de courte durée, temporaire ou permanente.

D'après la Convention de l'Organisation des Nations Unies (ONU) relative au statut des réfugiés, un réfugié est une personne qui a fui son pays craignant avec raison d'être persécutée et qui ne doit pas être renvoyée dans un pays où sa vie ou sa liberté est gravement menacée. Les réfugiés sont définis et protégés par le droit international.

Chaque fois que le terme migrant est employé dans la présente publication, il désigne tous les migrants, y compris les réfugiés.



Principales constatations et conclusions

Le moteur initial de la migration peut varier selon les populations, les pays et les contextes, mais les migrants cherchent généralement à atteindre le même objectif fondamental, à savoir accéder à la sécurité et à des conditions de vie adéquates pour eux-mêmes et leur famille. Ainsi, tous les Syriens ou presque participant à l'étude ont clairement affirmé leur désir de retourner en Syrie si la situation se stabilisait et la sécurité revenait.

L'étude du PAM a permis de constater que les pays où les niveaux d'insécurité alimentaire sont les plus élevés et où sévit un conflit armé sont ceux où l'émigration de réfugiés est la plus forte. En outre, conjuguée à la pauvreté, l'insécurité alimentaire accroît les risques de conflits armés et l'intensité de ces conflits, ce qui a des conséquences évidentes sur les départs de réfugiés. Le PAM estime que le nombre de départs de réfugiés pour 1 000 habitants augmente de 0,4 pour cent par année supplémentaire de conflit, et de 1,9 pour cent par point de pourcentage supplémentaire du taux d'insécurité alimentaire. L'insécurité alimentaire est aussi apparue

comme un déterminant majeur de l'incidence et de l'intensité des conflits armés.

Il a été constaté que l'insécurité alimentaire était un "facteur d'incitation" à la migration internationale, parallèlement à l'inégalité des revenus, à l'accroissement de la population et à l'existence de réseaux établis à l'étranger. De plus, l'acte de migration en lui-même peut être une source d'insécurité alimentaire, en raison du manque de possibilités de revenus et des difficultés rencontrées en chemin, problèmes auxquels s'ajoute le coût parfois écrasant du transit.

Dès lors qu'un migrant a entamé son périple, la sécurité alimentaire et la sécurité économique sont des facteurs importants dans sa décision de poursuivre sa route ou de s'installer au premier endroit relativement sûr. La poursuite du périple est motivée par un désir commun de retrouver la stabilité et des moyens d'existence sûrs. Ce point a des implications évidentes pour les responsables de l'élaboration des politiques qui cherchent à endiguer





les traversées terrestres ou maritimes périlleuses que nombre de migrants sont obligés de tenter.

Environ la moitié des Syriens résidant en Jordanie et au Liban ont exprimé le souhait de partir dans un autre pays en raison de l'absence de perspectives économiques et du faible niveau d'assistance fournie.

En Turquie, toutefois, où les conditions étaient jugées plus favorables, seul un quart des Syriens envisageaient de quitter le pays. Les migrants ayant séjourné en Libye ont décrit une situation particulièrement sombre et des conditions difficiles, qui ont poussé beaucoup d'entre eux à poursuivre leur route.

Parmi les migrants originaires du Bangladesh, d'Afrique de l'Est et d'Afrique de l'Ouest, l'insécurité alimentaire et les contraintes de ressources ont été les principaux facteurs de l'émigration, alors que pour ceux d'origine afghane ou syrienne, l'élément déclencheur a été le manque de sécurité. De nombreux Afghans et Syriens ont indiqué que le conflit prolongé avait détruit les possibilités d'emploi et l'accès aux marchés, ce qui avait entraîné des ruptures d'approvisionnement. L'insécurité alimentaire est une cause indirecte d'émigration au départ de l'Afghanistan et de la Syrie.

L'étude a révélé que la motivation de la migration pouvait influencer sur la taille de la famille ou du groupe décidant de partir. Ainsi, le PAM a constaté que les migrants qui fuient un conflit le font généralement en famille. À l'arrivée sur un lieu où une sécurité relative est assurée, ils décident de rester ou parfois d'envoyer l'un des membres de la famille (habituellement un homme jeune) en éclaireur en quête d'une destination finale où ils pourront se retrouver et rechercher un lieu de résidence à plus long terme. À l'inverse, les migrants qui partent avant tout pour des raisons économiques (là encore, souvent des hommes jeunes), migrent le plus souvent seuls sans que les autres membres de la famille aient l'intention de le suivre.

Point important, l'étude a fait apparaître que les migrants ont accès aux médias sociaux et aux technologies mobiles, et que l'utilisation de ces technologies a révolutionné la circulation de l'information. Elle procure aux migrants des informations précises en temps réel, qui leur permettent de prendre de meilleures décisions concernant les itinéraires à emprunter et d'autres aspects de leur voyage.



Recommandations clés

L'étude a permis de constater que la sécurité alimentaire était l'un des facteurs essentiels influant sur la migration internationale. Ce constat a d'importantes implications pour le PAM, ses partenaires et les acteurs humanitaires concernés. À la lumière de ces travaux de recherche, les recommandations suivantes s'adressent à toutes les parties prenantes participant à la préparation et à la réponse à la migration internationale et à ses effets.

1. La demande fondamentale de toutes les communautés de réfugiés sans exception consiste à solliciter l'aide internationale pour mettre fin aux hostilités afin qu'elles puissent rentrer dans leurs pays respectifs et commencer le processus de reconstruction de leur vie et de reconstitution de leurs moyens d'existence. Leur principale préoccupation est d'éviter de perdre une génération, car les enfants grandissent sans bénéficier des services de base, et notamment sans éducation.
2. Il faut soutenir les moyens d'existence des personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays ou forcées de se réfugier dans des pays voisins pour échapper aux conflits et à la guerre, et leur apporter une aide sociale comprenant une assistance alimentaire. L'étude montre que la majorité des réfugiés préfèrent rester à proximité de leur lieu d'origine dans des environnements qui leur sont familiers sur le plan culturel et social. Ils n'ont pas pour ambition d'entreprendre des expéditions longues et difficiles pour arriver, sans certitude aucune, dans des lieux où ils se heurteront à de grandes différences linguistiques, culturelles, religieuses et sociales. La fourniture d'une assistance dans des lieux sûrs plus proches des lieux d'origine des migrants est une solution viable qui permettra de réduire le nombre de migrants poursuivant leur périple pour survivre, de mener des interventions humanitaires à moindre coût et de procurer des avantages socioéconomiques supérieurs sur le long terme. Compte tenu du climat géopolitique actuel, la communauté internationale doit concentrer ses efforts sur l'Afrique et le Moyen-Orient, car ces régions risquent d'entraîner un nouvel afflux de migrants internationaux, fuyant des conflits dans bien des cas.
3. Dans les régions où vivent un grand nombre de personnes déplacées, il faut aussi aider les personnes vulnérables au sein des communautés hôtes. De nombreuses communautés de pays à faible revenu et à revenu intermédiaire ont accueilli un nombre disproportionné de réfugiés sur des périodes prolongées, ce qui a lourdement pesé sur leurs infrastructures et services publics. Le manque d'assistance aux communautés hôtes dans ces circonstances attise l'hostilité à l'égard des communautés de réfugiés et entretient les conflits, lesquels ne peuvent que s'intensifier à mesure que s'aggrave la perturbation des services d'appui. Au vu du manque de données dans ce domaine, il est recommandé d'analyser de manière plus approfondie les conséquences sociales, politiques et financières de la migration internationale sur les communautés hôtes.
4. Il est essentiel de recommander l'adoption de politiques et d'approches homogènes à toutes les parties prenantes participant aux interventions menées pour faire face à la migration internationale. La mise en œuvre d'une politique homogène dans les pays d'accueil et de transit, qui harmonise les critères, les prestations, la durée et les principes généraux de la prise en charge des réfugiés, peut contribuer à réduire la préférence de ces derniers pour certains pays et limiter leur tendance à comparer les destinations pour choisir celle qu'ils souhaitent rejoindre. La Déclaration de New York pour les réfugiés et les migrants rédigée par les Nations Unies et l'initiative de l'Union européenne en faveur de l'élaboration d'une stratégie commune d'action en matière de migration nécessiteront des investissements bénéficiant d'éclairages et de données factuelles supplémentaires pour trouver des moyens plus efficaces de relever les défis que pose l'émigration.
5. Il faut entreprendre des travaux de recherche supplémentaires sur les tendances de la migration internationale, en cherchant à mieux comprendre les interactions entre l'insécurité alimentaire, les conflits et d'autres facteurs poussant les gens à partir de chez eux. Il s'agira notamment d'approfondir les connaissances sur l'évolution des processus de décision des populations de réfugiés et de migrants liée à l'accès aux technologies mobiles et aux médias sociaux. Mieux comprendre la façon dont les migrants internationaux accèdent aux données en temps réel et les exploitent permettra également d'éclairer les interventions menées pour faire face aux déplacements de populations à grande échelle et offrira un bon moyen de communiquer avec des personnes considérées auparavant comme difficiles à atteindre.

Section 1

Introduction et méthode



La migration internationale² est un phénomène ancien de la civilisation humaine, qui a façonné les nations et les identités à travers le monde. Ces dernières années, le nombre de migrants internationaux a toutefois connu une très nette augmentation, atteignant 244 millions de personnes au total en 2015³. Le nombre de personnes déplacées contre leur gré a, lui aussi, atteint un niveau record, avec 65,3 millions de personnes dans le monde fin 2015 (y compris les réfugiés, les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays et les demandeurs d'asile). Il s'agit là du niveau le plus élevé depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale.

Pour autant, la mobilité est une caractéristique essentielle à l'heure de la mondialisation. Il est probable que cette tendance va s'accroître en raison des fortes asymétries qui persistent à l'échelle mondiale (Banque mondiale 2016; Département des affaires économiques et sociales [DAES] des Nations Unies, 2015). L'amélioration des perspectives économiques est un facteur d'attraction majeur: la migration est une réponse à l'écart de revenus entre les pays (Collier 2013). Les asymétries démographiques, telles que la population vieillissante et déclinante en Europe et la population jeune et en expansion en Afrique, devraient accélérer le phénomène (Sachs 2016). La présence et la taille de la diaspora du pays d'origine dans le pays d'accueil constituent aussi des facteurs d'attraction non négligeables. Les facteurs d'incitation qui provoquent la migration ou le déplacement ou y contribuent peuvent être structurels et/ou ponctuels (Institut mondial de recherche sur les aspects économiques du développement [UNU-WIDER], 2016; Angenendt et al. 2016). Les causes structurelles des déplacements comprennent les évolutions négatives sur les plans politique, économique et social ainsi que la dégradation de l'environnement, tandis que les causes ponctuelles englobent les conflits armés, la violence et les troubles civils.

En sa qualité d'acteur international de la lutte contre l'insécurité alimentaire des migrants, le PAM a entrepris la présente étude pour déterminer le rôle de la sécurité alimentaire dans la migration internationale. L'objectif principal est de comprendre la dynamique de la sécurité alimentaire lorsque la migration internationale est liée à des conflits dans les pays d'origine et de transit. La sécurité alimentaire peut être un élément déclencheur de la migration, mais l'acte de migration en lui-même peut provoquer l'insécurité alimentaire et influencer la décision d'un migrant de poursuivre son périple.

Le lien entre les conflits civils, l'insécurité alimentaire et la migration est complexe et multidimensionnel. Les conflits risquent de réduire l'accès à la nourriture, mais aussi de détruire les infrastructures et les terres agricoles. Si les investissements dans les programmes en faveur de la santé, de l'éducation, de l'agriculture et de l'environnement sont détournés au profit des dépenses militaires, les effets à long terme sur la sécurité

alimentaire peuvent être négatifs. En outre, l'accueil de populations acculées et l'imposition de sanctions économiques dans les zones de conflit aggravent l'insécurité alimentaire. S'il est établi que les conflits civils sont une cause d'insécurité alimentaire, la réciprocity est complexe et ambiguë (Brinkman et Hendrix 2011). Il semble toutefois que l'insécurité alimentaire accroît considérablement les risques de conflits (FAO 2010), et entraîne dans certains cas des troubles civils (Brinkman et Hendrix 2011). En règle générale, les effets conjugués des conflits et de l'insécurité alimentaire sur la migration internationale ne sont pas bien compris. On trouvera des données factuelles à ce sujet dans l'étude du PAM (2015), mais celle-ci se limite à quelques pays d'Amérique latine et porte uniquement sur des conflits localisés. Les études révèlent que les ménages vivant dans des zones de conflit violent adoptent des stratégies de subsistance différentes pour préserver leur sécurité alimentaire: la migration internationale est l'une de ces stratégies (Snorek et al. 2016). Les conflits armés ne conduisent pas toujours à l'émigration, mais ils ont une incidence sur les stratégies de subsistance qui influencent directement ou indirectement la décision de migrer.

Différentes approches sont adoptées dans la présente étude. Une macroanalyse quantitative des facteurs mondiaux de la migration internationale examine les effets des liens entre les conflits armés et l'insécurité alimentaire sur la migration internationale, en adoptant l'approche suivie par Naudé (2008) et Collier et Hoeffler (2004). Les auteurs ont également recherché les effets de l'insécurité alimentaire et de la migration internationale sur les risques de conflits armés et l'intensité de ces conflits. Les résultats sont présentés à la section 3. Des discussions de groupe avec des migrants et des réfugiés en Grèce, en Italie, en Jordanie, en Turquie et au Liban ont aussi été organisées. Ces discussions, relatées à la section 4, ont permis de recueillir des témoignages directs sur le processus de prise de décisions présidant au départ, et procuré des informations précieuses sur la situation dans les pays d'origine, les éléments déclencheurs de la migration, les itinéraires empruntés et les intentions futures. Pour vérifier les données réunies lors des discussions de groupe, le PAM a mené des enquêtes téléphoniques auprès de ménages de réfugiés en Jordanie, au Liban et en Turquie.

² L'étude reprend les définitions de l'OIM: "Un migrant s'entend de toute personne qui, quittant son lieu de résidence habituelle, franchit ou a franchi une frontière internationale ou se déplace ou s'est déplacée à l'intérieur d'un État, quels que soient: 1) le statut juridique de la personne; 2) le caractère, volontaire ou involontaire, du déplacement; 3) les causes du déplacement; ou 4) la durée du séjour". La migration internationale désigne l'émigration de courte durée, temporaire ou permanente. D'après la Convention de l'ONU relative au statut des réfugiés, un réfugié est une personne qui a fui son pays craignant avec raison d'être persécutée et qui ne doit pas être renvoyée dans un pays où sa vie ou sa liberté est gravement menacée. Chaque fois que le terme migrant est employé dans le texte, il désigne à la fois les réfugiés et les autres migrants.

³ ONU 2016

Section 2

Évolution et dynamique mondiales et régionales de la migration internationale et des conflits



2.1 Tendances migratoires

Il peut être utile de connaître certains faits clés relatifs à la migration internationale volontaire ou forcée pour comprendre les enjeux. En 2015, le nombre de migrants internationaux (réfugiés compris) et le nombre de réfugiés ont atteint des niveaux record, 244 millions et 21,3 millions respectivement, soit une augmentation de 41 pour cent pour les premiers et de 37 pour cent pour les seconds depuis l'an 2000 (figure 2.1). Entre 2005 et 2015, la population de migrants internationaux s'est accrue de 27 pour cent, et la population des seuls réfugiés de pas moins de 66 pour cent. Le principal facteur de l'augmentation du nombre de réfugiés entre 2010 et 2015 a été la guerre en Syrie. Sans ce pays, l'augmentation entre la fin 2011 et la mi-2015 n'aurait été que de 500 000 réfugiés (HCR 2016; UNU-WIDER 2016).

Malgré cette évolution, la proportion de migrants internationaux reste de 3 pour cent de la population mondiale totale, soit plus ou moins la même qu'il y a un siècle (OIM 2015). La majorité de ces migrants ne sont pas déplacés contre leur gré. La proportion de réfugiés dans la population totale de migrants

internationaux, soit 13 pour cent environ en 1990, s'est établie à 9 pour cent en 2015, un chiffre stable depuis les 15 dernières années. En d'autres termes, la population de réfugiés a augmenté en chiffres absolus, mais a diminué en chiffres relatifs. Dans 80 pour cent des pays d'origine, plus de 90 pour cent de la population ne bouge pas (Banque mondiale 2016). Cela signifie que la plupart des gens restent sur place. La Syrie est le seul pays où plus de la moitié de la population a été déplacée contre son gré.

Cette tendance générale de la migration internationale peut cacher des variations régionales qui reflètent certaines caractéristiques. Ces 15 dernières années, l'immigration internationale a pris une ampleur considérable en Asie, et en 2015, le niveau de migration y était comparable à celui de l'Europe, la région qui accueille le plus grand nombre de migrants (figure 2.2). L'augmentation du nombre de migrants internationaux a aussi été considérable en Amérique du Nord, et en Afrique dans une moindre mesure. En Amérique latine, dans les Caraïbes et en Océanie, la migration se stabilise.

Figure 2.1 Populations de migrants internationaux et de réfugiés (en millions)

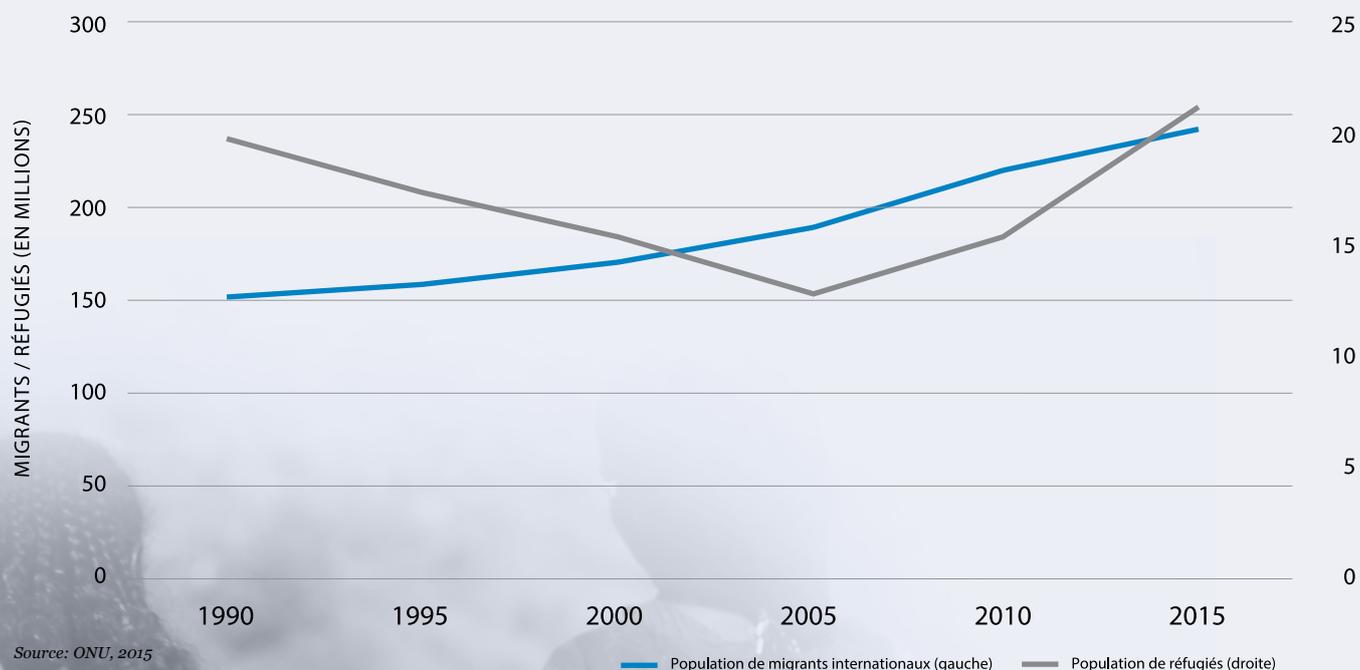
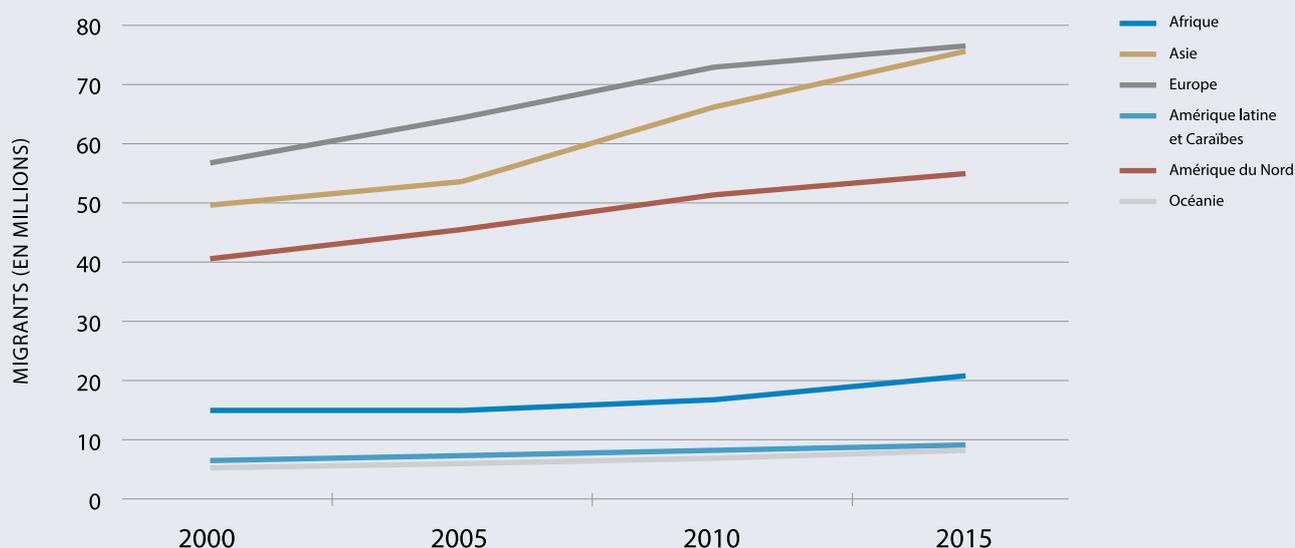


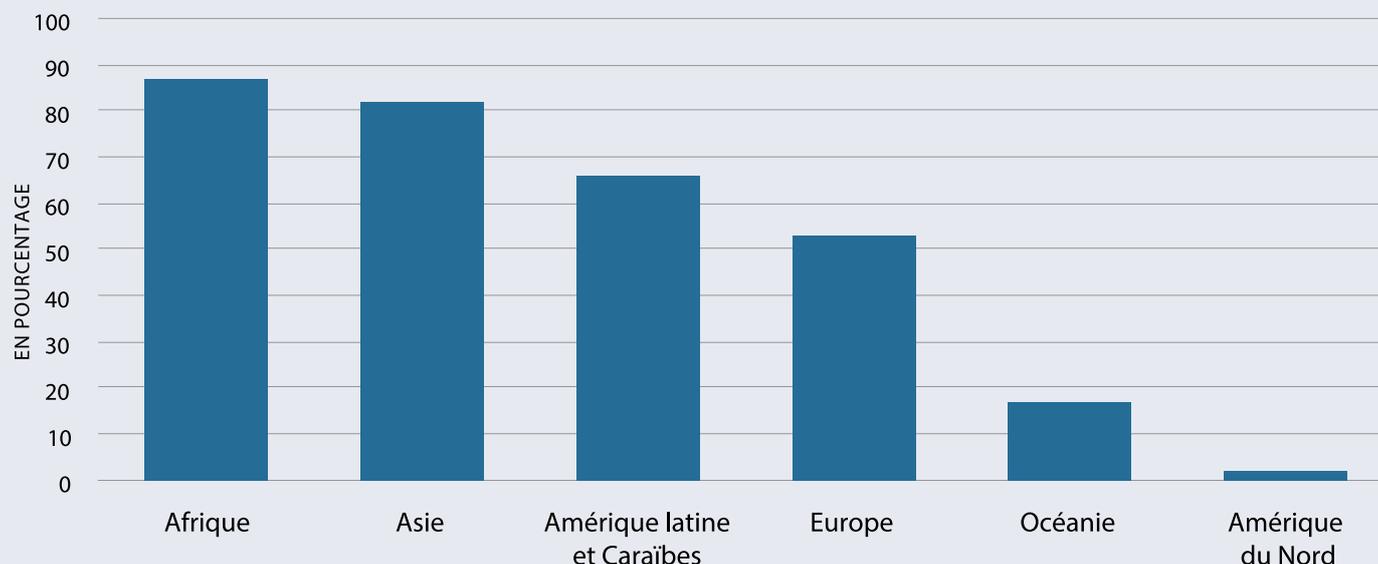
Figure 2.2: Évolution de la migration internationale par région (en millions), 2000-2015



La plupart des migrations internationales se produisent entre pays d'une même région. Le volume des migrations Sud-Sud est supérieur à celui des migrations Sud-Nord. En 2015, environ 90,2 millions de migrants internationaux résidaient dans les pays en développement, contre 85,3 millions dans les pays développés (OIM 2015).

La grande majorité des migrants africains (87 pour cent) sont restés sur leur continent d'origine, une proportion supérieure à celle des migrants européens (53 pour cent) et bien plus élevée que celle des migrants nord-américains (2 pour cent) (figure 2.3).

Figure 2.3: Proportion de migrants internationaux restant dans leur région, 2015



Source: ONU, 2015

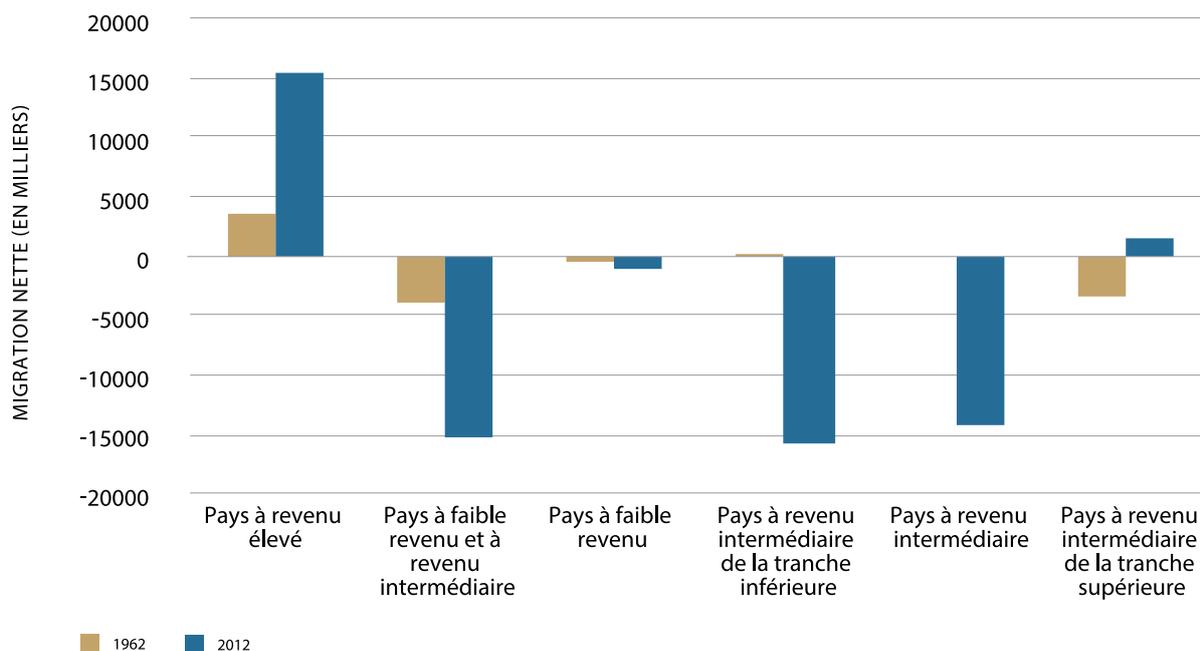
La plupart des migrants viennent de pays à revenu intermédiaire.

Au cours de ces 50 dernières années (1962-2012), la migration nette positive (plus d'entrants que de sortants) des pays à revenu élevé a augmenté considérablement, tandis que les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure dont la migration nette était négative en 1962 affichaient une migration nette positive en 2012 (figure 2.4). En revanche, pour les autres catégories de pays à revenu intermédiaire

dont la migration nette était négative en 1962, la situation s'est nettement accentuée sur cette même période.

Le déplacement forcé est un problème qui concerne essentiellement les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire. La grande majorité des personnes déplacées contre leur gré n'ont ni les ressources ni la possibilité de fuir hors de leur pays ou des pays voisins. En 2015, 89 pour cent des réfugiés étaient accueillis par des pays à faible revenu et à revenu intermédiaire (Banque mondiale 2016).

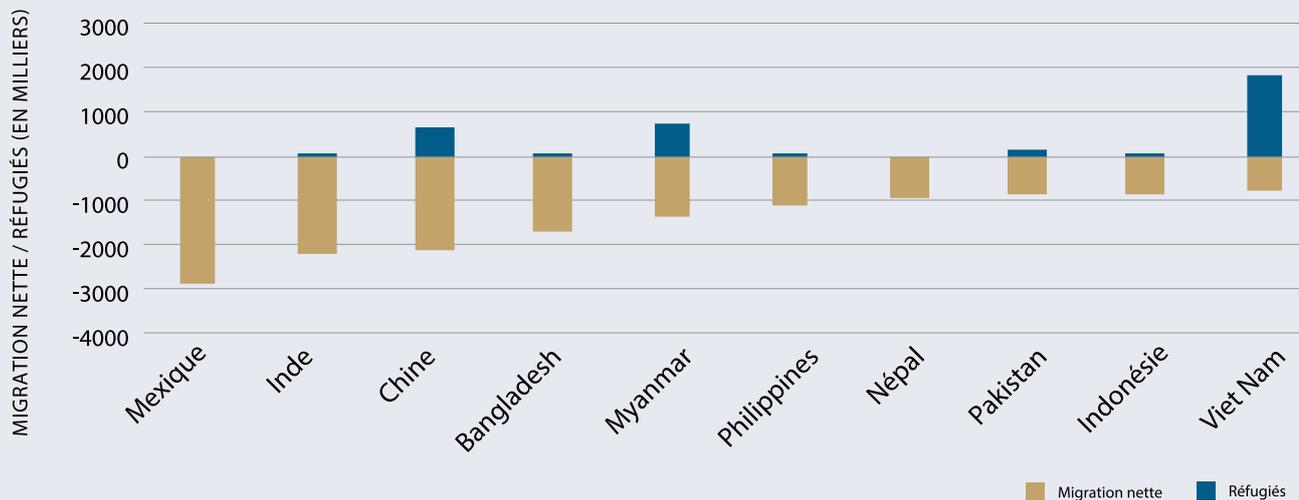
Figure 2.4: Évolution de la migration nette par groupe de revenus, 1962-2012



Les figures 2.5 a à c indiquent les principaux pays où la migration nette est négative, ainsi que le nombre de réfugiés dans ces pays pour les périodes 2000-2005, 2006-2010 et 2011-2015. Jusqu'à récemment, des économies émergentes telles que l'Inde, la Chine, le Mexique, le Bangladesh et les Philippines

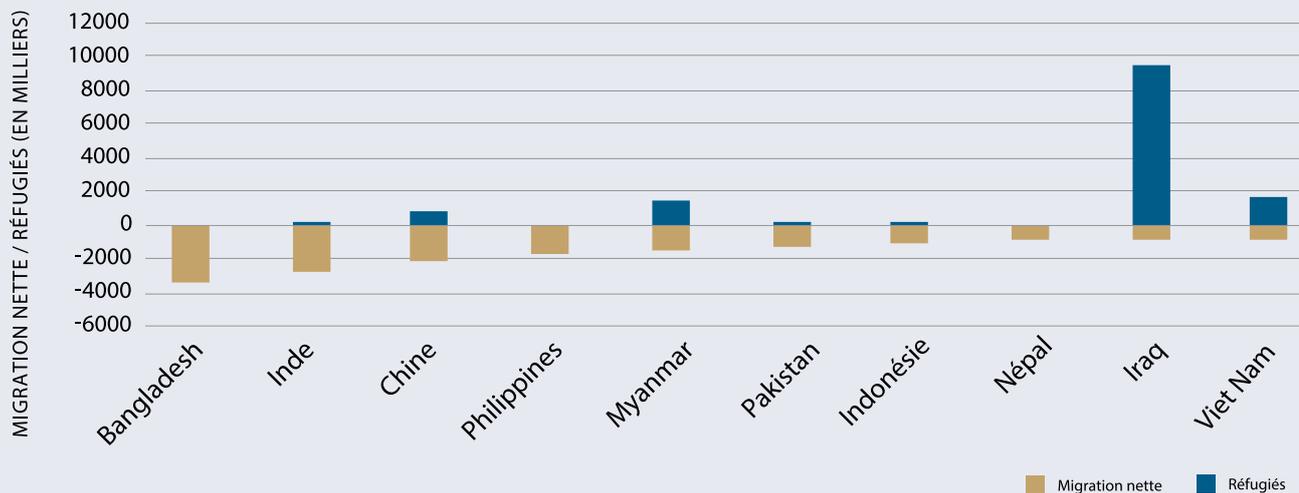
enregistraient les taux de migration nette négatifs les plus élevés, mais aujourd'hui, c'est la Syrie qui se trouve au premier rang. En chiffres absolus, les pays où la migration nette négative est la plus forte se trouvent en Asie. Beaucoup de ces pays n'accueillent aucun réfugié ou presque.

Figure 2.5 a: Principaux pays où la migration nette est négative, 2000-2005



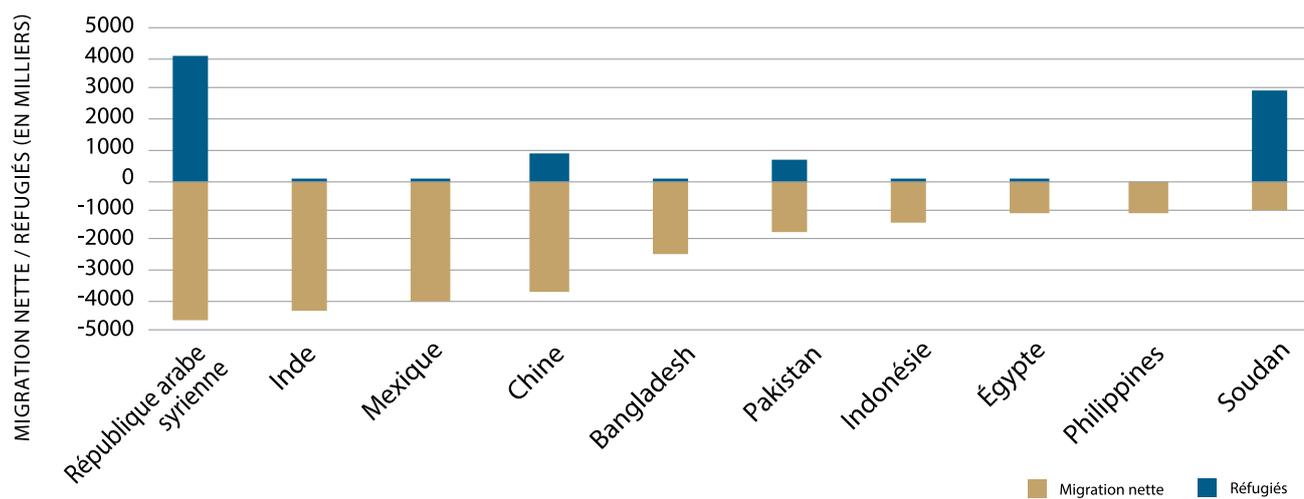
Source: Banque mondiale: Indicateurs de développement dans le monde

Figure 2.5 b: Principaux pays où la migration nette est négative, 2006-2010



Source: Banque mondiale: Indicateurs de développement dans le monde

Figure 2.5 c: Principaux pays où la migration nette est négative, 2011-2015



Source: Banque mondiale: Indicateurs de développement dans le monde



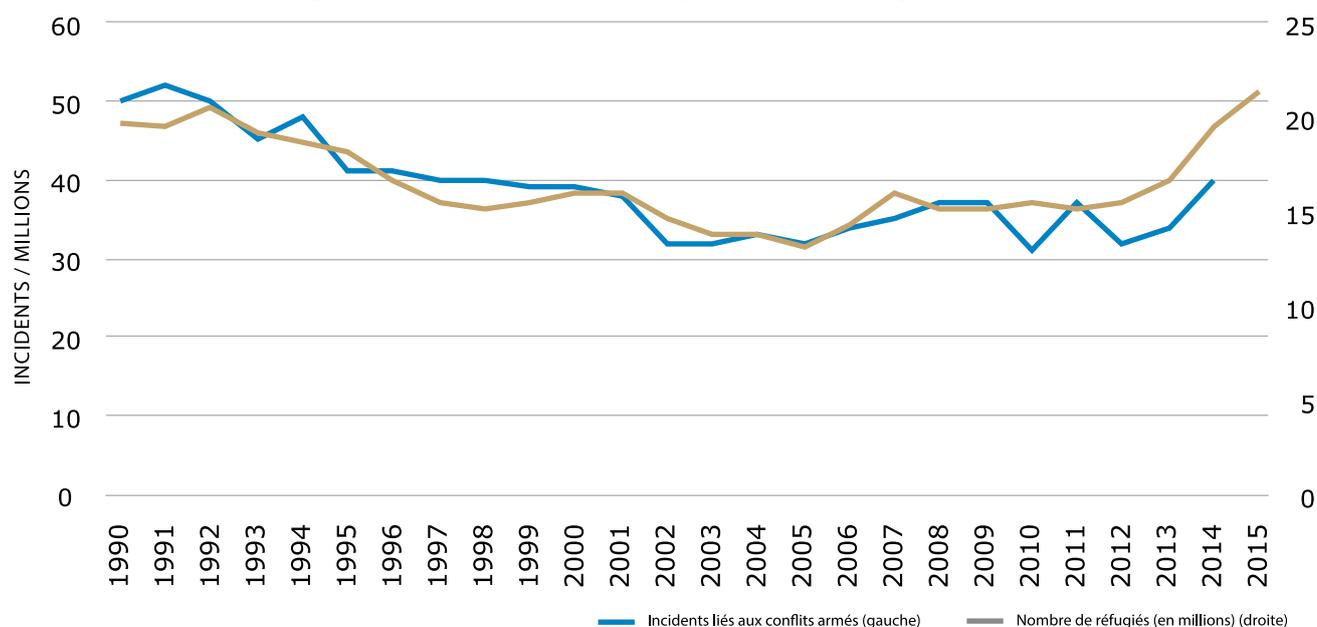
2.2 Conflits armés

La fin de la guerre froide a mis un terme à de nombreux conflits, mais on observe une recrudescence des conflits armés ces dernières années, et leur niveau atteint désormais celui d'avant la guerre froide (figure 2.6). Parallèlement, le nombre de réfugiés a fortement augmenté. Sur l'ensemble des conflits armés recensés en 2015, 40 pour cent étaient situés en Afrique, un tiers en Asie et un cinquième au Moyen-Orient.

Le Moyen-Orient est toutefois la région la plus violente si l'on considère le nombre de morts, principalement à cause de la situation en Syrie et en Iraq (Melander 2015). Cela étant, le monde est moins violent que pendant la guerre froide ainsi que pendant les deux guerres mondiales. Le nombre de morts provoquées par des conflits armés est aujourd'hui bien plus faible (Pettersson et Wallensten 2015).



Figure 2.6: Incidents liés aux conflits armés et réfugiés, 1989-2015



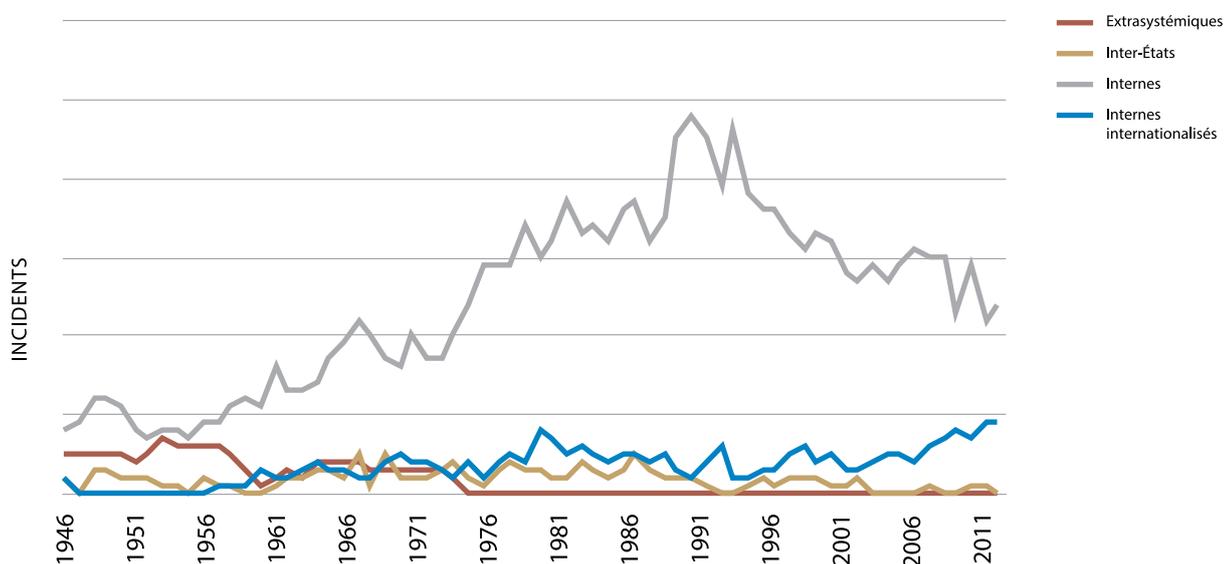
Source: Base de données sur les conflits armés UCDP/PRIO et Banque mondiale

L'internationalisation des guerres internes est l'une des principales tendances des conflits modernes, comme on le voit sur la figure 2.7 (Banque mondiale 2011). Ce phénomène peut expliquer l'évolution récente des voies de migration et la quête d'une vie meilleure au-delà des pays voisins (Snorek et al. 2016). L'éclatement d'affrontements violents en Libye en 2011 illustrent bien la façon dont un conflit non seulement perturbe les itinéraires migratoires habituels des migrants saisonniers et économiques de l'Afrique de l'Ouest vers la Libye, mais entraîne aussi une augmentation tendancielle des migrations de l'Afrique de l'Ouest vers l'Europe (Snorek et al. 2016).

Les conflits modernes se caractérisent généralement par des phases de violence répétée, de mauvaise

gouvernance et d'instabilité (Banque mondiale 2011). Les épisodes ponctuels de guerre civile sont aujourd'hui le plus souvent une résurgence du passé; l'héritage le plus probable d'une guerre civile est une autre guerre civile. Peu de pays sont réellement entrés dans une phase d'après-conflit, car ces situations sont habituellement fragiles. Environ 40 pour cent des pays sont retombés dans la violence dans les dix ans qui ont suivi (Collier 2009); 90 pour cent des guerres civiles des années 2000 se sont produites dans des pays qui en avaient déjà connu. Cette observation est importante du point de vue de la sécurité alimentaire, car les pays traversant des crises prolongées sont particulièrement exposés à l'insécurité alimentaire (FAO 2010).

Figure 2.7: Évolutions des conflits armés par type, 1946-2014



Section 3

Facteurs mondiaux de la migration internationale



3.1 Vue d'ensemble

Dans le cadre de la présente étude, une analyse quantitative a été réalisée pour déterminer les principaux facteurs mondiaux de la migration internationale. Un modèle d'utilité aléatoire a été adapté à cette fin. Ce modèle s'appuie sur un cadre conceptuel qui fait reposer les décisions de migrer des individus ou des ménages non seulement sur les avantages économiques nets de la migration, mais aussi sur les menaces pour la sécurité humaine⁴ susceptibles de se faire jour en raison de facteurs économiques et démographiques et de facteurs liés aux conflits, aux catastrophes naturelles, au changement environnemental et à la sécurité alimentaire⁵.

On dispose de trop peu d'informations détaillées sur la migration. Compte tenu de la difficulté de se procurer des données sur le sujet, les auteurs de l'étude ont suivi l'approche adoptée par Naudé (2008) et le PAM (2015), et ont exploité les chiffres de migration nette pour 1 000 habitants compilés par la Banque mondiale. L'étude porte sur 88 pays ou régions d'origine ayant connu une migration nette négative (plus de sortants que d'entrants) au moins une fois au cours d'un intervalle de cinq ans durant la période 1990-2015; 67 d'entre eux avaient enregistré une migration nette négative sur tous les intervalles. En outre, les départs de réfugiés ont été analysés pour 178 pays ou régions d'origine. L'année 1990 sert d'année de référence, et les données par intervalles de cinq ans ont ensuite été utilisées pour des questions de disponibilité. Plus important encore, les pays ont commencé à communiquer des données concernant la sous-alimentation depuis le début de l'année 1990, mais uniquement à intervalles de cinq ans.

Le tableau 3.1 récapitule les variables, les données et les sources de données employées dans l'estimation, tandis que la figure 3.1 présente l'évolution de ces variables. La migration nette négative de migrants

internationaux et le nombre de réfugiés pour 1 000 habitants tendent à diminuer dans les années 2000, par rapport à ceux enregistrés dans les années 1990. La migration nette négative de migrants internationaux pour 1 000 habitants a reculé, du taux record de 37 personnes pour 1 000 environ en moyenne en 1990-1995 à 18 personnes pour 1 000 approximativement en 2005-2010, mais il a commencé à augmenter, toujours en moyenne, pour atteindre environ 21 personnes pour 1 000 en 2010-2015. Cela étant, le solde migratoire négatif en chiffres absolus a augmenté régulièrement, de 20-25 millions environ sur la période 1990-2005 à 27 millions en 2005-2010 et à 33 millions en 2010-2015. Par conséquent, le déclin en proportion est dû principalement à un accroissement de la population totale des pays par rapport au nombre d'émigrants.

Le nombre de réfugiés pour 1 000 habitants a également affiché une tendance à la baisse: après avoir atteint un pic d'environ 60 personnes pour 1 000 en 1990, il est passé à 40 personnes en 2000, puis à 20 à la fin des années 2000. Néanmoins, le nombre de réfugiés cherchant asile à l'étranger a augmenté jusqu'en 2000, avant de reculer nettement à partir de 2000-2005, puis de repartir à la hausse depuis 2005. Les pays ou les régions qui ont enregistré une migration nette négative au moins une fois au cours de ces 25 dernières années ont aussi connu, en moyenne, au moins une année de conflit armé. L'incidence des catastrophes naturelles a augmenté à partir de 1995-2000 et a atteint un niveau record en 2005 en raison d'un tsunami qui s'est produit cette année-là. L'incidence des catastrophes naturelles a diminué depuis 2005. Par ailleurs, malgré un important accroissement de la population et une forte pression démographique à l'échelle mondiale, la proportion de personnes sous-alimentées tend à reculer au fil du temps.

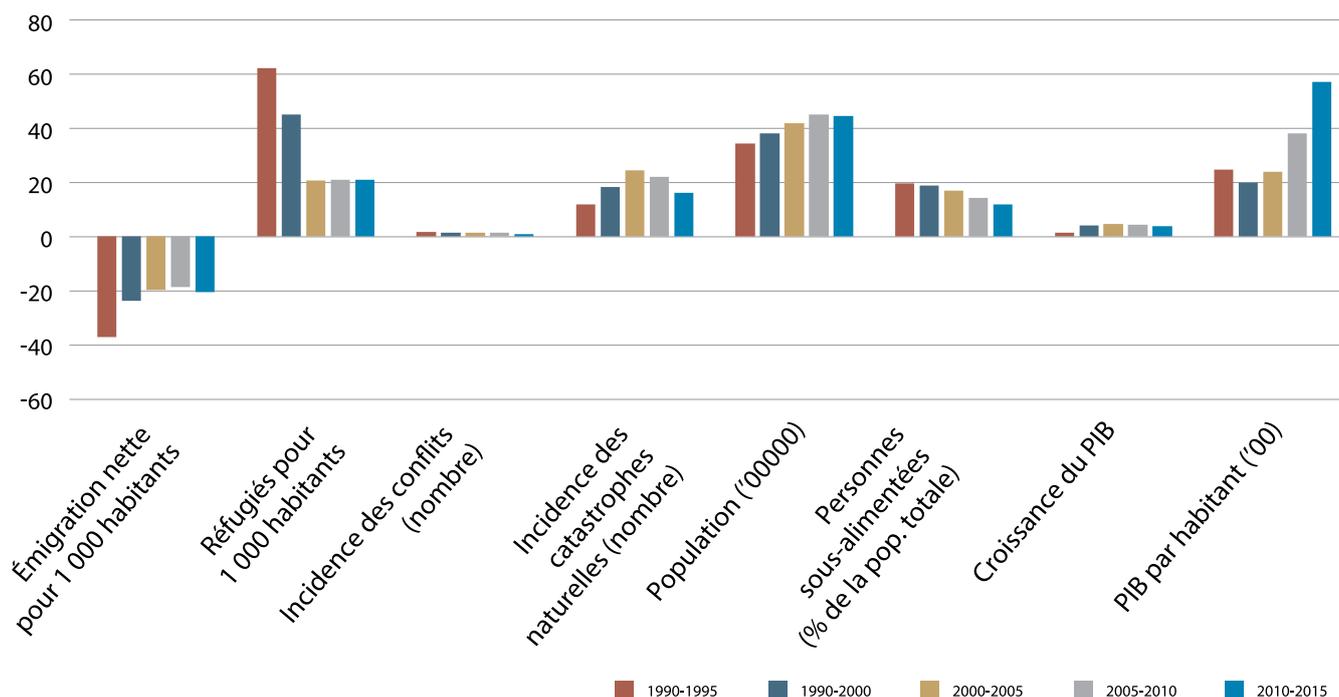
⁴ La sécurité humaine est la combinaison des menaces associées à la guerre, au génocide et au déplacement de populations à cause de violences ou par crainte de violences.

⁵ Les sources de données et la méthode d'analyse sont indiquées aux annexes I.A à I.C.

Table 3.1: Résumé des variables et des sources de données

<i>Mesure</i>	<i>Description</i>	<i>Source</i>
Variable: Migration et réfugiés		
Migration nette pour 1 000 habitants	Différence entre le nombre d'émigrants et d'immigrants pour 1 000 habitants. Solde fourni sous la forme d'une moyenne annuelle sur des intervalles de cinq ans: 1990-1995, 1995-2000, 2000-2005, 2005-2010 et 2010-2015.	1990-2012 Banque mondiale: Indicateurs du développement dans le monde http://databank.worldbank.org/2013-2015
Réfugiés pour 1 000 habitants	Nombre total de réfugiés par pays ou territoire d'origine pour 1 000 habitants, par an sur des intervalles de cinq ans entre 1990 et 2015. La classification des réfugiés est établie à partir de la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés du HCR et à son Protocole de 1967 ainsi que de la Convention régissant les aspects propres aux problèmes des réfugiés en Afrique de 1969 de l'Organisation de l'Unité africaine.	CIA World Factbook www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/ Banque mondiale: Indicateurs du développement dans le monde
Variable: Emploi et perspectives économiques, coût de la migration et aspirations		
PIB par habitant	Obtenu en calculant le PIB moyen (en dollars É.-U. constants de 2010) divisé par le nombre total d'habitants, par an sur des intervalles de cinq ans entre 1990 et 2015. Variable dans le temps.	Banque mondiale: Indicateurs du développement dans le monde
Croissance du PIB	Taux moyen annuel de croissance du PIB sur des intervalles de cinq ans entre 1990 et 2015. Variable dans le temps.	Banque mondiale: Indicateurs du développement dans le monde
Chômage	Pourcentage dans la population totale des actifs sans travail disponibles recherchant un emploi, par intervalles de cinq ans entre 1990 et 2015.	Banque mondiale: Indicateurs du développement dans le monde
Variable: Sécurité alimentaire et accès à la nourriture		
Sous-alimentation	Pourcentage de la population dont la consommation est insuffisante pour répondre aux besoins énergétiques alimentaires de manière continue, par intervalles de cinq ans entre 1990 et 2015. Variable dans le temps.	FAO, L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde
Variable: Pression démographique		
Population	Nombre total d'habitants en millions la dernière année de chaque intervalle de cinq ans entre 1990 et 2015.	Banque mondiale: Indicateurs du développement dans le monde
Jeunes (15-25 ans)	Pourcentage de jeunes de 15-25 ans dans la population totale au 1er juillet de chaque année au cours des intervalles de cinq ans entre 1990 et 2015. Variable dans le temps.	Division de la population des Nations Unies www://esa.un.org/unpp
Variable: Instabilité politique et conflits		
Conflits armés	Nombre d'années au cours d'un intervalle de cinq ans durant lesquelles un pays a connu une guerre civile, définie comme étant un conflit ayant fait au moins 25 morts pendant les combats, entre 1990 et 2015. Variable dans le temps.	CDP/PRIO Armed Conflict Dataset v.4-2015, 1946 – 2014d
Variable: Aléas naturels		
Catastrophes naturelles	Nombre total de catastrophes naturelles dans un pays par intervalles de cinq ans entre 1990 et 2015. Variable dans le temps.	CRED: http://www.emdat.be/disaster_list/index.html

Figure 3.1: Évolution des variables dépendantes et explicatives entre 1990 et 2015



L'analyse repose sur des données de panel mondiales par intervalles de cinq ans allant de 1990 à 2015. Nous avons utilisé un estimateur de panel dynamique, plus précisément l'"estimateur GMM en système" (GMM, méthode des moments généralisés), car cet outil traite de plusieurs problèmes économétriques qui peuvent se poser pour les raisons suivantes: 1) des caractéristiques nationales invariables dans le temps non observées qui peuvent être corrélées avec des variables explicatives ou provoquer des biais de variables omises; 2) une causalité inverse entre

la migration nette et certains de ses déterminants⁶ (Naudé 2008:13); et/ou 3) un processus dynamique lié à la migration elle-même. Le niveau antérieur de migration peut influencer sur le niveau actuel en raison soit d'effets de persistance (réseaux, ou "famille et amis") soit de l'instabilité (migrants de retour). Il est possible de rendre compte du processus dynamique lié à la migration elle-même au moyen de valeurs retardées de la migration dans l'équation de l'estimation.

⁶ Par exemple, la pression démographique peut entraîner une émigration, mais l'émigration pourrait servir à soulager la pression démographique lors d'une période ultérieure. De la même façon, la migration nette peut avoir une incidence sur les perspectives économiques en influant sur la croissance du PIB du fait de l'évolution de la main-d'œuvre qualifiée.

3.2 Déterminants de la migration internationale

Les résultats (annexe I.C) font apparaître que le niveau actuel de migration nette négative est considérablement influencé par le niveau antérieur de cette migration. Ce phénomène peut être dû à la présence d'une diaspora dans le pays d'accueil, qui facilite la migration en communiquant des informations, en réduisant les frais de voyage et en contribuant à l'assimilation (Collier 2013), et/ou aux effets de réseau à la suite de la migration de membres de la famille, d'amis, de proches ou de voisins. Ces effets font l'objet d'une documentation abondante pour les pays d'Afrique subsaharienne (Crisp 2006; CEA 2006; Mafukidze 2006, Adepoju 2008; Naudé 2008). Cependant, Naudé (2008) a noté que le coefficient négatif de retard pour les niveaux antérieurs de migration nette négative en Afrique subsaharienne pourrait correspondre à une "situation dans laquelle on observe une migration cyclique ou une migration de rapatriés et non la persistance de mouvements migratoires internationaux; cela confirme les schémas d'instabilité de la migration internationale dans la région".

La croissance économique dans les pays ou les régions d'origine (mesurée par le PIB par habitant et la croissance du PIB) compte parmi les principaux facteurs permettant de compenser la migration nette négative, à condition que la situation politique y soit stable, qu'ils soient en situation de sécurité alimentaire et qu'aucune catastrophe naturelle ou causée par l'homme ne les frappe. La croissance économique dans les pays d'origine peut aider les citoyens à supporter le coût de la migration, mais la migration est aussi compensée par la croissance économique future et l'amélioration des perspectives dans ces pays (Collier 2013).

L'augmentation du revenu par personne (PIB par habitant) et de la croissance du PIB, un indicateur de substitution pour mesurer les possibilités d'emploi (Hatton et Williamson 2004; Lucas 2006; Naudé 2008), compense en grande partie l'émigration nette, de 1,8 et 1,1 pour 1 000 habitants respectivement dans les pays qui ont connu une migration nette négative au moins une fois sur la période 1990-2015, et de 2,1 et 1,4 pour 1 000 respectivement dans ceux dont le solde migratoire a été négatif sur l'ensemble de la période de 25 ans.

En outre, les pays ou les régions dont le solde migratoire a été négatif au moins une fois au cours d'un intervalle de cinq ans, ou sur l'ensemble de la période 1990-2015, se caractérisent par un haut niveau de sous-alimentation, une importante pression démographique et une forte incidence des conflits armés. Le recul de la sous-alimentation (réduction de la proportion de personnes sous-alimentées) entraînera une diminution de la migration nette négative de 1,6 à 2,0 pour 1 000 pour les panels équilibrés et non équilibrés.

Une année supplémentaire de conflit armé provoquera une hausse de la migration nette négative de 1,7 à 2,1 pour 1 000 habitants. De même, dans les pays dont le solde migratoire net a été négatif sur l'ensemble de la période 1990-2015, une année supplémentaire de catastrophe naturelle augmentera la migration nette négative de 0,035 pour 1 000 habitants.

3.3 Déterminants des départs de réfugiés

Le modèle s'applique également à la population de réfugiés comme variable dépendante en lieu et place de la migration nette négative. Comme la migration nette négative, le niveau antérieur de réfugiés influe positivement et considérablement sur la présence actuelle de réfugiés, pour les mêmes raisons que celles examinées dans le cas de la migration internationale. De plus, les départs de réfugiés sont influencés par l'incidence des conflits armés et, dans une moindre mesure, par les catastrophes naturelles, plus que par des facteurs économiques tels que le PIB par habitant et/ou la croissance du PIB. Cela semble indiquer que les réfugiés ne sont pas des migrants économiques, comme cela a été avancé dans certains cas. Les résultats font apparaître qu'une année supplémentaire de conflit armé entraînera une augmentation de 0,39 pour cent pour 1 000 habitants des départs de réfugiés.

En outre, le niveau antérieur de sous-alimentation accroît les départs de réfugiés de 1,89 pour cent pour 1 000 habitants pour chaque point de pourcentage supplémentaire du taux d'insécurité alimentaire. Cela signifie que les personnes originaires de pays ou de régions où le niveau de sous-alimentation est élevé ont une probabilité plus grande de devenir des réfugiés. La pression démographique peut aussi entraîner le départ de réfugiés.

3.4 Déterminants des conflits armés

Les catastrophes naturelles ont plus de risques de provoquer des conflits armés ou d'accentuer leur intensité, alors qu'il est probable que la croissance économique aura l'effet inverse. En outre, l'insécurité alimentaire est l'un des déterminants les plus importants et les plus significatifs de l'incidence des conflits armés. En d'autres termes, l'aggravation du niveau de sous-alimentation contribue à l'augmentation du nombre et de l'intensité de ce type de conflits. Par ailleurs, comme Collier et Hoeffler (2004) l'ont souligné, les niveaux antérieurs de migration nette négative et de départs de réfugiés influent considérablement sur les risques de conflits armés et d'aggravation de l'intensité de ces conflits.



4.1 Introduction

L'écoute de migrants d'horizons divers et empruntant des voies de migration différentes a été l'une des composantes centrales de cette étude. L'objectif principal était d'acquies une compréhension approfondie des facteurs et des conséquences de la migration internationale, ainsi que des liens entre les conflits, la migration et l'insécurité alimentaire, en se fondant sur les opinions et les perceptions des personnes directement touchées. Des groupes de discussion composés de migrants internationaux en Grèce et en Italie et de réfugiés Syriens en Jordanie, au Liban et en Turquie ont été organisés. Les informations qualitatives obtenues ont été recoupées avec celles recueillies lors d'enquêtes téléphoniques en Jordanie, au Liban et en Turquie. Les données ont été collectées en août 2016.

Les discussions de groupe ont été menées en Jordanie, au Liban, en Turquie, en Grèce et en Italie avec 231 migrants originaires de 10 pays différents (figure 4.1). Un échantillonnage par choix raisonné a été utilisé afin de sélectionner les sites dans chaque pays pour bien rendre compte de zones accueillant de nombreux migrants originaires de divers pays et régions.

La majorité des participants aux groupes de discussion venaient de Syrie, d'Afghanistan, du Sénégal, de Gambie, du Nigéria, d'Érythrée, du Soudan et du Bangladesh.

Les discussions ont été conduites avec un nombre quasi-identique de femmes et d'hommes au sein de groupes répartis par sexe. Dans la mesure du possible, les participants de chaque groupe étaient originaires du même pays. En outre, plusieurs groupes d'âge étaient représentés: les jeunes adultes (18 à 29 ans), les adultes d'âge moyen (30 à 54 ans) et les personnes âgées (55 ans et plus). Dans les groupes de discussion de Syriens, les participants ont été répartis en fonction de leur année d'arrivée, de 2011 au début de l'année 2016. Les discussions ont été menées dans des camps et dans des zones d'installation urbaines. Dans les pays où le PAM intervient, les groupes de discussion comprenaient à la fois des bénéficiaires et des non-bénéficiaires du PAM – à l'exception des réfugiés dans les camps en Jordanie, où tous les résidents ont le droit à l'assistance alimentaire, et des Syriens dans les installations urbaines en Turquie, où seuls des bénéficiaires du PAM ont pu être interrogés. La participation aux groupes de discussion s'est faite sur la base du volontariat et n'était pas rémunérée.



Figure 4.1: Vue d'ensemble des discussions de groupe

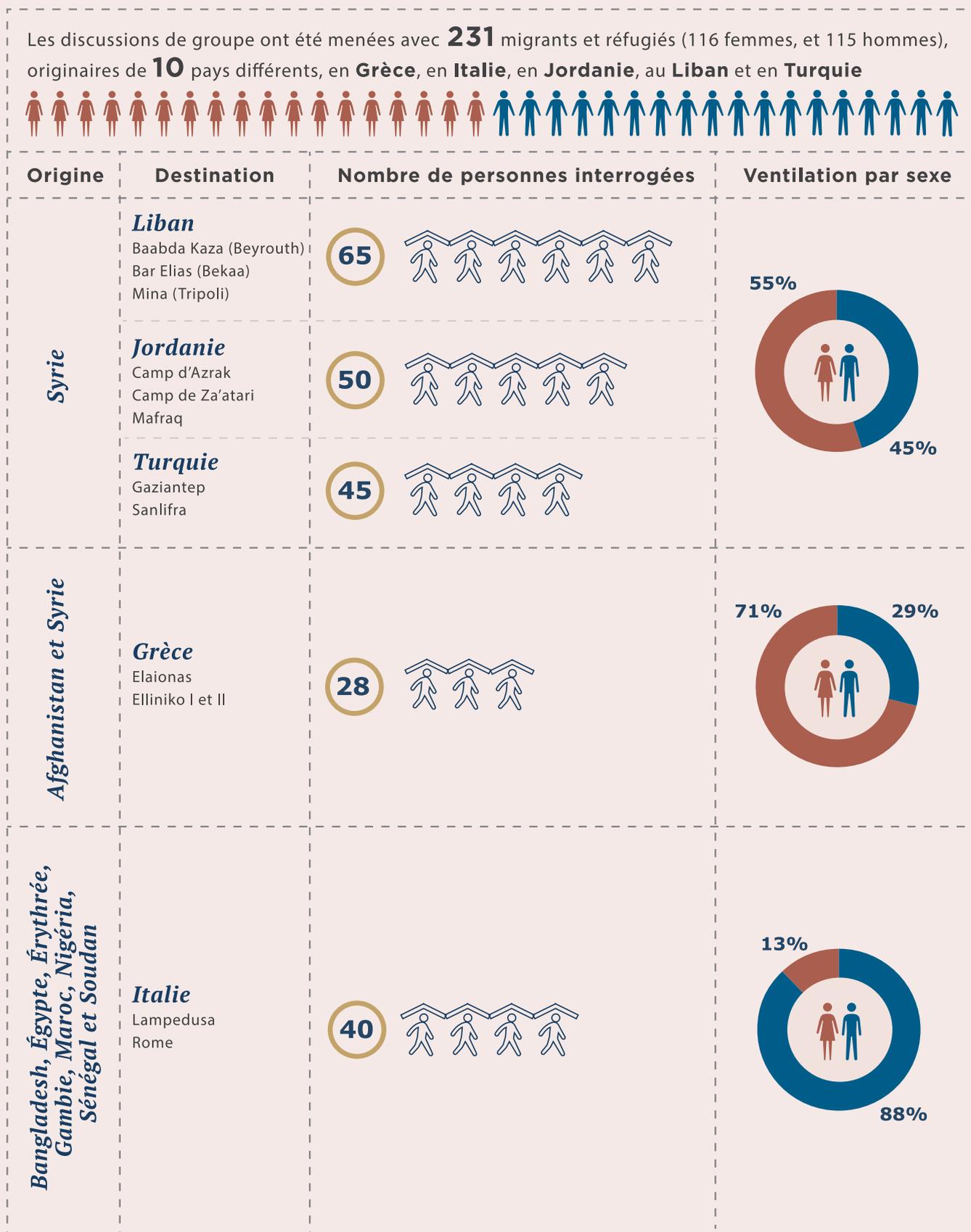
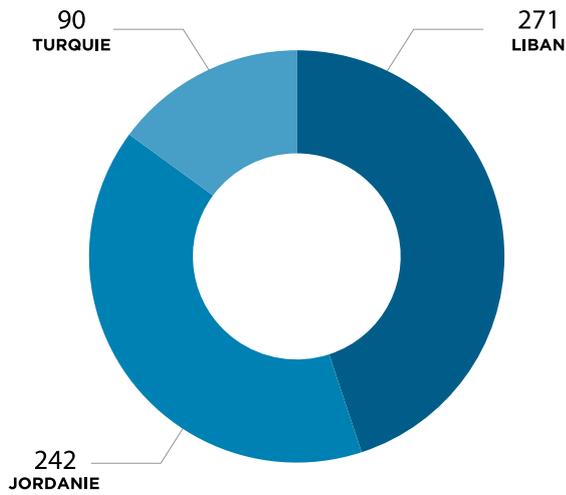


Figure 4.2: Enquête par téléphone portable
(nombre d'entretiens)



Une enquête par téléphone portable a été conçue pour compléter les données qualitatives à l'aide de données quantitatives. Cette enquête n'a été possible que dans les pays où le PAM était présent, et n'a donc concerné que les Syriens en Jordanie, au Liban et en Turquie. Au total, 570 entretiens téléphoniques ont été réalisés (figure 4.2).

Pour la Jordanie et le Liban, l'enquête par téléphone portable a été sous-traitée à un centre d'appel spécialisé situé à Amman. En Turquie, les entretiens ont été menés par le personnel du PAM⁷.

La présente section expose les constatations sur les liens entre conflits, sécurité alimentaire et migration. Elle comprend quatre parties. La première est consacrée aux Syriens dans les pays voisins de la Syrie, la deuxième aux Afghans et aux Syriens arrivés en Grèce en passant par la Turquie et la troisième aux migrants d'Afrique de l'Ouest, d'Afrique de l'Est et d'Asie vivant en Italie qui ont traversé la Méditerranée au départ de la Libye. La quatrième et dernière partie récapitule les facteurs communs de la migration à partir des trois études de cas.

⁷ En Jordanie et au Liban, la taille des échantillons offre un niveau de confiance de 90 pour cent avec une marge d'erreur de +/-5 pour cent. Les données recueillies en Turquie donnent un niveau de confiance de 90 pour cent avec une marge d'erreur de +/-9 pour cent.



4.2 Réfugiés syriens en Jordanie, au Liban et en Turquie



“Quand nous ne pouvons pas acheter à la fois des médicaments et de la nourriture, j’enveloppe le ventre de mes garçons dans une écharpe la nuit pour qu’ils ne se réveillent pas en pleurant à cause des maux de ventre provoqués par la faim.”

4.2.1 Contexte

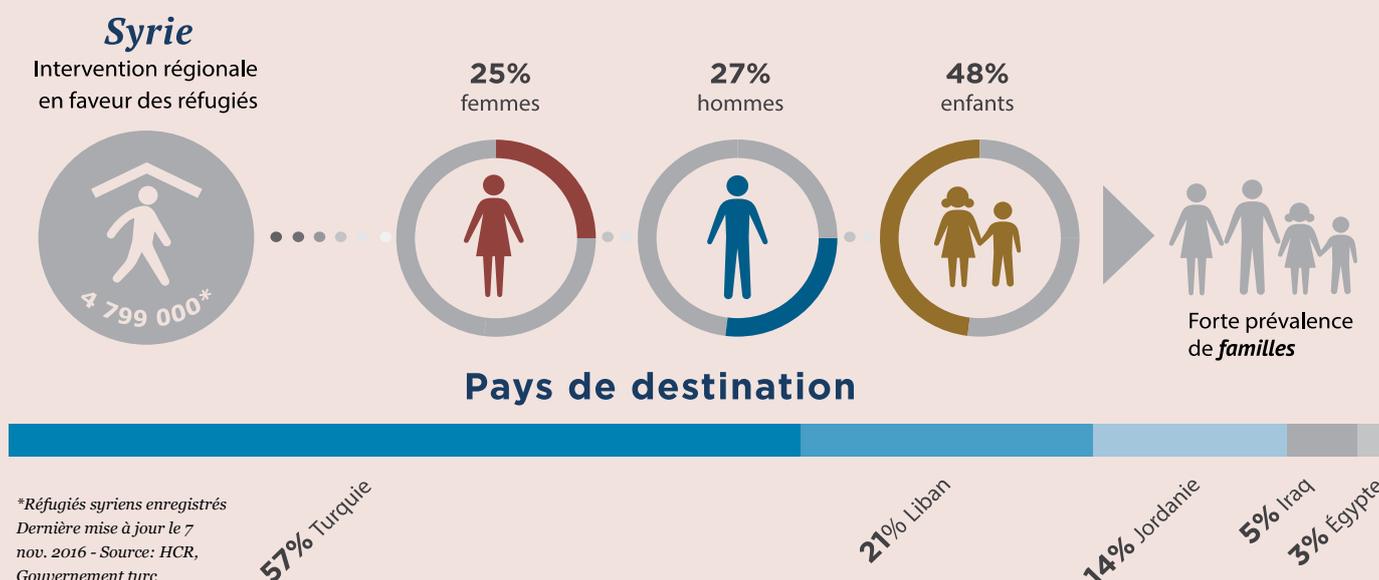
Cela fait maintenant sept ans que la Syrie est en guerre civile, une grande partie du pays étant aux mains de divers groupes armés. Depuis 2011, les Syriens fuient massivement pour échapper aux conflits, la plupart du temps vers les pays voisins. En novembre 2016, le HCR faisait état de quelque 2,75 millions de personnes en Turquie, 1,01 million au Liban, 656 000 en Jordanie, 225 400 en Iraq et 117 300 en Égypte, soit près de 4,8 millions de réfugiés au total⁸.

D'après les statistiques du HCR, on dénombre globalement autant d'hommes que de femmes: 51,4 pour cent et 48,6 pour cent respectivement. Près de la moitié des réfugiés sont des enfants, signe que ce sont principalement des familles qui se déplacent.

La plupart des réfugiés syriens vivent dans des communautés urbaines ou périurbaines, et seulement une personne sur dix vit dans un camp. La proportion de réfugiés syriens résidant dans des camps est légèrement plus élevée en Jordanie, où elle atteint 22 pour cent.

Les politiques des pays d'accueil à l'égard des réfugiés syriens ont changé ces cinq dernières années. S'ils étaient bienvenus dans les pays voisins à l'origine, ils sont de plus en plus perçus comme un fardeau en raison de la surcharge des services de base et de l'augmentation des préoccupations liées à la sécurité. Le problème est particulièrement criant au Liban, où environ une personne sur quatre est réfugiée. Des restrictions à l'entrée des réfugiés syriens ont rapidement été mises en place, et les frontières des pays concernés sont désormais presque hermétiques.

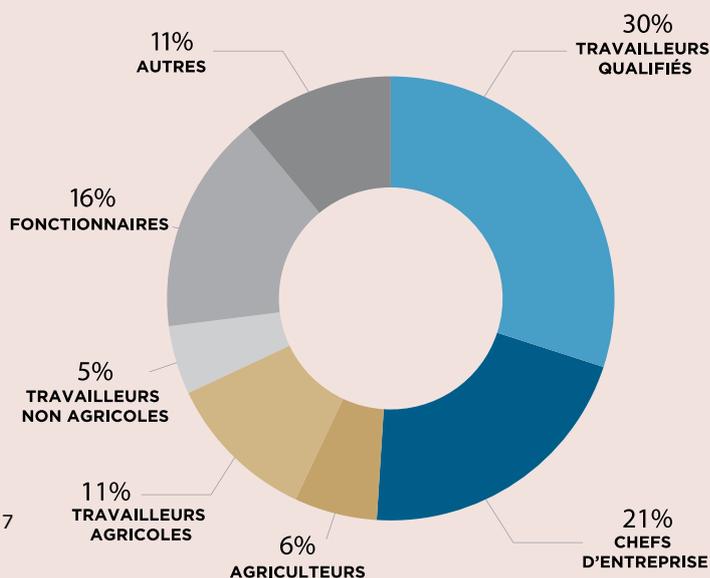
Figure 4.3: Démographie des réfugiés syriens et pays de destination (intervention régionale)



4.2.2 Moyens d'existence et sécurité alimentaire avant la crise

La majorité des Syriens participant aux groupes de discussion indiquent qu'ils menaient une vie confortable dans leur pays avant la crise. Dans les zones urbaines, une grande partie des personnes interrogées possédaient leur propre entreprise, exerçaient des emplois qualifiés comme charpentier, mécanicien ou forgeron, ou étaient d'anciens fonctionnaires de l'État. D'autres occupaient des emplois manuels non qualifiés. Les personnes originaires de zones rurales étaient le plus souvent propriétaires de petites exploitations ou vivaient de travaux agricoles rémunérés. On peut considérer

Figure 4.4: Principale source de revenu en Syrie avant la migration (enquête par téléphone portable)



⁸ Ces chiffres comprennent uniquement les réfugiés enregistrés. Données du HCR, consultables à l'adresse suivante: <http://data.unhcr.org/syrianrefugees/regional.php>. Site consulté le 7 novembre 2016.

que la majorité des participants appartenaient à la classe moyenne avant leur migration. D'après l'enquête par téléphone portable, seulement 16 pour cent des migrants venaient de milieux plus pauvres – vivant de travaux agricoles occasionnels ou de travaux non agricoles (figure 4.4).

Cette constatation est plus ou moins conforme au taux de pauvreté de 12 pour cent observé en Syrie avant la guerre (Banque mondiale, 2007). Dans la quasi-totalité des ménages interrogés, les hommes étaient les seuls à gagner de l'argent; les femmes restaient à la maison pour s'occuper des enfants et vaquer aux tâches ménagères. La plupart des hommes et des femmes avaient terminé l'école primaire et certains avaient achevé le cycle d'enseignement secondaire et suivi une formation professionnelle. Peu d'hommes possédaient un diplôme universitaire. Les rares femmes détentrices d'un diplôme de l'enseignement supérieur étaient auparavant enseignantes ou infirmières. Dans tous les ménages ou presque, les garçons et les filles allaient à l'école en Syrie et auraient dû terminer au moins le lycée – avant que le conflit n'interrompe le cours de leur vie et ne perturbe leurs moyens d'existence.

Dans tous les groupes de discussion, les participants décrivent avec enthousiasme la diversité et la qualité de leur régime alimentaire avant la crise. Ils insistent particulièrement sur le fait qu'ils consommaient tous les jours des fruits et légumes et des produits laitiers frais, et fréquemment de la viande fraîche – trois à quatre fois par semaine en moyenne. Tous les participants, indépendamment de leurs moyens d'existence et de leur lieu d'habitation en Syrie, expliquent qu'ils prenaient trois repas par jour avant la crise (figure 4.5). Les habitants de zones rurales comme Deraa indiquent que leurs exploitations leur procuraient des cultures de base, des légumes, des œufs et de la viande toute l'année. Dans les zones urbaines comme Homs et Alep, les habitants achetaient leur nourriture à des prix très abordables

sur des marchés locaux bien approvisionnés toute l'année. Selon les mots d'une femme originaire de Raqqa ayant émigré en Turquie: *"Avant la guerre, nous vivions décemment, nous vivions au paradis"*. Malgré leurs inquiétudes liées à l'oppression politique avant la guerre, les hommes affirment que *"tous les Syriens aptes à travailler pouvaient avoir un régime alimentaire sain"*.

4.2.3 Déclenchement du conflit et des violences

Tous les participants aux groupes de discussion étaient bien informés sur la crise et ses origines, bien que réticents à aborder les causes politiques du conflit. Des groupes de discussion expliquent que le conflit opposait des sectes religieuses, et se traduisait par l'oppression systématique de certains groupes de population. Ils ajoutent qu'au fil de la crise, d'innombrables factions sont apparues, et que leurs différences et leurs motivations étaient trop compliquées à comprendre. Alors que la présence de l'État islamique domine la conversation chez les personnes venant de Raqqa et de Deir el-Zor, celles originaires d'Alep évoquent surtout le fait de s'être retrouvées prises au piège entre les forces gouvernementales et les groupes rebelles. Jetant un regard sur les événements récents survenus dans sa ville, une femme s'emporte: *"Alep s'est retrouvée injustement bloquée entre les deux camps. Ce sont les civils qui en payent le prix. Le monde nous a oubliés, et les gens sont toujours piégés dans la ville"*.

Aucun participant n'avait connu une crise d'une telle ampleur au cours de sa vie. Seules quelques personnes âgées mentionnent des événements précédents, comme le conflit à Hama en 1982. Ces conflits précédents avaient toutefois été maîtrisés assez rapidement par les autorités nationales. Les crises, les émeutes et les conflits ne s'étaient pas propagés, car les moyens de communication étaient très limités, contrairement au conflit actuel, dans lequel les réseaux sociaux ont joué un rôle majeur.



4.2.4 Conséquences sur les moyens d'existence et la sécurité alimentaire

Les conséquences immédiates et impérieuses de la crise en Syrie ont été la plus grande menace pour la sûreté et la sécurité. Les hommes et les femmes racontent les bombardements incessants et la présence de forces armées dans leurs villes et villages. Ils avaient peur de partir de chez eux. Les habitations et les commerces ont été détruits par les bombes et les obus. De nombreux participants évoquent des membres de leur famille ou des voisins blessés ou tués. Beaucoup d'entre eux ont été forcés de partir soudainement, sans rien ou presque.

Les enfants ont cessé d'aller à l'école et les hommes ont arrêté de travailler. Il n'y avait ni électricité ni eau, et les gens devaient se faire à manger au feu de bois. En hiver, ils devaient aussi se chauffer au bois, mais comme il en manquait souvent, il ne leur restait que des couvertures pour se protéger du froid glacial. Il n'y avait plus ni médecins généralistes ni spécialistes; de nombreuses femmes mouraient en couches. Selon le témoignage d'une femme qui habitait à Alep: *"Nous manquions de tout, et nous devons vivre comme au Moyen-Âge."*

Les participants originaires de Deir el-Zor racontent ce qu'ils ont enduré aux mains du régime et par la suite sous le joug de l'État islamique. Le gouvernement a d'abord pilonné la ville, puis l'État islamique est arrivé et a imposé toutes sortes de restrictions. Un homme témoigne: *"Ils ont affamé les gens, volé nos récoltes, fermé les écoles et empêché les gens de travailler."* Les anciens fonctionnaires de l'État ne percevaient plus de salaire, et les gens ne pouvaient plus accéder aux banques. Certains essayaient de gagner leur vie en vendant de la nourriture ou de l'essence dans la rue.

Des participants font état d'une défiance croissante entre voisins et amis du fait de la multiplication des groupes armés et des sectes religieuses.

Les forces armées enlevaient les gens au hasard et enrôlaient les hommes jeunes de force. En outre, nombreux sont ceux qui craignaient que les femmes et les filles ne soient enlevées et violées. *"L'État islamique nous étouffait et interférait dans tous les aspects de notre vie. Ils décapitaient ceux tentant de s'échapper."* Les femmes interrogées sur les effets de la crise étaient particulièrement inquiètes des conséquences psychologiques à long terme pour leurs enfants.

La perturbation des moyens d'existence et des marchés due au conflit a entraîné une détérioration de la sécurité alimentaire. Les gens ont été forcés de vendre leurs meubles, leur or et autres effets

"L'État islamique nous étouffait et interférait dans tous les aspects de notre vie. Ils décapitaient ceux tentant de s'échapper."

personnels pour acheter de la nourriture. Même lors des festivités de l'Eid, ils ne pouvaient pas offrir de nouveaux habits à leurs enfants comme le veut la tradition s'ils voulaient s'acheter à manger.

De nombreux marchés alimentaires étaient contrôlés par des acteurs puissants, entraînant une hausse constante des prix des denrées. À Deir el-Zor, une ville assiégée, un participant rapporte qu'un sac de sucre coûtait 100 000 livres syriennes (plus de 450 dollars).

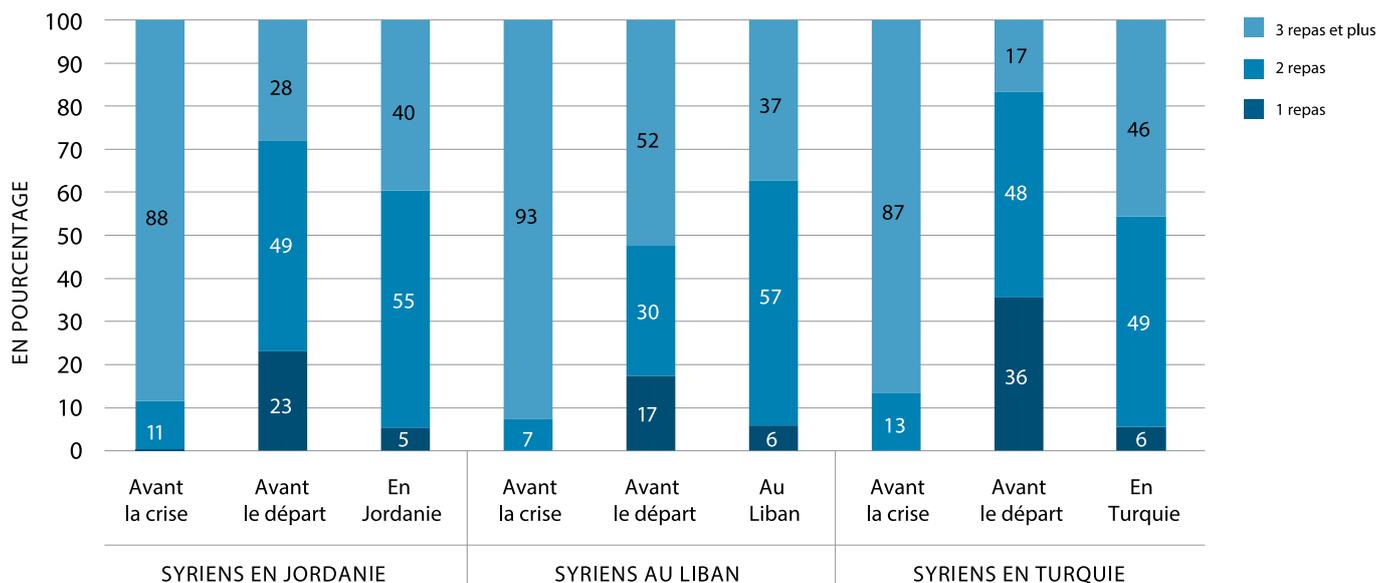
Les familles ont été contraintes de réduire leur consommation de protéines et de produits laitiers. La plupart ont dû réduire la taille des portions et ne prendre qu'un ou deux repas par jour. Certaines personnes racontent qu'elles se nourrissaient de féculents, tels que du pain, des pâtes, du riz ou des pommes de terre, en complétant uniquement avec du concombre, car la viande, le beurre, les tomates, l'huile et le sucre étaient tous trop chers.

Les gens mangeaient du pain et buvaient du thé le matin, et consommaient du riz, des pommes de terre et du concombre le soir. Une femme indique qu'elle *"passait des jours à chercher du pain sans en trouver"*; elle explique que si un habitant de son village en trouvait, il le cachait sous son matelas. Lorsqu'ils pouvaient se procurer de la farine, ils faisaient du pain, alors que d'habitude ils l'achetaient à la boulangerie. Ils le faisaient sécher pour le conserver plus longtemps et le mangeaient avec du bouillon, en ajoutant uniquement de l'ail pour le goût.

De nombreux participants indiquent s'être retrouvés entièrement tributaires de l'assistance alimentaire. Lorsque cette assistance a été arrêtée, toutefois, ils n'ont plus eu d'autre choix que de "manger les végétaux comestibles trouvés aux alentours".



Figure 4.5: Nombre de repas par jour avant la crise, pendant la crise et dans le pays de destination (enquête par téléphone portable)



"Ils ont affamé les gens, volé nos récoltes, fermé les écoles et empêché les gens de travailler."

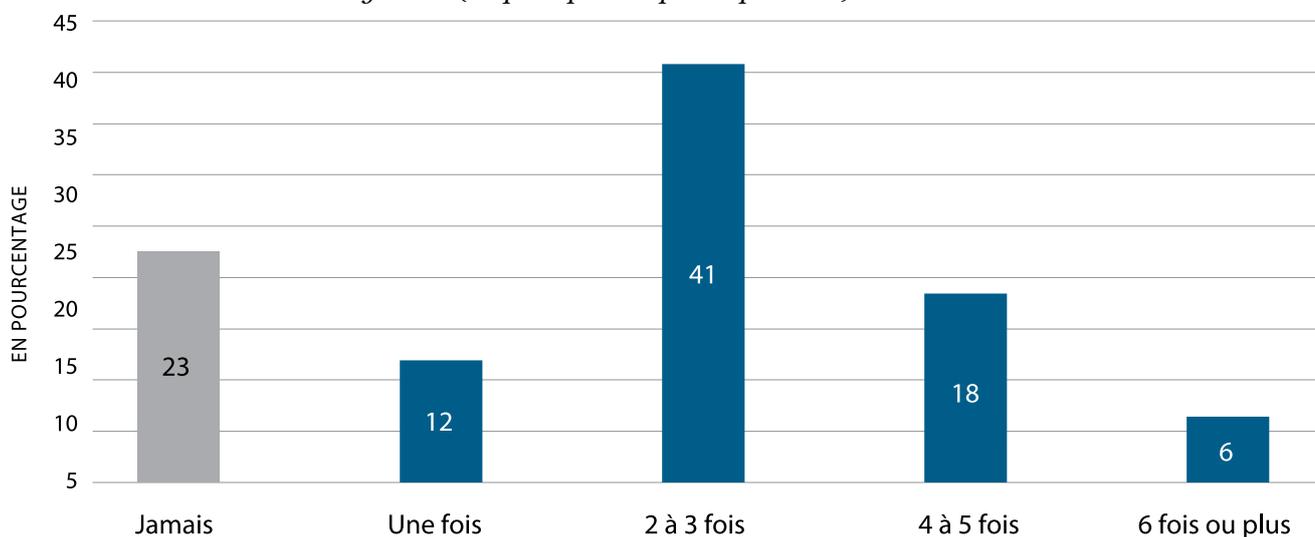
4.2.5 Parcours de migration

Déplacement interne

Presque toutes les familles interrogées en Jordanie et en Turquie, et certaines de celles interrogées au Liban, ont été déplacées plusieurs fois en Syrie avant de franchir la frontière. Dans l'ensemble, près de huit ménages sur dix ont été déplacés au moins une fois, et 65 pour cent deux fois ou plus (figure 4.6).

Au Liban, de nombreux participants avaient déjà des liens dans le pays – quelques-uns avaient de la famille de l'autre côté de la frontière et certains hommes y travaillaient avant la crise. En général, ces ménages ont migré directement au Liban, sans chercher refuge ailleurs en Syrie. Le même schéma a été observé pour des familles de Raqqa, dont certaines ont gagné la Turquie directement.

Figure 4.6: Nombre de déplacements internes des ménages avant la migration (enquête par téléphone portable)



La plupart des participants interrogés se sont rendus dans d'autres villages ou villes où ils avaient de la famille ou des amis; ils appelaient d'abord pour s'assurer que l'endroit était sûr, puis partaient avec toute leur famille. Il leur a généralement fallu marcher, parfois sur de longues distances. Ils n'emportaient que de la nourriture et les habits qu'ils avaient sur eux. Les personnes sans relations ont dû se réfugier dans des abris collectifs, comme des écoles ou des mosquées, ou dans des maisons abandonnées.

Dans l'ensemble, les communautés hôtes se sont montrées accueillantes au début, mais lorsque la situation s'est aggravée et que la nourriture est devenue un problème, les nouvelles personnes déplacées ont été traitées comme des "citoyens de seconde classe". Souvent, leur séjour durait moins d'un mois, et les personnes déplacées partaient ailleurs dès que les bombardements et le conflit les rattrapaient. À cause du conflit et de ces déplacements fréquents, les possibilités d'emploi étaient rares.

Dans l'un des groupes, une femme raconte à quel point il lui était difficile de nourrir sa famille durant ces déplacements internes: "Je voyais mes enfants mourir sous mes yeux; les hommes étaient obligés de rejoindre des groupes extrémistes pour nous trouver à manger. C'était la seule solution." Cet exemple illustre la façon dont les contraintes liées aux moyens

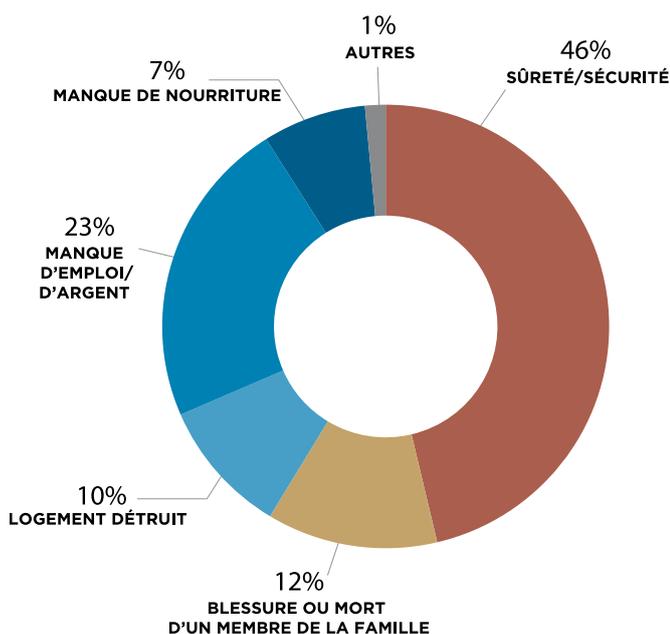
d'existence et l'insécurité alimentaire entretiennent partiellement le conflit, car de nombreux hommes n'ont pas d'autre choix que de s'enrôler dans des groupes armés pour subvenir aux besoins de leurs familles.

Vers la fin de leurs déplacements en Syrie, l'insécurité alimentaire atteignait des niveaux dramatiques. Nombreux sont ceux qui ont dû réduire la fréquence de leurs repas, et indiquent avoir eu du mal à se procurer la moindre nourriture. Une femme du camp d'Azrak qui avait quitté la Syrie récemment confie ainsi: "Nous devons manger de l'herbe pour survivre. Mes enfants restaient éveillés toute la nuit en pleurant parce qu'ils avaient faim."

Éléments déclencheurs du départ de Syrie

Tous les participants aux groupes de discussion ont été interrogés sur les raisons qui les ont finalement décidés à quitter la Syrie. Au cours des dernières phases de déplacement à l'intérieur du pays, la situation était tragique. Parmi les principales raisons invoquées par les participants, on citera la peur omniprésente, la vie dans les refuges collectifs, les problèmes d'accès aux services de base et la difficulté de se procurer de la nourriture. Dans de nombreux cas, l'élément déclencheur était lié à la blessure ou à la mort d'un proche. Une femme raconte qu'une bombe a explosé à côté de son fils; dès qu'ils sont sortis de l'hôpital, ils se sont organisés pour quitter le pays. Une autre rapporte qu'une bombe a atterri sur leur maison, tuant son mari; elle a immédiatement fait ses valises et traversé la frontière avec ses enfants. Les participants avaient l'impression qu'ils n'avaient plus le choix: "Nous ne savions pas ce qui nous attendait. Tout ce que nous savions, c'était qu'il fallait fuir." Certains participants ne sont pas partis à cause du conflit proprement dit, mais parce qu'ils n'avaient plus de moyens d'existence ni de nourriture. Un homme témoigne: "Il n'y avait pas de crise [guerre] où je vivais, mais j'ai dû partir car il n'y avait plus de travail." En Turquie notamment, une forte proportion de participants citent le manque de nourriture et d'emploi comme le principal élément déclencheur. Les résultats de l'enquête téléphonique font apparaître que la grande majorité des ménages ont quitté la Syrie avant tout pour des raisons liées à la sûreté et à la sécurité, puis faute de moyens d'existence et de nourriture.

Figure 4.7: Raisons du départ de Syrie (enquête par téléphone portable)

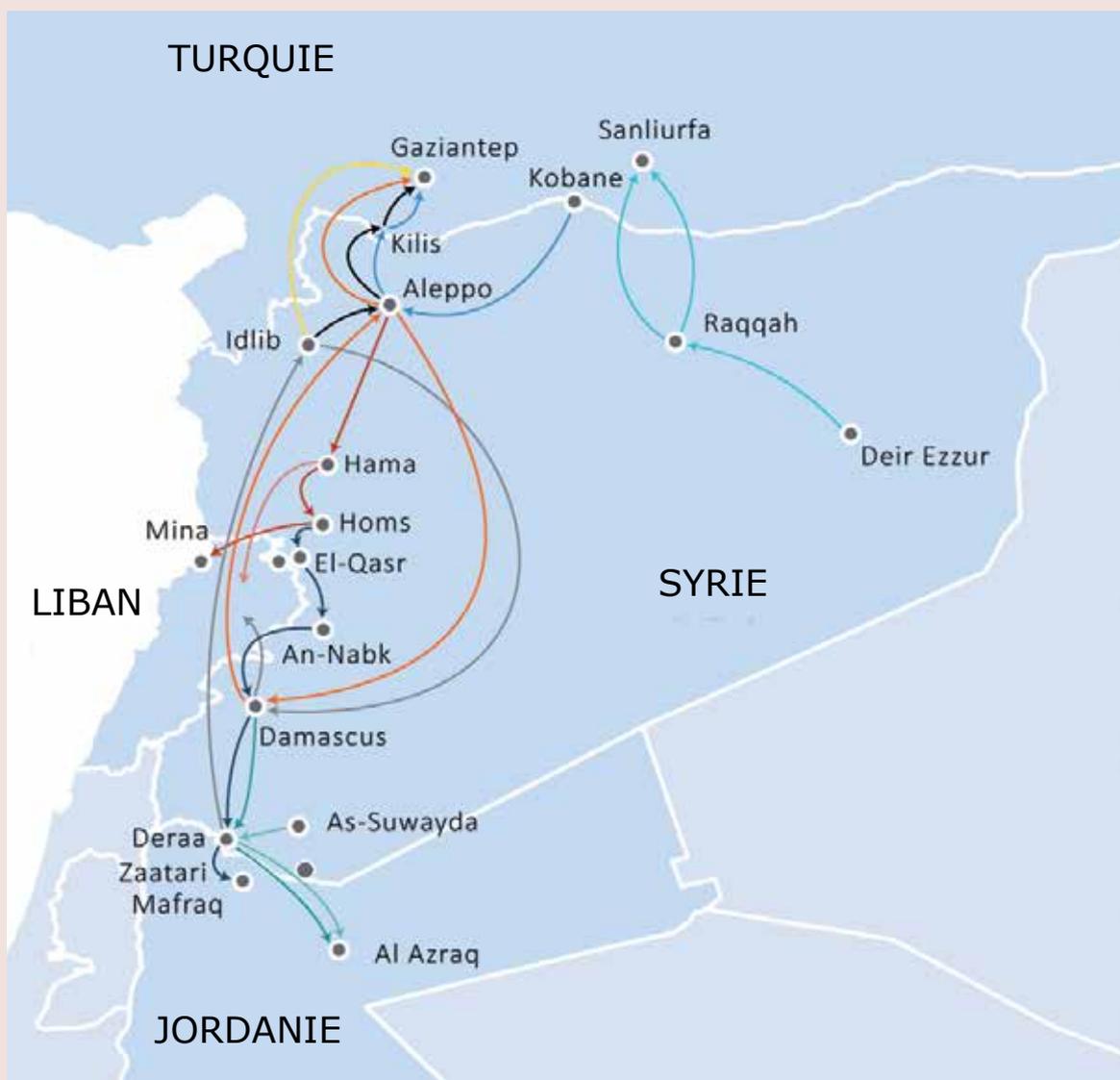


Voies de migration

La majorité des ménages interrogés ont choisi leur destination en fonction de la distance et de la sécurité de l'itinéraire; cela a été le cas de 70 pour cent des ménages interrogés lors de l'enquête téléphonique. Ainsi, Deraa est très proche de la frontière jordanienne, alors que Homs se trouve bien plus près du Liban. Sanliurfa, en Turquie, est

citée comme étant l'extension naturelle de Deir el-Zor et de Raqqa, tandis que Gaziantep était la ville la plus proche d'Alep à la fois d'un point de vue géographique et sur le plan des similitudes. Selon les paroles d'un participant: "Gaziantep nous rappelle Alep, et nous y sommes bien." La figure 4.8 illustre les voies empruntées par les familles des participants aux groupes de discussion.

Figure 4.8: Voies de migration des participants aux groupes de discussion interrogés en Jordanie, au Liban et en Turquie.



Cette carte présente les principales voies décrites par les migrants lors des discussions de groupe; il ne s'agit pas d'une représentation détaillée des voies de migration.

Dans la majorité des cas, les familles ont fui la Syrie ensemble, car elles pensaient que cela était plus sûr et préféraient ne pas se séparer. Quelques participants ont mentionné avoir envoyé les hommes jeunes en premier, afin de leur éviter l'enrôlement forcé dans des groupes armés. Dans certains cas, les maris et les pères partaient d'abord afin de trouver du travail et un logement, et étaient suivis par le reste de leur famille.

Tous les participants connaissent quelqu'un vivant encore en Syrie – qui ne pouvait ou ne voulait pas partir, ou qui avait décidé d'y retourner. Certains participants occupent un emploi public à Damas, et y sont relativement en sécurité. Dans d'autres cas, des personnes âgées sont restées chez elles, parce qu'on pensait qu'elles ne seraient pas prises pour cible par les groupes armés, ou qu'elles ne pouvaient pas faire le voyage. D'autres encore, qui étaient parvenus jusqu'au Liban ou en Jordanie, sont ensuite retournées en Syrie car elles préféraient être chez elles:

"Beaucoup de gens préféreraient mourir en Syrie plutôt qu'être réfugiés ailleurs." À Gaziantep et à Sanliurfa, de nombreux participants disent connaître des familles qui n'avaient tout simplement pas de se quoi payer le voyage et qui vivaient donc toujours en Syrie. Et il faut y ajouter les personnes prises au piège dans les zones assiégées.

Accès à l'information et rôle des réseaux sociaux

La plupart des participants ont appelé des amis ou

leur famille dans le pays où ils comptaient se rendre pour comprendre la situation avant de partir et s'assurer que la migration était une solution sûre pour leur famille. Les téléphones portables et les réseaux sociaux ont joué un rôle essentiel dans ce processus.

Au Liban, nombreux sont les migrants qui avaient déjà une entreprise ou des relations personnelles de l'autre côté de la frontière avant de fuir le conflit. Dans les premières années de la crise, il était donc relativement simple de passer la frontière en taxi. De même, avant la guerre, les habitants d'Alep entretenaient d'étroites relations avec les principales villes au sud de la Turquie; les entrepreneurs y achetaient des matières premières et les familles syriennes passaient leurs vacances d'été en Turquie. Au cours des premières années, de nombreuses personnes ont simplement suivi la famille élargie qui avait émigré auparavant.

La plupart des participants interrogés en Turquie ont fait appel à des passeurs pour organiser leur périple. Les informations étaient obtenues par le bouche-à-oreille,

"Beaucoup de gens préféreraient mourir en Syrie plutôt qu'être réfugiés ailleurs."



ou en appelant des numéros de téléphone trouvés sur Internet. Les coûts associés étaient généralement connus, et on en parlait comme du *"prix d'un paquet de cigarettes"*. En Jordanie, certains groupes expliquent qu'une personne de leur village était en contact avec un passeur. L'intéressé connaissait l'itinéraire et devait fournir tous les détails, y compris les arrêts, les endroits où passer la nuit, les postes de contrôle et autres informations utiles.

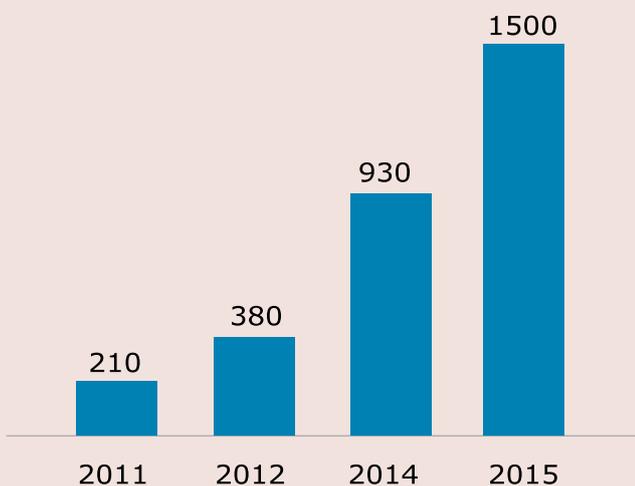
Coût de la migration

Il est clair que les difficultés économiques et l'insécurité alimentaire ont contribué à la migration, mais il est aussi évident que la migration elle-même aggrave l'insécurité alimentaire – en raison du manque d'argent à court terme, de l'effet à plus long terme de l'épuisement des économies et des biens, du fort endettement et du défi que représente le commencement d'une vie nouvelle dans un lieu où l'on dispose d'un capital social limité.

En général, le coût de la migration varie en fonction de la distance, des risques sur le parcours, de la taille de la famille, du fait que tous les membres de la famille disposent ou non des bons documents, du contrôle par le Gouvernement ou l'Armée syrienne libre des zones à traverser, des préférences des conducteurs et d'autres facteurs.

Avec l'aggravation du conflit, sortir de Syrie est devenu plus compliqué, plus dangereux et plus coûteux. Ceux qui sont partis aux premiers stades de la crise indiquent avoir été transportés jusqu'à la zone frontalière par l'Armée syrienne libre, qui refusait le moindre argent en contrepartie. Puis, d'année en année, les prix n'ont cessé d'augmenter, comme le rapportent les participants aux groupes de discussion (figure 4.9).

Figure 4.9: Estimation du prix par personne à payer pour sortir de Syrie (groupes de discussion) (en dollars)



Dans le camp d'Azrak en Jordanie, la plupart des personnes étaient arrivées au cours de l'année passée. Le coût du voyage jusqu'à la frontière avait augmenté de manière exponentielle, et les nouveaux arrivants avaient donc versé des sommes très élevées. Une femme explique que sa famille avait vendu tout ce qu'elle possédait, dépensé toutes ses économies et emprunté de l'argent pour payer le voyage.

La plupart des familles n'avaient pas assez d'argent et ont dû investir toutes leurs économies et brader leurs bijoux, leur or, leurs meubles et autres effets personnels. Certains hommes expliquent qu'ils avaient rassemblé juste assez d'argent pour le voyage, mais qu'ils étaient arrivés dans un pays nouveau sans argent ni biens pour les aider à faire la transition. Leur famille s'était ainsi retrouvée dans une situation précaire. Nombreux sont ceux qui ont emprunté de l'argent auprès d'amis, de parents et de voisins pour financer leur périple. Beaucoup confient qu'ils étaient encore endettés à cause du voyage. Sur leur lieu de destination, ils n'avaient pas pu gagner suffisamment d'argent pour rembourser ce qu'ils devaient.

Certains participants indiquent qu'aux points de contrôle, ils ont dû payer en plus pour éviter que les femmes ou les bagages ne soient fouillés. Une femme raconte qu'il y avait de l'insuline pour son mari dans son sac; lorsque le produit a été trouvé au point de contrôle, elle a été obligée d'en donner une partie en échange de leur passage.

À Gaziantep et à Sanliurfa, certains participants rapportent avoir dû faire face à de nombreux coûts imprévus à cause des modifications de dernière minute qui nécessitaient des rallongements d'itinéraire et de nombreux changements de moyens de transport. Dans la plupart des cas, ces modifications étaient dues à des problèmes de sécurité, mais parfois, elles avaient pour seul but d'augmenter le coût du voyage, et donc les gains des passeurs. Plusieurs personnes disent avoir été contraintes de laisser leurs effets personnels aux passeurs, car elles empruntaient des itinéraires de plus en plus dangereux.

De nombreux cas de "harcèlement" ont été signalés, ce qui soulève de graves problèmes de protection. Une femme interrogée dans le camp d'Azrak, en Jordanie, donne un exemple d'échange à un point de contrôle. Aux forces armées, elle a déclaré: *"Nous avons faim, c'est pour cela que nous partons."*

En guise de réponse, les soldats lui ont proposé de l'abattre avec ses enfants, *"comme ça, la faim ne sera plus vraiment un problème"*.

4.2.6 Situation actuelle et perspectives

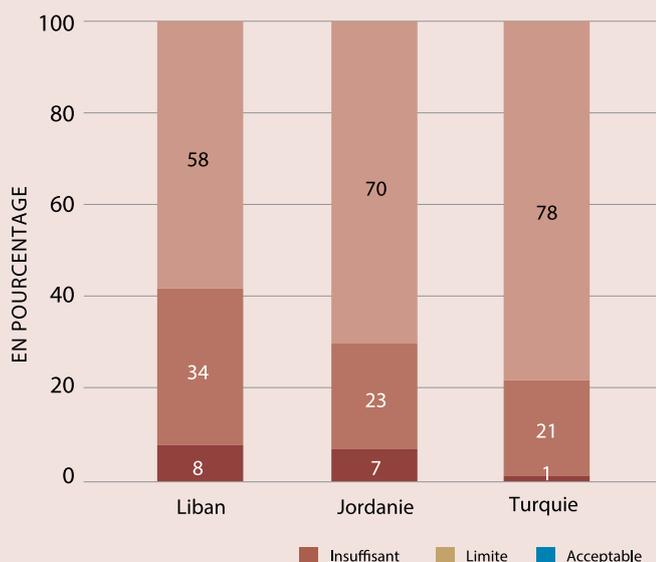
Moyens d'existence et sécurité alimentaire

Les Syriens qui se trouvent en Jordanie, au Liban et en Turquie vivent principalement de l'assistance extérieure et d'emplois occasionnels mal rémunérés. Ils sont payés moins que la population locale, n'ont pas d'emplois stables et éprouvent des difficultés pour subvenir aux besoins de leurs familles. Les perspectives d'éducation de leurs enfants dans ces pays suscitent également de vives inquiétudes. Une femme témoigne: "Nous avons aujourd'hui une génération d'enfants illettrés". D'après l'enquête par téléphone portable, 68 pour cent des ménages réfugiés en Turquie ont des enfants en âge d'aller à l'école primaire, or seulement 63 pour cent des filles et 75 pour cent des garçons sont scolarisés. Au Liban, un enfant sur trois ne va pas à l'école, et en Jordanie, c'est un sur six.

De nombreux ménages disent recevoir l'assistance alimentaire sous forme de bons. Ces bons ont été jugés indispensables pour répondre aux besoins alimentaires des intéressés. La plupart des familles peuvent dorénavant consommer deux repas par jour, une nette amélioration comparée à leur situation avant le départ. Cependant, ils n'ont pas réussi à retrouver le régime alimentaire qui était le leur avant la crise, que ce soit sur le plan de la qualité ou des quantités (figures 4.5 et 4.10).

Figure 4.10: Niveaux de consommation alimentaire des ménages syriens pris en charge

(données de suivi et d'évaluation et de suivi post-distribution, 1er trimestre 2016)



Éléments déclencheurs de la poursuite de la migration

Le périple ne s'arrête pas une fois la frontière franchie – de nombreuses familles ont été contraintes de changer de lieux à plusieurs reprises en Jordanie, au Liban et en Turquie. Diverses raisons sont mentionnées: la recherche d'emploi, les expulsions, la proposition d'un logement différent ou moins cher ou encore le regroupement familial. Pour beaucoup, le voyage n'est toujours pas terminé. En Jordanie et au Liban, un ménage sur deux a l'intention de se rendre dans un autre pays. Les personnes interrogées déclarent qu'elles iraient n'importe où "tant qu'on peut envoyer nos enfants à l'école, et qu'un avenir est possible". La plupart des migrants préfèrent aller là où ils ont déjà des amis ou de la famille. Les principaux pays de destination cités sont la Belgique, l'Allemagne, la Suède, le Canada et les États-Unis d'Amérique. Les participants interrogés sur la possibilité d'entreprendre une traversée illégale par bateau se montrent très hésitants, car ils sont pleinement conscients des dangers encourus.

La proportion des ménages désireux de poursuivre leur route est plus faible en Turquie, où seul un ménage interrogé sur quatre envisage de partir. Il est important de noter qu'en Turquie, contrairement à la situation au Liban et en Jordanie, tous les participants reçoivent une assistance alimentaire, ce qui peut influencer leur décision. Les possibilités d'emploi jouent aussi un rôle, car les Syriens vivant en Turquie accèdent plus facilement au marché du travail informel, ce qui leur permet de subvenir aux besoins de leur famille.

Lors des discussions de groupe, des participants de Sanliurfa et de Gaziantep déclarent qu'ils préféreraient rester en Turquie, principalement parce que l'environnement culturel y est très similaire au leur. De plus, le coût du voyage jusqu'en Europe et la peur de risquer leur vie en chemin sont des facteurs majeurs influant sur leur choix de ne pas quitter le pays. En Jordanie et au Liban, quelques participants expliquent qu'on leur a proposé de se réinstaller en Australie ou au Canada, mais qu'ils ont refusé par crainte des barrières linguistiques et des différences culturelles.

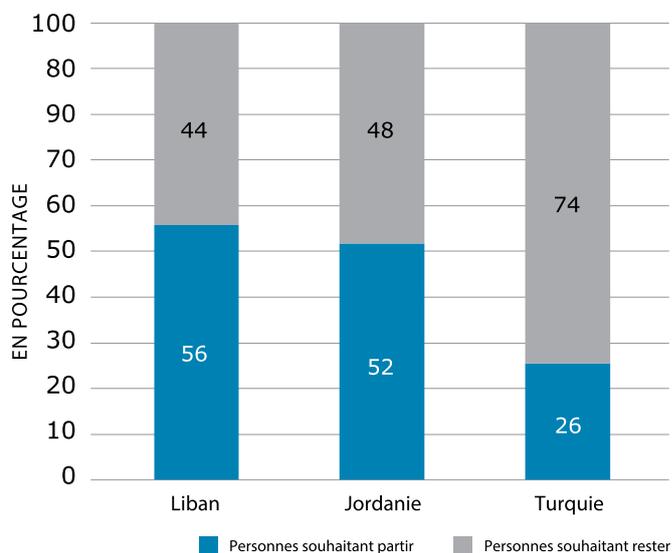
Retour en Syrie

À la question de savoir s'ils regrettent leur départ de Syrie, les participants répondent en grande partie en fonction de leurs nouvelles conditions de vie. Dans le camp d'Azrak, où la liberté de circulation est très restreinte, de nombreux résidents disent regretter d'être venus en Jordanie, car ils n'ont ni reconnaissance juridique, ni possibilités d'emploi. Une femme déplore: "Si seulement nous pouvions remonter dans le temps, nous préfererions être opprimés plutôt que de vivre comme réfugiés dans ce camp". Dans le camp de Za'atari, en revanche, la plupart des gens ne regrettent pas d'être partis. Les possibilités d'emploi informel y sont plus nombreuses, et la plupart des enfants vont à l'école. Au Liban et en Turquie, certains font part de leur mécontentement, mais la plupart comprennent qu'il n'est pas question de rester en Syrie pour le moment.

La quasi-totalité des participants syriens assurent vouloir retourner en Syrie si la situation se stabilise et que la sécurité revient. Pour cet homme, l'objectif est clair: "Même si nous devons dormir dans la rue, nous y retournerions." Certains déclarent que les pays étrangers devaient cesser de s'ingérer en Syrie, tandis que d'autres recommandent la mise en place

d'une zone d'exclusion aérienne, qui leur permettrait de revenir. D'autres encore attendraient que la Syrie retrouve la stabilité, une certaine reprise économique et des possibilités d'emploi avant d'y retourner.

Figure 4.11: Intentions de poursuivre la migration ou de rester dans le pays actuel



4.3 Afghans et Syriens en Grèce



"À cause des Taliban, j'ai dû me cacher pendant sept jours avec seulement de l'eau et sans rien à manger."

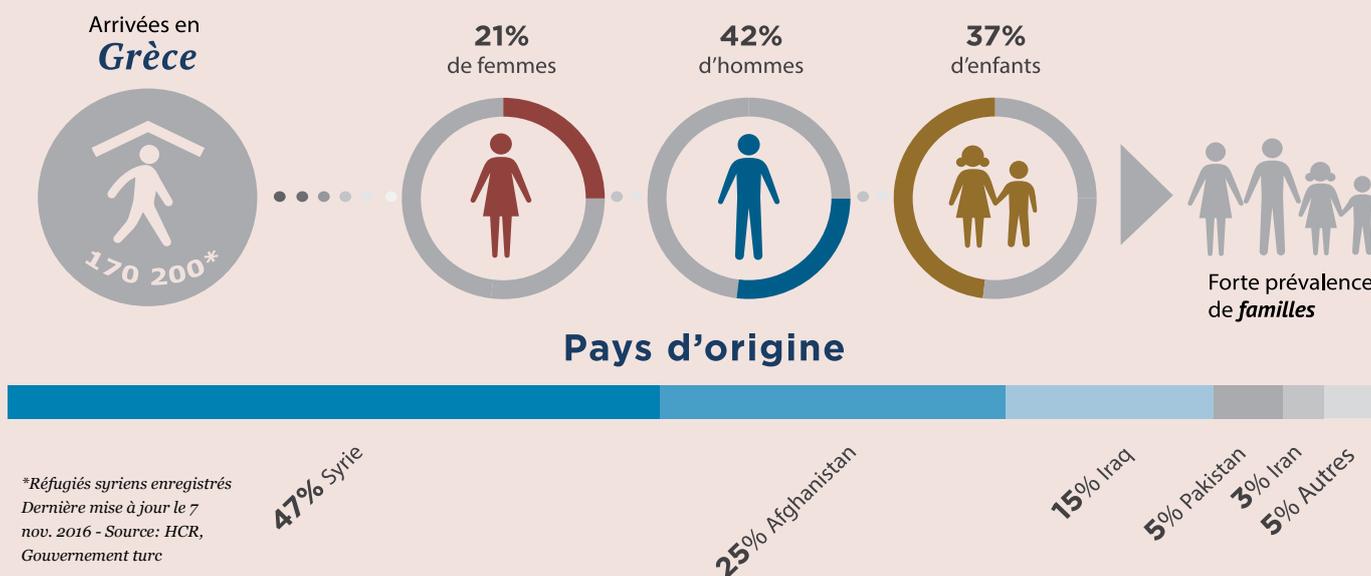
4.3.1 Contexte

Pendant toute l'année 2015 et au début de l'année 2016, la Grèce a été l'une des principales passerelles vers l'Europe du Nord pour les migrants. Au plus fort de l'exode, en octobre 2015, on comptait 9 000 arrivées par jour. À l'origine, la Grèce était un pays de transit. À la suite de la fermeture des frontières du nord pour les Afghans en février 2016, et pour les Syriens et les Iraquiens en mars, de nombreux migrants se sont retrouvés bloqués dans le pays.

D'après les chiffres du HCR, plus de 170 200 personnes sont arrivées par la mer entre janvier et novembre

2016⁹. On estime que 61 600 personnes vivent actuellement sur 48 sites d'accueil répartis dans l'ensemble de la Grèce. D'autres vivent dans des cadres informels ou ont poursuivi leur route vers d'autres pays. Près de la moitié des nouveaux arrivants viennent de Syrie, mais les chiffres montrent aussi que la grande majorité des Syriens restent dans les pays proches de chez eux. Alors que 4,8 millions de Syriens ont fui vers des pays voisins et y demeurent, seulement un million ont demandé asile en Europe¹⁰ (voir la section 4.2).

Figure 4.12: Démographie et pays d'origine des migrants nouvellement arrivés en Grèce (2016)



Pour ce qui est de la composition de la population, la plupart des migrants et des demandeurs d'asile venaient de Syrie, d'Afghanistan et d'Iraq. D'après les données disponibles sur les arrivées depuis janvier 2016, les hommes étaient deux fois plus nombreux que les femmes, respectivement 42 pour cent et 21 pour cent. Avec 37 pour cent, les enfants représentaient une proportion non négligeable des nouveaux arrivants. Ces chiffres indiquent une forte prévalence des familles, au moins sur les sites officiels. On comptait également quelque 1 480 enfants non accompagnés en août 2016. Il s'agissait essentiellement d'adolescents de sexe masculin.

Actuellement, tous les sites officiels du pays sont gérés par le Gouvernement grec. Le rôle du HCR consiste à organiser les activités de coordination et de protection et également à renforcer les capacités. L'approvisionnement alimentaire est assuré principalement par le Gouvernement par l'intermédiaire d'entreprises de restauration. Dans quelques camps, c'est le Conseil danois pour les réfugiés qui fournit les produits alimentaires.

Dans deux sites d'Attika, Elleniko et Elaionas, quatre discussions de groupe ont été menées avec 15 femmes et 8 hommes originaires d'Afghanistan et 5 femmes syriennes. L'une des principales différences entre eux était la date à laquelle ils avaient quitté leur pays d'origine. Alors que les Syriens étaient partis plus récemment, principalement en 2015 et 2016, le groupe d'Afghans était divisé en deux: ceux qui avaient émigré il y a longtemps et avaient passé plusieurs années en Iran (y compris ceux qui y étaient nés), et ceux qui avaient quitté l'Afghanistan fin 2015 ou début 2016, le plus souvent pour des raisons liées à la sécurité et à la sûreté.

⁹ Données du HCR sur la Grèce, consultables à l'adresse suivante: <http://data.unhcr.org/mediterranean/country.php?id=83>. Site consulté le 6 novembre 2016.

¹⁰ Ces éléments sont accessibles sur le site web du Centre européen des politiques migratoires de l'Institut universitaire européen (Florence), qui publie des données et informations clés sur les conséquences de la crise des réfugiés dans l'Union européenne. On trouvera plus d'informations à l'adresse suivante: <http://syrianrefugees.eu/>.

La présente section porte sur les personnes interrogées en Grèce qui ont fui l'Afghanistan ou la Syrie. L'analyse complète du conflit syrien et des liens avec l'insécurité alimentaire et la migration a été traitée dans la section précédente et ne sera pas reprise ici à moins que des différences intéressantes n'apparaissent.

4.3.2 Conflits perturbant les moyens d'existence et la sécurité alimentaire en Afghanistan

Les conditions de vie des Syriens déplacés étaient généralement bonnes avant le déclenchement de la guerre civile (voir la section 4.2), mais la situation des participants était plus hétérogène au sein du groupe d'Afghans. L'Afghanistan a été exposé à plusieurs épisodes de conflit ces 40 dernières années, à commencer par la guerre avec l'Union soviétique (1979-1989) et la guerre civile qui a éclaté en 2001 sous le régime des Taliban, et qui a entraîné l'intervention des forces de l'OTAN.

Certains participants aux groupes de discussion ayant quitté l'Afghanistan plus récemment venaient d'un milieu plus aisé, et travaillaient auparavant pour le Gouvernement, des sociétés de télévision ou des compagnies pétrolières. D'autres étaient issus de milieux à faible revenu ou à revenu intermédiaire, et

travaillaient comme fermiers, bergers ou journalistes. Seules quelques femmes travaillaient, principalement des femmes célibataires, veuves ou dont le mari avait quitté le foyer.

La situation plus récente ressemble fortement à celle en Syrie. Des menaces incessantes pèsent sur la sécurité des populations. Entre autres exemples, on citera les attentats suicides, les enlèvements d'enfants et les vols. Nombreux sont ceux dont des proches ont été blessés ou tués pendant le conflit. D'autres expliquent que leur mari ou des parents ont été persécutés et menacés par les Taliban parce que leur emploi était assimilé au Gouvernement. Certains hommes blessés par balle ou dans d'autres circonstances ne pouvaient plus subvenir aux besoins de leur famille. Les gens ne pouvaient plus aller travailler sereinement.

Les enfants, et en particulier les filles, avaient interdiction d'aller à l'école. Un homme rapporte que son fils a été enlevé sur le chemin de l'école, puis assassiné. Plusieurs participants racontent qu'ils ont été pris au piège entre les forces gouvernementales, les forces talibanes et les forces de l'OTAN. Progressivement, les forces talibanes ont infiltré des postes gouvernementaux, faisant peser une menace constante sur les participants et leurs familles.



La plupart des participants indiquent qu'ils pouvaient subvenir aux besoins alimentaires de leur famille durant les périodes de paix. Ce n'est que pendant les périodes de conflit ou de violence ou lors des catastrophes naturelles que la consommation alimentaire était perturbée, à cause de la pénurie de denrées sur les marchés et de la flambée des prix.

Dans les moments qui ont précédé leur départ d'Afghanistan, de nombreuses personnes interrogées sont passées par des périodes au cours desquelles elles n'avaient pas accès à une nourriture suffisante, même dans la capitale Kaboul. Lorsque l'insécurité les empêchait de sortir de chez elles, elles réduisaient leur consommation alimentaire et limitaient la fréquence de leurs repas à un par jour, en ne mangeant parfois qu'un bout de pain. Un homme explique que par crainte des Taliban, il était resté caché chez lui pendant sept jours, avec seulement de l'eau, sans rien à manger. Une femme raconte que son mari a disparu pendant sept ans à cause du conflit, et qu'en son absence, elle a confectionné et vendu des tapis pour gagner sa vie. Cependant, il ne lui était pas facile de les vendre durant le conflit, et elle et ses enfants allaient souvent se coucher la faim au ventre. Le groupe mentionne aussi trois régions d'Afghanistan devenues inaccessibles depuis que les Taliban ont bloqué le pont qui y mène. Ils ont entendu parler de gens ayant fui en quête de nourriture.

4.3.3 Moyens d'existence et sécurité alimentaire des Afghans d'Iran

Les Afghans qui ont fui lors de précédents conflits ou à la suite de catastrophes naturelles, et qui ont vécu pendant plusieurs années en Iran, travaillaient pour la plupart comme journaliers dans les secteurs de l'agriculture, de l'élevage, ou du bâtiment. Certaines femmes étaient employées dans la confection de vêtements, ou travaillaient dans l'artisanat. Les personnes qui étaient parties pour l'Iran il y a plus longtemps et étaient restées dans le pays parvenaient généralement à subvenir à leurs besoins essentiels. Elles n'avaient pas de problème d'accès à la nourriture. En revanche, elles rencontraient continuellement des difficultés les empêchant de s'intégrer pleinement dans la société iranienne. Ainsi, de nombreux migrants mentionnent l'augmentation du coût des visas de résidence, conjugué à des emplois informels sous-payés. De plus, le coût élevé de l'éducation est régulièrement cité comme une source d'inquiétude.

"Si vous travaillez pour le Gouvernement, les Taliban vous tueront, si vous travaillez pour les Taliban, le Gouvernement vous tuera, et si vous travaillez pour l'OTAN, les deux vous tueront."

4.3.4 Parcours de migration

Déplacements précédents des Afghans

Les 40 années de conflits à répétition en Afghanistan ont poussé de nombreux ressortissants à effectuer des allers et retours entre l'Afghanistan et le Pakistan ou l'Iran, en faisant de la migration une stratégie ordinaire de survie. Un homme âgé, qui a été déplacé plusieurs fois, témoigne: *"J'en ai assez maintenant."* Certaines personnes interrogées ont essayé de revenir en Afghanistan lors de périodes d'accalmie dans l'idée de reconstituer leurs moyens d'existence, mais l'insécurité les a finalement forcées à repartir. Un homme a passé 12 ans au Pakistan avant de revenir au pays après avoir fui la guerre avec l'Union soviétique. Cependant, le Pakistan n'est plus perçu comme étant sûr, à cause du risque d'enrôlement forcé par les Taliban.

Éléments déclencheurs de la migration vers la Grèce

Le groupe d'Afghans partis de chez eux récemment invoque principalement les mauvaises conditions de sécurité dans leur pays. Certains ont été blessés par des bombes. Un autre est parti quand ses deux frères ont été tués, et d'autres encore mentionnent des cas de torture ou des attentats suicides à la bombe. Un homme travaillant pour l'OTAN a été prévenu et est parti avant d'être pris. Il résume: *"Si vous travaillez pour le gouvernement, les Taliban vous tueront, si vous travaillez pour eux, le Gouvernement vous tuera, et si vous travaillez pour l'OTAN, les deux vous tueront."* Un de ses fils a été enlevé à l'école et tué. Après les obsèques, il a décidé de trouver refuge hors d'Afghanistan pour la sécurité de ses deux autres enfants.



Une enseignante a été menacée avec une arme à feu par les Taliban, qui lui ont ordonné de ne plus venir travailler à l'école. Plusieurs personnes du groupe rapportent des cas d'intoxication alimentaire délibérée dans des écoles afin de dissuader les enfants d'y aller. Certaines femmes avaient peur que leurs enfants ne soient recrutés par les combattants taliban.

Toutes les personnes interrogées qui avaient quitté l'Afghanistan depuis de nombreuses années et s'étaient installées en Iran déclarent avoir poursuivi leur migration essentiellement en raison des mauvaises conditions socioéconomiques dans le pays. Ces facteurs, ajoutés à la migration à grande échelle vers l'Europe en 2014-2015, les ont décidées à partir d'Iran. Une mère rapporte les paroles de son fils ainsi: *"Je ne peux pas continuer l'école ici, et je ne veux pas travailler dans le bâtiment."* Il s'inspirait de l'exemple de ses camarades de classe, car beaucoup d'entre eux avaient déjà gagné l'Europe ou envisageaient de le faire.

Les Syriens interrogés en Grèce étaient originaires d'Alep, de Kobané et de Homs. Ils avaient fui la Syrie à cause du conflit et des difficultés associées, comme l'illustre la section 4.2.1. Plusieurs participants syriens étaient d'origine kurde, et avaient franchi la frontière pour aller en Turquie. Cependant, il leur était impossible d'y rester du fait de leur origine ethnique. La plupart des Syriens interrogés avaient déjà de la famille aux Pays-Bas, en Allemagne, ou dans d'autres pays d'Europe septentrionale – qu'ils voulaient rejoindre.

Voies de migration

La plupart des Afghans et des Syriens interrogés sont partis avec toute leur famille, beaucoup avec de jeunes enfants, dont des nourrissons et des enfants de moins de 5 ans. Dans certains cas, les adolescents étaient envoyés seuls en Europe à la suite de témoignages de parents ou de voisins citant des exemples de réussite. Quelques-uns ont gagné l'Allemagne ou la Suède dans l'intention de faire venir le reste de leur famille.

La majorité des Afghans sont arrivés en Grèce en passant par l'Iran et la Turquie. Les principales raisons du choix de cet itinéraire étaient la proximité de la frontière et les réseaux établis précédemment. Les Syriens ont fui par la Turquie, certains d'entre eux vivant une ou plusieurs années à Izmir afin de gagner assez d'argent pour continuer leur voyage jusqu'en Grèce. Les Afghans et les Kurdes qui ont traversé la Turquie en deux ou trois jours, voire en une semaine au maximum, n'avaient pas cette possibilité. Certains mentionnent les tensions ethniques et d'autres les barrières linguistiques.

"Je ne peux pas continuer l'école ici, et je ne veux pas travailler dans le bâtiment."

"Je ne peux pas continuer l'école ici, et je ne veux pas travailler dans le bâtiment."

Pour la plupart, le voyage a été rude. Les Afghans racontent avoir déguisé leurs fils en filles lorsqu'ils fuyaient les zones contrôlées par les Taliban. Un homme explique que la partie la plus dure du voyage a été le moment où son groupe a traversé les montagnes entre la Turquie et l'Iran sous de fortes chutes de neige. Sa belle-mère de 95 ans les accompagnait, ainsi que six autres femmes et enfants.

Au milieu de la chaîne de montagnes, ils ont été repérés de loin par des gardes-frontières iraniens, mais ils ont réussi à s'échapper et à passer en Turquie.

Beaucoup ont vu des gens mourir lors de leur périple. Les Syriens comme les Afghans sont encore terrifiés en repensant à la traversée d'Izmir ou d'autres villes côtières turques à Lesbos, dans un simple bateau pneumatique, livrés à eux-mêmes. La plupart ont effectué plusieurs tentatives, certains racontant avoir même dû s'y reprendre à six fois – et donc attendre plusieurs jours dans la forêt autour d'Izmir avec juste un peu de nourriture et d'eau potable. Les bateaux étaient bondés et particulièrement dangereux pour

les jeunes enfants, car ils courraient le risque d'être piétinés. Les participants décrivent comment les embarcations chaviraient, et un homme raconte avoir perdu son jeune fils en mer.

Arrivés sur le continent au terme d'une traversée par bateau de quatre jours depuis Lesbos, la plupart ont essayé de se rendre directement à la frontière du nord. À partir de la mi-février 2016, les Syriens et les Afghans ont été séparés. Les Afghans ont été renvoyés vers le centre de la Grèce, tandis que les Syriens et les Iraquiens ont pu sortir du pays par le nord jusqu'au 20 mars 2016, date à laquelle les frontières ont été hermétiquement fermées.

Les Syriens interrogés ne savaient pas encore que la frontière nord était fermée pour tous les migrants lorsqu'ils s'y sont rendus. Certains ont essayé d'y rester aussi longtemps que possible jusqu'à ce que leurs ressources s'épuisent et qu'ils ne puissent plus satisfaire leurs besoins alimentaires minimums et autres besoins essentiels. À ce stade, ils ont été obligés de revenir à Athènes et de s'installer sur l'un des sites officiels. Depuis, les familles qui ont essayé de gagner l'Europe par d'autres voies ont couru d'énormes risques. Une femme afghane explique qu'elle et ses enfants ont été séparés de son mari alors qu'ils essayaient de se rendre en France en camion.

Figure 4.13: Voies de migration des participants aux groupes de discussion en Grèce



Cette carte présente les principales voies décrites par les migrants lors des discussions de groupe; il ne s'agit pas d'une représentation détaillée des voies de migration.



Accès à l'information et rôle des réseaux sociaux

En général, les Afghans et les Syriens étaient informés des itinéraires et des modalités de voyage par le bouche-à-oreille de migrants précédents – et utilisaient principalement le téléphone et Internet pour communiquer avec les amis et la famille. Certains déclarent avoir écouté les informations à la télévision, d'autres avoir découvert les itinéraires à emprunter sur les réseaux sociaux. Les passeurs leur expliquaient les modalités et les étapes suivantes à chaque arrêt, en les guidant au sein d'un réseau bien établi. La plupart des migrants espèrent toujours que leur périple ne s'arrêtera pas à Athènes. Ils évoquent le parc Victoria, un point de rencontre connu où se retrouvent les migrants dans le centre d'Athènes et où ils peuvent échanger des informations utiles. Quelques personnes interrogées font également état de pots-de-vin versés pour accéder plus facilement à certaines informations.

Coût de la migration

Comme dans l'étude de cas précédente, le coût dépendait du passeur, de l'itinéraire et du nombre de personnes effectuant le voyage. Le tableau 4.1 offre un aperçu des coûts cités par les participants aux groupes de discussion :

Pour couvrir leurs dépenses, les Afghans et les Syriens ont principalement été contraints de vendre

Table 4.1: Coûts indiqués par les participants aux groupes de discussion

Itinéraire	Coût moyen par personne en dollars
D'Afghanistan en Grèce	2 600
D'Iran en Grèce	1 500
De Turquie en Grèce	800 (prix variables selon la saison)
De Grèce en France	900

leurs meubles ou autres biens, d'emprunter de l'argent à des amis ou à de la famille et de dépenser leurs économies. La plupart des Syriens ont vendu leurs biens en chemin, certains ont bradé leur maison et leurs terres avant de partir, et deux familles rapportent être restées en Turquie afin de travailler et d'économiser assez d'argent pour la traversée par bateau.

Les Afghans devaient fournir la preuve aux passeurs qu'ils avaient des ressources suffisantes avant de migrer – une indication qu'ils venaient de milieux relativement plus aisés dans leur pays d'origine. La situation était différente pour les Syriens, la plupart emportant avec eux toutes leurs ressources financières ou dépendant de l'argent envoyé par leur famille afin de payer les passeurs en cours de route.

Les Afghans qui avaient vécu en Iran expliquent qu'ils avaient donné l'intégralité de la somme à une personne à qui eux-mêmes et les passeurs en Iran faisaient confiance. Dès réception de la confirmation que le migrant avait atteint une étape, cette personne transférait une somme d'argent afin de payer le passeur pour la partie du voyage effectuée. Ce dispositif semble bien établi en Iran, et fonctionne comme une sorte de système d'assurance permettant aux migrants d'atteindre leur prochaine destination.

4.3.5 Situation actuelle et perspectives

Moyens d'existence et sécurité alimentaire

La plupart des personnes arrivant en Grèce étaient issues de milieux plutôt aisés, et avaient les moyens de payer pour le passage vers l'Europe. Ces derniers mois, toutefois, elles ont complètement épuisé leurs ressources et sont désormais entièrement tributaires de l'aide extérieure et notamment de l'assistance alimentaire. Elles n'ont guère de possibilités d'intégrer le marché du travail local déjà durement touché par la

crise économique, et se heurtent aussi à des barrières linguistiques. Seul un très petit nombre d'enfants vont dans une école officielle dans le cadre d'un projet pilote. Quelques écoles informelles sont organisées dans les camps.

Le logement est un problème majeur, en particulier sur l'un des sites visités où les migrants vivent dans des petites tentes à l'intérieur d'un bâtiment public vétuste. Les conditions sanitaires y sont très mauvaises. Un jeune adolescent témoigne: *"Nous vivons dans de petites tentes, sans aucune intimité; cet endroit est fait pour un accueil de masse."*

Sur le deuxième site, la restauration est l'une des préoccupations soulevées par les migrants et les organisations internationales. Les intéressés se plaignent de la qualité, du manque de diversité et du choix des aliments fournis. Ils expliquent qu'ils préféreraient largement pouvoir préparer eux-mêmes leurs repas. Les personnes recevant des bons du Comité international de secours choisissent de ne pas consommer la plupart des aliments distribués, entraînant ainsi un important gaspillage. Les personnes interrogées indiquent également qu'il n'y a pas d'aliments destinés aux jeunes enfants, et une jeune femme a été observée en train de nourrir ses enfants de 10 mois et 2 ans avec un mélange de thé noir, de pain, et de sucre en grande quantité – une stratégie de subsistance courante en Syrie dans les périodes difficiles. Le HCR et la communauté internationale sont pleinement conscients de ces problèmes, et tentent de les résoudre au moyen d'activités de sensibilisation et de mesures de renforcement des capacités.

Éléments déclencheurs de la poursuite de la migration

La Grèce ne devait être qu'un point de transit. Tous les participants interrogés font part de leur désir de gagner l'ouest ou le nord de l'Europe, principalement l'Allemagne, la Suède, la Belgique, la France ou le Royaume-Uni. Malgré la fermeture des frontières et la situation en Grèce, la plupart des Afghans ne regrettent pas d'avoir décidé d'émigrer compte tenu des très

"Au moins nous sommes en sécurité maintenant. Sur le bateau, nous risquons de mourir une fois, en Afghanistan, c'est toutes les 15 minutes."

mauvaises conditions de vie et de la menace des Taliban en Afghanistan. Un homme explique: *"Au moins nous sommes en sécurité maintenant. Sur le bateau, nous risquons de mourir une fois, en Afghanistan, c'est toutes les 15 minutes."*

Comme les Afghans, tous les Syriens disent vouloir continuer vers le nord de l'Europe. Les perspectives économiques leur semblent limitées en Grèce, où ils doivent en plus faire face à des barrières linguistiques considérables. Ils se sont tous inscrits lors du pré-enregistrement, et ont déposé une demande pour bénéficier du programme de réinstallation organisé par le HCR. La plupart comptent demander l'asile ou le regroupement familial en Allemagne, en Suède, en France ou en Belgique.

Les Afghans sont très frustrés d'être traités différemment des Syriens, alors que la situation est similaire dans leurs pays d'origine respectifs. Les bombes, les obus, les attentats suicides, les assassinats, la torture, les enlèvements et la présence de factions rivales entre lesquelles la population est prise au piège sont des réalités quotidiennes en Syrie comme en Afghanistan. Les Afghans trouvent injuste que les Syriens soient perçus comme ayant plus besoin d'aide, et que ces derniers aient de meilleures chances de remplir les conditions nécessaires à une réinstallation¹¹.

Retour en Turquie ou en Iran

Une femme syrienne indique qu'elle envisage de retourner dans un camp où elle a vécu auparavant dans le sud-est de la Turquie. Là-bas, les habitants pouvaient travailler et recevaient des bons pour acheter eux-mêmes leur nourriture. D'autres participants rejettent fermement cette possibilité, et affirment qu'ils ne reviendraient jamais en arrière. Ils ont déjà trop payé pour parvenir jusqu'en Grèce. Les Kurdes syriens, en particulier, indiquent que la Turquie n'est pas une option pour eux.

Les Afghans ayant vécu en Iran auparavant déclarent qu'ils n'ont aucune intention d'y retourner. En revanche, certains confient qu'ils envisageraient un retour si l'égalité d'accès à l'éducation était garantie pour leurs enfants. Une femme explique: *"En Iran, nous avions tout, le principal problème était la scolarisation de nos enfants. C'est uniquement pour eux et pour leur avenir que nous avons pris ce risque."*

¹¹ HCR (1er juillet 2016): Fiche d'information relative aux modalités du projet de réinstallation: "Pour remplir les conditions nécessaires à une réinstallation dans un autre pays membre de l'Union européenne où leur demande sera traitée, les demandeurs d'asile doivent avoir une nationalité qui bénéficie d'un taux moyen de reconnaissance de la protection internationale au niveau de l'UE de 75 pour cent ou plus d'après les données Eurostat trimestrielles les plus récentes concernant l'Union." Cela signifie qu'au vu des taux européens de reconnaissance de la protection internationale, les Afghans ne sont pas éligibles.

4.4 Migrants en Italie



"Mon intention n'était pas de risquer ma vie sur un bateau pour l'Italie."

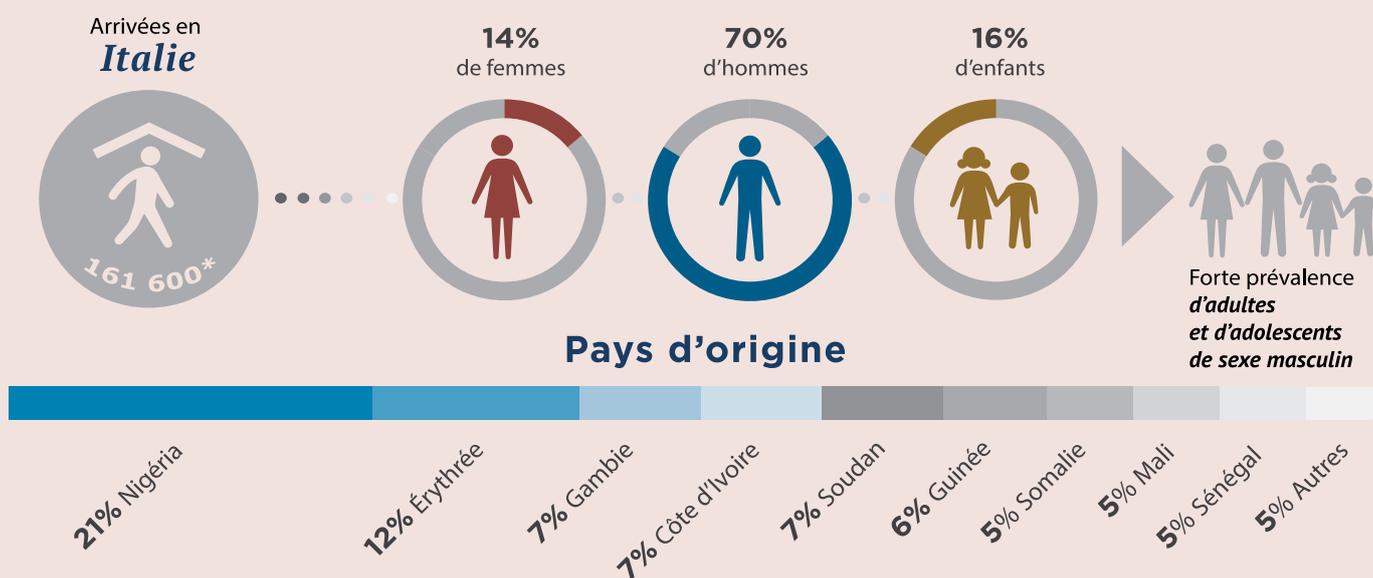
4.4.1 Contexte

De par sa situation géographique, l'Italie est devenue un pays d'accueil de flux migratoires de plus en plus importants. Ces dernières années, les crises récurrentes et les conditions économiques défavorables dans de nombreux pays africains ont créé un flux ininterrompu d'arrivées par la mer sur les côtes sud de l'Italie, notamment en Sicile. S'y ajoutent de très nombreux migrants enregistrés aux frontières nord du pays, après avoir emprunté une voie de migration terrestre à travers les Balkans.

D'après les données du HCR, quelque 161 600 arrivées ont été enregistrées entre janvier et novembre 2016¹². Les principaux pays d'origine sont le Nigéria, l'Érythrée, le Soudan, la Gambie, la Côte d'Ivoire et la Guinée.

La majorité des migrants arrivent en Italie via la Libye, et une proportion plus faible passe par d'autres pays du nord de l'Afrique, dont l'Égypte. Les migrants voyagent sur des bateaux pneumatiques, qui font de nombreuses victimes. Entre janvier et octobre 2016, environ 3 250 personnes avaient été déclarées mortes ou disparues au cours de leur traversée par la mer.

Figure 4.14: Démographie et pays d'origine des migrants nouvellement arrivés en Italie (2016)



*Arrivées par la mer depuis janvier 2016
Dernière mise à jour en nov. 2016 – Source: HCR

À la différence des Syriens et des Afghans (voir les sections 4.2 et 4.3), la vaste majorité des personnes qui tentent la traversée sont des hommes seuls, et seulement 14 pour cent sont des femmes. Environ 15 pour cent sont des mineurs non accompagnés, bien souvent des adolescents de sexe masculin. Les migrants demandeurs d'asile qui arrivent en Italie suivent un long processus d'enregistrement et passent par des contrôles aux "points d'accès", où ils peuvent être légalement placés en détention pendant 72 heures au maximum. Les autorités décident si les intéressés remplissent les conditions nécessaires

pour déposer une demande d'asile, dirigent les réfugiés potentiels vers des centres d'accueil et délivrent aux autres une mise en demeure leur ordonnant de quitter l'Italie par leurs propres moyens sous sept jours – une solution que peu de personnes choisissent. Le HCR, l'OIM et des ONG sont là pour fournir des services de base, procéder à l'enregistrement, assurer la protection et mener des activités de suivi et de sensibilisation. L'assistance alimentaire est financée par le Gouvernement italien et assurée par des entreprises de restauration.

¹² Données du HCR disponibles à l'adresse suivante: <http://data.unhcr.org/mediterranean/country.php?id=105>. Site consulté le 6 novembre 2016.

Aux fins de la présente étude, c'est le centre d'accueil de l'île de Lampedusa (Sicile) qui a été sélectionné, car c'est l'un des principaux ports d'entrée en Italie. Le site est un centre de transit, classé par l'Agenda européen en matière de migration¹³ comme un "point d'accès", où les migrants séjournent quelques jours avant d'être dirigés vers d'autres centres en Italie. Les participants venaient principalement de pays d'Afrique de l'Ouest et du Bangladesh. En dehors de Lampedusa, des groupes de discussion ont été menés à Rome, dans une zone d'installation informelle en centre-ville, afin de mieux comprendre les points de vue de ces migrants qui avaient atteint l'étape suivante de leur périple. Dans ce cas, les participants venaient pour la plupart d'Afrique de l'Est.

4.4.2 Moyens d'existence et sécurité alimentaire dans les pays d'origine

De nombreux Africains de l'Est et de l'Ouest expliquent qu'avant leur migration, ils travaillaient dans le secteur informel, même si beaucoup d'entre eux étaient officiellement sans emploi. Comme ils sont assez jeunes, beaucoup allaient encore à l'école. Les migrants bangladais indiquent que chez eux, ils percevaient un salaire de deux euros par jour pour 10 à 12 heures de travail. De nombreux Africains de l'Ouest et Bangladais déclarent être chefs de famille malgré leur jeune âge, du fait de la mort ou de l'absence de leur père. La plupart d'entre eux n'ont terminé que l'école primaire, et seuls quelques-uns ont achevé le cycle d'enseignement secondaire. Nombreux sont ceux qui ont dû abandonner l'école pour subvenir aux besoins de leur famille.

Les migrants de Lampedusa avaient un régime alimentaire relativement pauvre chez eux; beaucoup indiquent qu'ils consommaient deux repas par jour en temps normal. Les repas étaient principalement composés de riz et de légumes, bien qu'au Sénégal et en Gambie, les gens mangeaient souvent du poisson. Les Africains de l'Est interrogés à Rome expliquent qu'ils mangeaient surtout de l'*injera* (galettes au levain) et du *shiro* (ragoût à base de haricots ou de pois chiches) et quelques fruits. Ils ne consommaient que rarement de la viande, et uniquement lors d'occasions spéciales, comme un mariage ou une fête religieuse. La plupart des migrants interrogés racontent qu'avant de quitter leur pays d'origine, ils avaient constamment des difficultés pour subvenir aux besoins de leur famille. Pendant les périodes difficiles, les participants confient qu'ils ne pouvaient s'autoriser qu'un repas par jour. Un Bangladais raconte qu'ils devaient partager chaque portion individuelle en quatre.

Selon le contexte, les problèmes influant sur les moyens d'existence et la sécurité alimentaire allaient de la pauvreté structurelle et des difficultés économiques à l'instabilité politique en passant par les conflits. La plupart des migrants d'Afrique de l'Ouest insistent sur le manque de possibilités de subsistance et non sur un choc ou une crise en particulier. Les plus jeunes expliquent qu'ils ont été forcés avec leurs frères et sœurs d'arrêter l'école, car leur famille ne pouvait plus

¹³ Commission européenne, COM (2015) 240 final, Bruxelles, 13.5.2015, disponible à l'adresse suivante: http://ec.europa.eu/dgs/home-affairs/what-we-do/policies/european-agenda-migration/background-information/docs/communication_on_the_european_agenda_on_migration_en.pdf. Site consulté le 14 septembre 2016.



payer les frais de scolarité. Le conflit dans le nord-est du Nigéria et l'instabilité politique en Gambie ont aggravé la pauvreté de nombreuses familles.

Au Nigéria, le soulèvement en cours a perturbé les moyens d'existence et a eu des conséquences négatives sur la capacité des ménages à produire de la nourriture. Plusieurs participants originaires de Gambie expliquent qu'eux-mêmes ou des membres de leur famille ont été arrêtés en conséquence directe de l'instabilité politique.

Les Érythréens évoquent le conflit qui sévit actuellement dans tout le pays, auquel s'ajoutent un régime dictatorial et le service militaire obligatoire. Les participants originaires du Soudan font état de conflits et de violations des droits de l'homme dans leur pays. Ces migrants décrivent un sentiment général d'instabilité et d'insécurité, conjugué aux carences des services sociaux. Un participant en provenance du Darfour, au Soudan, mentionne aussi les années de sécheresse, qui ont aggravé l'insécurité alimentaire.

Les Bangladais citent principalement les inondations répétées, qui ont provoqué la perte de biens et conduit à la généralisation de la vulnérabilité socioéconomique. Ils mentionnent aussi l'instabilité politique et l'envolée des prix des produits alimentaires.

4.4.3 Parcours de migration

Éléments déclencheurs du départ du pays d'origine

Presque tous les migrants interrogés en Italie ont décidé de migrer en quête de stabilité et de meilleures possibilités de subsistance. D'après une étude réalisée par l'OIM auprès de migrants en Libye en août 2016, les

difficultés économiques ont été la première raison qui a poussé les intéressés à quitter leur pays d'origine.

En Afrique de l'Ouest, le motif principal de la migration a été l'insuffisance des possibilités d'emploi dans le pays d'origine, ainsi que les contraintes économiques en résultant. Nombre de ces migrants mentionnent aussi des problèmes de santé dans leur famille, et des difficultés à couvrir les dépenses médicales. Un participant explique que la migration a été *"une décision personnelle"* car il voyait sa mère souffrir.

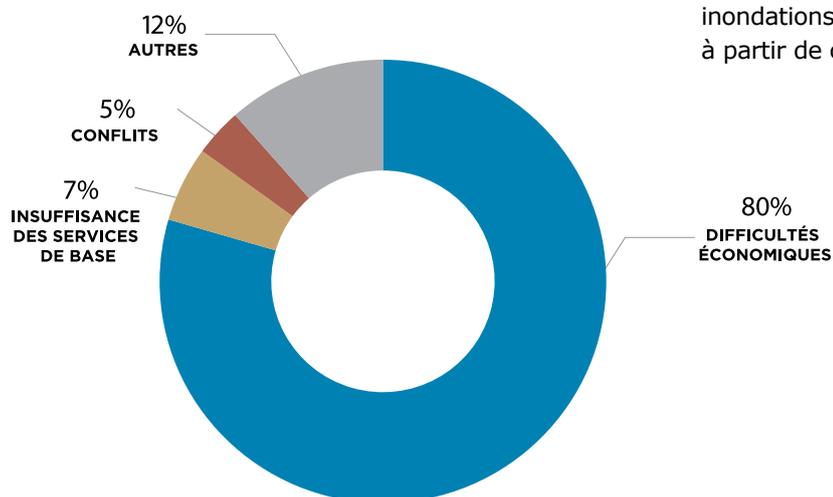
Les troubles politiques et les conflits ont été des facteurs supplémentaires majeurs dans le cas du Nigéria, du fait du soulèvement de Boko-Haram dans la région nord-ouest, ainsi qu'en Gambie, à la suite de l'affrontement politique entre le Gouvernement et les forces d'opposition. Un Gambien exprime sa frustration ainsi: *"Je voulais juste vivre dans un endroit en paix"*. Pour la plupart des autres participants d'Afrique de l'Ouest, il n'y avait pas de crise ou de problème particuliers dans leur pays d'origine. Ils avaient simplement rêvé d'aller en Europe pour y mener une vie meilleure, et voulaient réaliser leur rêve.

Les migrants venus d'Afrique de l'Est mettent l'accent sur la rareté des possibilités d'emploi, les bas salaires pour des emplois précaires et l'exposition à des risques liés à la sécurité. Pour les Érythréens, l'un des facteurs supplémentaires était le service militaire, qui est obligatoire et illimité pour une solde dérisoire versée de manière très irrégulière. D'après les témoignages recueillis, ce facteur a été l'élément déclencheur pour de nombreux Érythréens qui souhaitaient éviter la conscription et les conflits et étaient à la recherche d'un travail stable.

La migration économique au départ du Bangladesh est un phénomène courant, de nombreux migrants quittant le pays pour aller travailler au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. Les participants au groupe de discussion des Bangladais à Lampedusa expliquent que l'absence de possibilités de subsistance, conjuguée aux inondations et à l'augmentation des prix, les a contraints à partir de chez eux.

Figure 4.15: Raisons de la migration

(données tirées d'une enquête de l'OIM auprès de migrants en Libye, août 2016)



Migration routes

Presque tous les migrants originaires d'Afrique de l'Est et de l'Ouest ont voyagé seuls, laissant derrière eux les autres membres de leur famille avec la promesse de leur envoyer de l'argent et dans l'espoir de les faire venir ultérieurement. Le voyage était considéré comme trop dangereux et trop coûteux pour que toute la famille parte ensemble. La plupart des migrants suivant cet itinéraire étaient jeunes; ils pensaient que les personnes plus jeunes survivraient au périple et auraient de meilleures chances de trouver un emploi stable.

Les migrants d'Afrique de l'Ouest et de l'Est se sont d'abord déplacés à l'intérieur de leur pays; la plupart ont quitté des zones rurales pour gagner des zones urbaines plus grandes ou la capitale. Généralement, ils s'étaient déplacés deux ou trois fois avant d'émigrer. La majorité des migrants voulaient simplement trouver un emploi stable, où que ce soit. Lorsqu'ils ne parvenaient pas à trouver un emploi sûr ou des conditions satisfaisantes, ils se déplaçaient à nouveau vers la meilleure option suivante, y compris dans les pays voisins, dans l'espoir d'y trouver une situation plus favorable. En chemin, ils se renseignaient localement sur les itinéraires de transit et les étapes suivantes. Leur parcours s'est ainsi déroulé progressivement, en suivant une trajectoire générale qui les a conduit au final jusqu'en l'Europe.

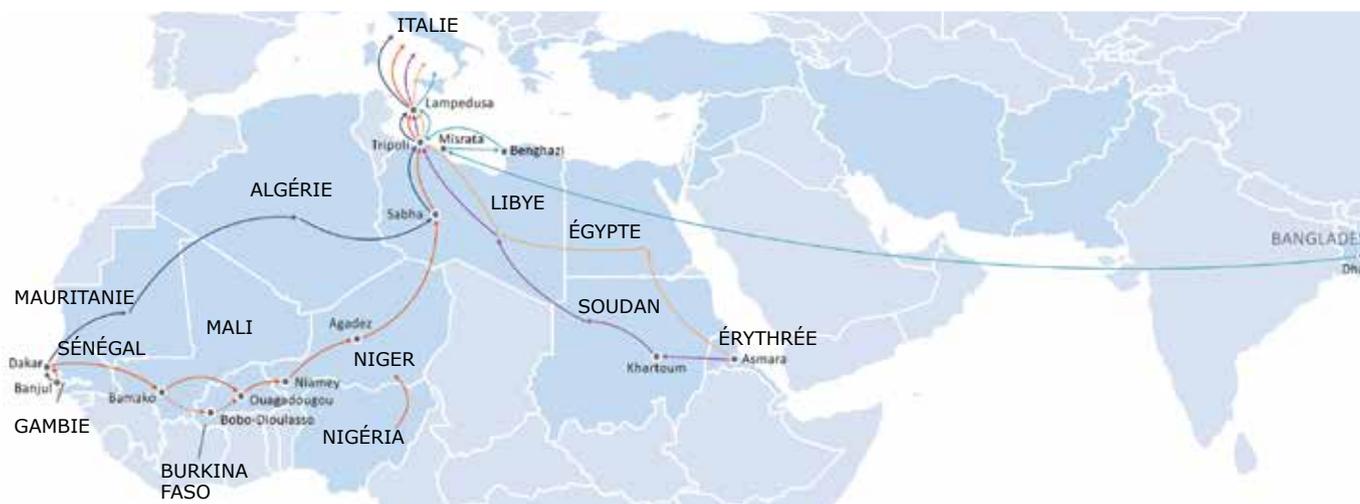
De nombreux migrants voyaient la Libye comme un pays offrant de multiples possibilités d'emploi, et ont donc décidé de s'y rendre. D'autres rapportent que des amis ou des membres de leur famille avaient réussi à gagner l'Italie en passant par la Libye, et qu'ils voulaient faire de même. La détérioration de la situation, devenue insupportable en Libye ces derniers temps, les a finalement tous obligés à poursuivre leur migration vers l'Italie par bateau, même si cela ne faisait pas partie de leur projet initial. Un migrant gambien explique: *"Mon intention n'était pas de risquer ma vie sur un bateau pour l'Italie."* À cet égard, il est apparu que l'Europe n'était

pas toujours la destination à atteindre à tout prix. Ce point est aussi confirmé par les données de l'OIM qui font apparaître qu'entre 56 pour cent et 83 pour cent de migrants originaires de divers pays avaient séjourné plus de six mois en Libye.

La voie la plus empruntée depuis l'Afrique de l'Ouest était la suivante: de la Gambie ou du Sénégal à Bamako, au Mali; puis à Ouagadougou, au Burkina Faso; et à Niamey, au Niger; puis via Agadez, dans le désert, jusqu'en Libye; et un dernier trajet, par bateau, pour se rendre en Italie. D'autres mentionnent la route de l'Afrique du Nord, qui passe par le Sénégal, la Mauritanie, l'Algérie et la Libye, pour arriver en l'Italie. Les migrants venant du Nigéria allaient au Niger, remontaient le désert jusqu'en Libye et poursuivaient vers l'Italie. Ces constatations montrent que le Niger, en particulier, est une passerelle pour la migration. Les Africains de l'Est interrogés à Rome ont le plus souvent transité par le Soudan (Khartoum) jusqu'en Libye, et ont continué vers l'Italie, même si certains Érythréens sont passés par l'Égypte et non par la Libye.

Les Bangladais ont pris l'avion directement jusqu'en Libye et y ont travaillé pendant quelques années. Ils y seraient restés plus longtemps pour travailler, mais après l'éclatement de la crise de 2011, la situation s'est détériorée et ils ont eu du mal à trouver du travail. D'après les témoignages recueillis, des entreprises cessaient leurs activités ou des employeurs disparaissaient à cause du conflit en cours. En outre, du fait du nombre croissant de migrants en provenance d'Afrique de l'Ouest, la concurrence pour les emplois informels s'est accentuée, et les salaires ont diminué. Les Bangladais disent s'être déplacés plusieurs fois en Libye, de Tripoli à Benghazi en passant par Misrata, à la recherche d'emplois. Conséquence de l'aggravation de la situation, les Bangladais ne parvenaient plus à subvenir à leurs besoins essentiels. Ils ont donc dû rejoindre le mouvement des migrants et essayer de gagner l'Italie par la mer.

Figure 4.16: Voies de migration des participants aux groupes de discussion interrogés en Italie



Cette carte présente les principales voies décrites par les migrants lors des discussions de groupe; il ne s'agit pas d'une représentation détaillée des voies de migration.



Situation dans les pays de transit

Tous les migrants sans exception ont subi des mauvais traitements au cours de leur périple. De nombreux participants aux groupes de discussion interrogés en Italie avaient travaillé dans le secteur du bâtiment ou comme journaliers dans l'économie informelle. Fréquemment, les migrants n'étaient pas payés correctement, ou n'étaient pas payés du tout durant des semaines, voire des mois. Un homme explique: *"À Bamako, quand leurs employés sont payés dix euros, nous sommes payés cinq."* Un autre raconte qu'il a dû supplier son employeur de le payer afin qu'il puisse envoyer de l'argent pour que sa famille s'achète de la nourriture et d'autres produits. Le voyage est souvent long et difficile, s'étend sur un grand nombre de pays, dure plusieurs mois et implique de laisser derrière soi sa famille sans source

fiable de revenu ni de moyen sûr de subvenir à ses besoins alimentaires. Ce constat souligne que si l'insécurité alimentaire est l'un des moteurs initiaux de la migration, la migration elle-même aggrave cette insécurité.

C'est en Libye, pays par lequel passent la grande majorité des migrants arrivant en Italie, que la situation était la plus difficile. Tous les participants décrivent une atmosphère dégradante et discriminatoire mêlée à un sentiment d'insécurité généralisée, et un état de violence permanente: *"On a aucun pouvoir là-bas, il n'y a pas de gouvernement. Ce n'est pas un endroit sûr."* Les gens vivaient dans des logements partagés avec d'autres ressortissants de leur pays dans des zones considérées comme des "ghettos" pour migrants subsahariens, appelées grigaras. La prison revient souvent dans

les témoignages des migrants passés par la Libye. Plusieurs participants ont fait état d'arrestations et de mises en détention arbitraires, de violations des droits de l'homme et de tortures.

Les soins de santé étaient limités, voire inexistant. Un migrant gambien raconte avoir été emprisonné avec son frère, qui est mort à la suite d'une crise d'asthme faute d'assistance médicale. Les migrants expliquent qu'ils partageaient l'équivalent d'un repas entre cinq prisonniers toutes les 12 heures."

Ces repas, composés de pain ou de spaghettis, ne satisfaisaient pas à leurs besoins nutritionnels. Lorsqu'ils repensent à leur sortie de prison, après avoir subi ce traitement pendant des mois, ils se décrivent ainsi: *"On ne ressemble plus à un être humain."*

Ces constatations sur la situation en Libye sont corroborées par des données secondaires de l'OIM. Cette organisation attire l'attention sur les problèmes de sécurité relatés par les migrants dans le pays: mise en détention arbitraire, restrictions de liberté de circulation et multiplication des enlèvements avec demande de rançon. Peu de femmes ont été interrogées en Italie, mais les violences sexistes sont une réalité à laquelle les femmes et les mineurs non accompagnés risquent d'être particulièrement exposés tout au long de leur parcours migratoire.

Coût de la migration

Le coût du voyage risque d'aggraver l'insécurité alimentaire, parce que les familles s'endettent, ou parce que les migrants utilisent le peu de ressources dont ils disposent pour payer en priorité les frais de transport. D'après les témoignages recueillis, les migrants d'Afrique de l'Ouest découvraient le coût de l'étape suivante de leur périple en demandant sur place ou en appelant des parents ou des amis qui avaient déjà effectué le voyage. Ensuite, ils économisaient pour payer le trajet. Comme ils étaient souvent exploités, il leur fallait des mois avant de réunir la somme nécessaire.

Cette augmentation progressive des dépenses à chaque nouvelle étape ne permettait pas aux migrants d'estimer avec précision le coût total du voyage (qui prenait dans bien des cas plus d'un an). La traversée par bateau pour l'Italie est la partie la plus coûteuse du parcours, mais les prix varient considérablement en fonction des relations de l'individu. Un Sénégalais explique ainsi qu'il n'a rien déboursé, car son employeur a proposé de financer sa traversée. Selon certains témoignages, le coût total pouvait atteindre 2 500 dollars.

Les migrants interrogés étaient pour la plupart des hommes jeunes issus de familles pauvres qui n'avaient



pas le capital social ou financier nécessaire pour emprunter l'argent du voyage. Par conséquent, leurs maigres revenus devaient suffire à couvrir leurs besoins essentiels et les frais de transport. De nombreux migrants racontent les difficultés rencontrées pour payer leur logement et leur nourriture tout en bataillant pour économiser l'argent nécessaire à l'étape suivante de leur périple. Ce n'est que dans des circonstances exceptionnelles – pour obtenir leur libération d'une prison libyenne ou payer une traversée par bateau particulièrement chère vers l'Italie, par exemple –, qu'ils étaient obligés d'emprunter de l'argent à leur famille ou à des amis.

Les Africains de l'Est expliquent que pour traverser la frontière entre l'Érythrée et le Soudan, il fallait payer un droit de passage, ou bien traverser illégalement. Pour passer du Soudan en Libye, le coût s'élèverait à 1 600 dollars. Ce prix élevé est dû aux groupes criminels qui opèrent dans le désert. Généralement, les migrants étaient en relation avec une personne originaire de leur pays, qui les aidait à traverser le désert clandestinement et négociait avec les bandits. Cela étant, ils couraient le risque d'être capturés et de devoir payer pour être relâchés. Dans ce cas, la plupart des migrants devaient appeler leur famille afin de demander de l'argent. À l'issue de ce coûteux parcours jusqu'en Libye, ils indiquent avoir payé 1 200 dollars supplémentaires pour le bateau vers l'Italie.

De nombreux Bangladais étaient déjà lourdement endettés. Ils avaient vendu leurs terres et leurs biens et emprunté de l'argent à des amis et des parents afin de couvrir les dépenses du voyage jusqu'en Libye, et beaucoup se sont retrouvés dans l'incapacité de gagner assez d'argent pour rembourser leurs dettes. C'est d'ailleurs pour cette raison qu'ils ont estimé impossible de retourner chez eux lorsque la Libye est devenue de plus en plus instable et dangereuse. La plupart des participants bangladais aux groupes de discussion ont travaillé en Libye pendant des mois sans être payés. Dans certains cas, les employeurs acceptaient de payer pour la traversée par bateau jusqu'à Lampedusa au lieu de régler leurs salaires.

4.4.4 Situation actuelle et perspectives

Moyens d'existence et sécurité alimentaire

Les périodes de plusieurs mois dans des conditions difficiles ont eu des répercussions sur les participants interrogés en Italie, qui ont vu leur sécurité alimentaire se détériorer au fil du voyage. Les migrants ayant emprunté cet itinéraire n'ont pas réussi à économiser pendant le trajet, et comme ils sont issus d'un milieu pauvre en général, ils

*"On ne ressemble plus
à un être humain."*

sont désormais tributaires de l'aide extérieure, et notamment de l'assistance alimentaire.

Les conditions d'accueil en Italie sont satisfaisantes dans l'ensemble, sur le plan de l'assistance alimentaire comme de l'hébergement. Cependant, la situation varie selon les centres d'accueil. Les conditions sont particulièrement inquiétantes dans les zones d'installation informelles où les migrants ne peuvent compter que sur l'aide des bénévoles et sur des dons spontanés d'organisations de la société civile pour subvenir à leurs besoins essentiels. En outre, les migrants se heurtent à des difficultés d'intégration dans la société italienne, que ce soit pour travailler, pour des questions d'ordre linguistique ou pour scolariser leurs enfants.

Éléments déclencheurs de la poursuite de la migration

Les discussions de groupe à Lampedusa font apparaître que la plupart des participants d'Afrique de l'Ouest souhaitent rester en Italie s'ils peuvent trouver un emploi stable et gagner assez d'argent pour aider leur famille restée au pays. D'autres, qui connaissent des migrants ailleurs en Europe, envisagent de poursuivre leur route.

Pour les Bangladais, l'arrivée en Europe devait leur permettre de gagner un revenu, de rembourser leurs dettes et d'envoyer de l'argent chez eux. Ils désirent pour la plupart rester en Italie et y travailler, espérant dans certains cas ouvrir une petite boutique. À l'inverse, les Africains de l'Est qui ont passé deux ou trois semaines en Italie expriment tous le souhait de quitter le pays. Ils ont été surpris par les mauvaises conditions d'accueil à Rome et veulent partir. Beaucoup d'entre eux ont de la famille en Allemagne, aux Pays-Bas ou au Royaume-Uni.

Retour dans le pays d'origine

Certains migrants d'Afrique de l'Ouest disent regretter leur décision de migrer, notamment à cause des difficultés endurées (emprisonnements, tabassages, vols). Cependant, après quelques jours seulement en Italie, ils reprennent espoir. Retourner dans leur pays d'origine n'est pas envisageable faute de solutions pour subvenir à leurs besoins.

De même, les Bangladais de Lampedusa reprennent espoir. Ils ne regrettent pas leur décision de migrer, car ils ont le sentiment de n'avoir aucun avenir au Bangladesh. De plus, le retour pour eux n'est plus possible, car ils sont lourdement endettés.

Bien que moins enthousiastes, les migrants d'Afrique de l'Est ne regrettent pas leur décision de migrer, et croient toujours dans la promesse d'une vie meilleure en Europe. En revanche, les Érythréens interrogés à Rome notamment sont tous d'accord sur le fait qu'ils préféreraient retourner chez eux si la paix revenait et si la situation économique et sociale s'améliorait.

4.5 Conclusion – Principaux facteurs de la migration et rôle de la sécurité alimentaire du point de vue des migrants

Lorsque l'on examine les raisons de la migration, il est nécessaire de distinguer les éléments déclencheurs qui font que les gens partent de chez eux, des facteurs qui les motivent à poursuivre leur périple.

Dans les pays touchés par des conflits, comme la Syrie et l'Afghanistan, ce sont les affrontements qui poussent initialement les gens à fuir. Les répercussions des conflits (insécurité, bombardements, sièges, destruction des infrastructures) entraînent une perturbation des moyens d'existence et des marchés, qui, à son tour, provoque le déplacement de populations, la perte généralisée des biens et l'insécurité alimentaire. Conjugués, ces facteurs (conséquences directes des conflits, perturbation des moyens d'existence et insécurité alimentaire) conduisent à la migration internationale, comme l'illustre la figure 4.17. Les histoires relatées par les migrants font également apparaître que la relation n'est pas uniquement linéaire, car les déplacements et la migration peuvent eux-mêmes aggraver l'insécurité alimentaire et entretenir les conflits.

Depuis des décennies, l'Afghanistan a été touché par plusieurs guerres et conflits internes consécutifs et a aussi été exposé à des catastrophes naturelles récurrentes, telles que des sécheresses et des conditions météorologiques particulièrement difficiles. La migration internationale, surtout chez les Afghans légèrement plus aisés, est une stratégie de survie répandue. Beaucoup d'entre eux avaient déjà migré et entretenaient d'étroites relations avec l'Iran et le Pakistan.

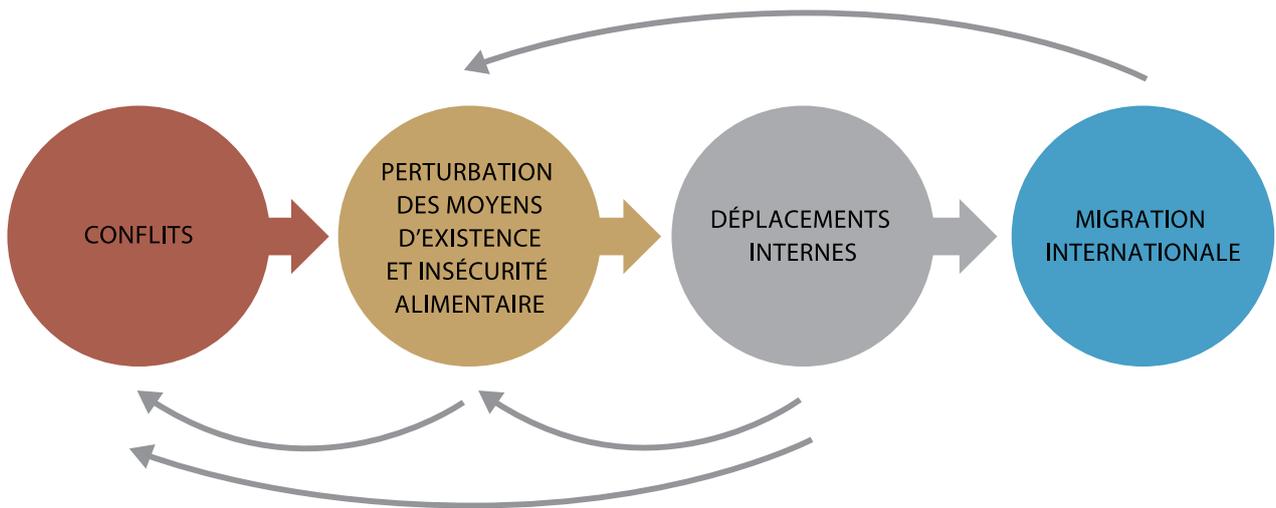
Les Afghans partis de chez eux plus récemment ont un vécu similaire à celui des Syriens, les facteurs principaux de la migration étant la violence et la persécution. Cependant, les Afghans ayant habité en Iran pendant plusieurs années ont choisi de partir faute de possibilités d'existence dans le pays et parce qu'ils n'avaient pas les moyens de payer le coût élevé de l'éducation de leurs enfants. Ces facteurs d'incitation, conjugués aux témoignages sur les possibilités offertes en Europe, les ont poussés hors d'Iran en quête d'un avenir plus prometteur pour leurs enfants.

Les Africains de l'Ouest, les Africains de l'Est et les Bangladais ont migré principalement à cause de contraintes liées à leurs moyens d'existence et de l'insécurité alimentaire. Leurs témoignages mettent en lumière des problèmes d'accès à un travail régulier: leur incapacité à subvenir aux besoins de leur famille les a poussés à partir pour rechercher un emploi stable. Dans le cas des Africains de l'Est, les conflits, les problèmes de sécurité et le service militaire obligatoire ont été des facteurs supplémentaires de migration.

Les Africains de l'Ouest n'expriment pas le désir particulier de se rendre en Europe. Ils recherchent la stabilité et des moyens de gagner leur vie, et nombre d'entre eux seraient prêts à s'établir partout où ces conditions seraient réunies. Comme ils n'ont pas réussi à trouver de travail stable, ils ont poursuivi leur périple. Ce constat se retrouve chez les Syriens: en Turquie, où les perspectives sont meilleures et où l'assistance alimentaire est plus abondante, les migrants originaires de Syrie sont plus nombreux à envisager de rester. En Jordanie et au Liban, en revanche, la plupart de ces migrants espèrent repartir en quête de meilleures possibilités de subsistance ailleurs. Les Syriens arrivés en Grèce en passant par des voies informelles de migration sont eux aussi à la recherche de la sécurité économique et aspirent clairement à une vie meilleure pour leurs enfants. Par conséquent, la série d'étapes progressives qui crée les voies de migration est liée à la recherche de moyens d'existence stables (perspectives économiques, éducation et sécurité alimentaire).

Bien que le moteur initial de la migration diffère selon les contextes, les migrants et les réfugiés recherchent tous la sécurité et la possibilité de subvenir aux besoins de leur famille. La poursuite de la migration est motivée par un désir commun de stabilité, et les moyens d'existence ainsi que la sécurité alimentaire sont à cet égard des facteurs d'attraction essentiels.

Figure 4.17: Cercle vicieux créé par les conflits, la pauvreté, l'insécurité alimentaire et la migration



Section 5

Conclusions et recommandations



5.1 Conclusions

Cette étude avait pour but de comprendre les relations complexes entre insécurité alimentaire, conflits et migration. Hormis une analyse quantitative des facteurs de la migration internationale, les auteurs se sont intéressés uniquement aux points de vue des migrants internationaux, réfugiés compris.

La majorité des migrants, et donc des réfugiés, restent sur leur continent

Si les chiffres en valeur absolue de la migration ont augmenté depuis 15 ans, la proportion de migrants dans la population mondiale totale est demeurée stable, autour de 3 pour cent. En outre, la majorité des migrants internationaux restent sur leur continent – près de neuf migrants africains sur dix s’installent sur le continent africain, tandis que huit migrants asiatiques sur dix restent en Asie. Le problème du déplacement forcé, qui englobe les réfugiés, les personnes déplacées à l’intérieur de leur propre pays et les demandeurs d’asile, se pose essentiellement hors des économies florissantes: neuf réfugiés sur dix sont accueillis dans des pays à faible revenu et à revenu intermédiaire. À cela s’ajoute le fait que la plupart des personnes touchées par des conflits restent sur place, dans leur pays d’origine: dans 80 pour cent des pays d’origine, plus de 90 pour cent de la population ne franchit aucune frontière (Banque mondiale 2016). La Syrie est le seul pays où plus de la moitié de la population a été déplacée contre son gré. Jusqu’à récemment, des économies émergentes telles que l’Inde, la Chine, le Mexique, le Bangladesh et les Philippines enregistraient les taux d’émigration nette négatifs les plus élevés (plus de sortants que d’entrants), mais aujourd’hui, c’est la Syrie qui se trouve au premier rang.

Les gens partent à cause des conflits, de la perturbation de leurs moyens d’existence et de l’insécurité alimentaire après plusieurs déplacements à l’intérieur de leur propre pays.

L’étude a fait ressortir divers liens entre les conflits, l’insécurité alimentaire et la migration. L’un des principaux liens est que, dans certains contextes, les conflits sont des facteurs directs de migration, tandis que dans d’autres, ce sont l’instabilité des moyens d’existence et l’insécurité alimentaire qui sont les premières causes du départ. Pendant les périodes prolongées de conflit et de migration, toutefois, les liens sont moins linéaires; les causes et les effets deviennent interdépendants et se renforcent mutuellement.

Dans les pays touchés par des conflits, les analyses qualitative et quantitative ont montré que les conflits sont souvent une cause directe qui pousse les gens à fuir de chez eux. L’une des constatations importantes est que les départs de réfugiés sont influencés par l’incidence des conflits armés et, dans une moindre mesure, par les catastrophes naturelles et des facteurs économiques. Cela semble indiquer que les réfugiés ne sont pas des migrants économiques, comme cela a été avancé parfois dans le débat public. Les résultats font apparaître que chaque année supplémentaire de conflit armé entraînera une augmentation de 0,4 pour cent des départs de réfugiés. L’analyse quantitative montre également que les pays présentant un niveau élevé de sous-alimentation, de mauvais indicateurs économiques et une population en expansion ont un niveau supérieur d’émigration. Les personnes originaires de pays où le niveau de sous-alimentation est élevé ont également une probabilité plus grande de devenir réfugiés. La sous-alimentation augmente les départs de réfugiés de 1,9 pour cent.

Même dans le contexte de conflits violents, lorsque la sécurité humaine devient le premier élément déclencheur de l’émigration, le rôle de la sécurité alimentaire reste entier. En Syrie et en Afghanistan, par exemple, les conflits armés et la violence obligent les gens à partir de chez eux et perturbent les moyens d’existence et les marchés, ce qui se traduit souvent par une insécurité alimentaire. La conjugaison de tous ces facteurs (conséquences des conflits, multiplication des déplacements internes, perturbation des moyens d’existence et insécurité alimentaire) aboutit à la migration internationale. Dans le cas de la Syrie, en particulier, il a été constaté que les personnes s’étaient déplacées plusieurs fois en interne avant de prendre la décision finale de quitter leur pays.



Les familles voyagent souvent ensemble lorsque la migration est due à un conflit

Dans les migrations dues aux conflits, des familles entières voyagent généralement ensemble, en considérant souvent leur départ comme leur dernier espoir avant d'épuiser les ressources qui leur restent. Une fois en lieu sûr, la plupart des familles décident de rester, même si certaines ont l'intention de poursuivre leur route. Elles envoient les hommes jeunes en éclaireurs afin qu'ils recherchent les itinéraires les moins risqués et les moins coûteux, dans l'objectif final de déposer une demande de regroupement familial. À l'inverse, les migrants économiques, souvent des hommes jeunes, partent habituellement seuls sans intention à court terme de faire venir les autres membres de leur famille.

La migration aggrave l'insécurité alimentaire

L'insécurité alimentaire peut être un élément déclencheur de la migration, mais la migration elle-même aggrave l'insécurité alimentaire. Le périple migratoire est souvent long et difficile, s'étend sur un grand nombre de pays, dure plusieurs mois et implique de laisser derrière soi sa famille sans source fiable de revenu ni de moyen sûr de subvenir à ses besoins alimentaires. Dans bien des cas, les familles s'endettent lourdement pour financer l'expédition du migrant. Par voie de conséquence, la migration risque, au moins

temporairement, d'accroître l'insécurité alimentaire des familles qui restent au pays.

Le remboursement des dettes peut aggraver l'insécurité alimentaire des ménages de migrants disposant de ressources limitées, et les dettes non réglées ont parfois à leur tour une incidence négative sur les moyens d'existence des créanciers. Globalement, le montant considérable des dettes non payées a été une source de profits et de revenus pour les personnes impliquées dans l'imbroglio des transports et la traite des êtres humains le long des voies de migration.

L'insécurité alimentaire est également un facteur de conflit

L'analyse quantitative a fait apparaître que l'insécurité alimentaire accentuait considérablement les risques de conflits armés et l'intensité des conflits. La croissance économique réduit ces risques et l'ampleur des affrontements, mais la sous-alimentation est l'un des déterminants les plus importants et les plus significatifs de l'incidence des conflits armés.

Cette constatation quantitative a été corroborée par les données qualitatives. Les discussions de groupe avec les Syriens et les Afghans ont mis en évidence que l'insécurité alimentaire due aux conflits pouvait





entretenir ces derniers, créant ainsi un cercle vicieux. De nombreuses familles sont déplacées à l'intérieur de leur propre pays pendant de longues périodes. D'après les témoignages recueillis, certaines sont enrôlées de force par les groupes armés tandis que d'autres les rejoignent car c'est la seule solution pour elles de se nourrir. Dans ce contexte, par conséquent, la migration et l'insécurité alimentaire qui en résulte contribuent en partie au conflit.

Les déplacements antérieurs sont un facteur clé de l'émigration

L'analyse quantitative a fait apparaître que la migration précédente était l'un des déterminants clés des nouveaux départs, ce qui peut s'expliquer par la constitution de réseaux de migrants. La migration internationale est devenue une stratégie ordinaire de survie pour les Afghans victimes d'une succession de guerres, de conflits internes et de catastrophes naturelles récurrentes, en particulier de sécheresses. Nombreux sont ceux qui ont noué des liens étroits en Iran et au Pakistan.

La poursuite de la migration est motivée par une quête de stabilité, elle-même mue par des facteurs économiques et l'insécurité alimentaire

Bien que le moteur initial de la migration diffère selon les contextes, les migrants recherchent la même chose: la sécurité et la capacité de subvenir aux besoins de leur famille. La poursuite de la migration est motivée par un désir commun de stabilité. La

sécurité économique et la sécurité alimentaire sont des facteurs essentiels qui poussent les migrants à continuer leur périple.

La décision de rejoindre d'autres destinations tient en grande partie à la situation dans les pays de transit. Dans les pays voisins de la Syrie, par exemple, environ la moitié des réfugiés syriens du Liban et de Jordanie voulaient partir ailleurs, tandis qu'un quart seulement des Syriens de Turquie envisageaient de quitter le pays. Ce phénomène s'explique en partie par l'accès au travail, par le volume d'assistance fournie et la perception éventuelle des migrants comme un fardeau pour les services sociaux et les services publics locaux. En Libye, la détérioration récente de la situation a provoqué une augmentation des départs de travailleurs migrants pourtant bien intégrés jusque-là, comme dans le cas des migrants bangladais.

Parmi les autres facteurs de poursuite de la migration, on citera la possession d'un niveau minimum de ressources pour payer le voyage, le niveau d'éducation ou le capital humain et les aspirations associées ainsi que l'origine ethnique.

L'utilisation des nouvelles technologies et des médias sociaux a révolutionné les flux d'information

L'accès aux nouvelles technologies ainsi que l'essor et l'utilisation des médias sociaux ont révolutionné la portée de la migration, le rythme auquel elle

se produit et la façon dont elle est organisée. Les migrants ont ainsi, pour éclairer leurs choix et leurs décisions, un accès quasi-parfait aux informations sur les voies de migration, les réseaux de passeurs, les coûts, les risques et les avantages attendus. Ce point a des implications majeures pour les responsables de l'élaboration des politiques et les acteurs humanitaires qui doivent trouver les réponses appropriées.

5.2 Recommandations

L'étude a permis de constater que la sécurité alimentaire était l'un des facteurs essentiels influant sur la migration internationale. Ce constat a d'importantes implications pour le PAM et l'ensemble de la communauté d'aide humanitaire. Les recommandations suivantes s'adressent à tous les acteurs participant à la préparation et à la réponse à la migration internationale, dans le but de s'attaquer aux causes profondes et aux conséquences de la migration.

- Il faut adopter une approche en deux volets pour s'attaquer aux causes profondes de la migration à la faveur d'un engagement politique et d'un dialogue au plus haut niveau, tout en continuant de fournir une aide humanitaire adéquate et un passage sûr aux personnes les plus touchées et les plus vulnérables. L'une des principales demandes des communautés de réfugiés consiste à solliciter l'aide internationale pour mettre fin aux hostilités afin qu'elles puissent rentrer chez elles et commencer le processus de reconstruction de leur vie et de reconstitution de leurs moyens d'existence. Leur principale préoccupation est d'éviter de perdre une génération, car les enfants grandissent sans bénéficier des services de base, et notamment sans éducation.
- Il faut investir plus dans le renforcement des moyens d'existence et de la sécurité alimentaire dans les pays d'origine et les pays voisins accueillant des réfugiés. L'appui apporté aux zones limitrophes des pays d'origine est moins coûteux et procure des avantages sociaux à long terme lorsque la situation dans ces pays se stabilise.
- Il faut aider les personnes vulnérables au sein des communautés hôtes. De nombreuses communautés de pays à faible revenu et à revenu intermédiaire ont accueilli un nombre disproportionné de réfugiés sur des périodes prolongées, ce qui a lourdement pesé sur leurs infrastructures et leurs services publics. Cette situation attise l'hostilité à l'égard des communautés de réfugiés et entretient les conflits, lesquels ne peuvent que s'intensifier à mesure que s'aggrave la perturbation des services d'appui.
- Il faut recommander l'adoption de mesures multilatérales aux responsables de l'élaboration des politiques et autres parties prenantes pour gérer les migrations. Grâce aux technologies mobiles et aux médias sociaux, les migrants ont pleinement accès à l'information pour adapter leurs décisions. La mise en œuvre d'une politique homogène au sein de l'Union européenne, qui harmonise les critères, les prestations, la durée et les principes généraux de la prise en charge des réfugiés contribuera à réduire la préférence de ces derniers pour certains pays. L'initiative en cours de l'Union européenne en faveur de l'élaboration d'une stratégie commune d'action externe en matière de migration et la Déclaration des Nations Unies pour les réfugiés et les migrants nécessiteront des investissements bénéficiant d'éclairages et de données factuelles supplémentaires pour trouver des moyens plus efficaces de relever les défis que pose l'émigration.
- Il faut sensibiliser les responsables de l'élaboration des politiques et le public à la forte hétérogénéité des trajectoires des migrants. Les hypothèses simplistes classant certaines nationalités parmi les migrants économiques sont souvent erronées, comme cela est apparu clairement dans le cas des Afghans ayant quitté leur pays pour toutes sortes de raisons. Il s'agit également ici de produire davantage de données factuelles sur la dynamique migratoire dans des pays tiers tels que la Libye et l'Iran, qui accueillaient auparavant de nombreux travailleurs migrants et qui sont devenus aujourd'hui une passerelle majeure vers l'Europe.
- Il faut entreprendre des travaux de recherche supplémentaires sur la dynamique de la migration internationale pour comprendre les interactions entre l'insécurité alimentaire, les conflits et d'autres facteurs qui poussent les gens à partir de chez eux. Il peut être très éclairant de mieux saisir la façon dont les processus de prise de décisions des réfugiés et des migrants ont changé avec l'accès aux technologies mobiles et aux médias sociaux. De fait, mieux comprendre la façon dont les migrants internationaux accèdent aux données en temps réel et les exploitent permettra d'éclairer les interventions menées pour faire face aux déplacements de populations à grande échelle et offrira un bon moyen de communiquer avec des personnes considérées auparavant comme difficiles à atteindre.

Annexes

Annexe I.A: Modèle

Cette étude utilise un modèle d'utilité¹⁴ aléatoire élaboré par Kirchoff et Ibanez (2001) et Ibanez et Velez (2008), qui a ensuite été adapté par Naudé (2008). Les deux premières études ont appliqué le modèle aux déplacements de populations en Colombie provoqués par les violences dans le pays, tandis que la troisième l'a étendu en intégrant la dégradation rapide de l'environnement naturel et les catastrophes parmi les causes de migration forcée. Cette dernière étude portait sur la migration internationale dans les seuls pays d'Afrique subsaharienne. La présente étude élargit l'application du modèle en utilisant des indicateurs relatifs à la sécurité alimentaire considérée comme un catalyseur de la migration internationale, et met davantage l'accent sur la migration nette négative et les réfugiés cherchant asile à l'étranger à l'échelle mondiale.

Le modèle s'appuie sur un cadre conceptuel qui fait reposer les décisions de migrer des individus ou des ménages non seulement sur les avantages économiques nets de la migration, mais aussi sur les menaces pour la sécurité humaine¹⁵ susceptibles de se faire jour en raison de facteurs économiques (dont la sécurité alimentaire) et démographiques et de facteurs liés aux conflits, aux catastrophes naturelles et au changement environnemental. Ces facteurs peuvent entraîner une migration volontaire ou forcée. Les migrants volontaires sont souvent motivés par des facteurs économiques, comme de meilleures possibilités d'emploi et la sécurité alimentaire, alors que les migrations forcées – mouvement des réfugiés ou des personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays – sont provoquées par des conflits et des catastrophes naturelles ou environnementales, parmi lesquelles la sécheresse, la famine, les tremblements de terre et les tsunamis.

Les facteurs conduisant à la migration internationale volontaire et/ou forcée dans un contexte composé de deux pays pourraient être exprimés comme suit: on suppose que les pays *m* et *s* comprennent des ménages ou des individus qui migrent de *s* vers *m* et vice versa. Le modèle part de l'hypothèse que les intéressés migrent si l'utilité¹⁶ de migrer est supérieure à l'utilité de rester dans le pays où ils se trouvent (Naudé, 2008:8). Dans un contexte à deux pays, les ménages ou les individus du pays *s* migreront vers *m* si:

$$U_{im} > U_{is} \quad (1):$$

où U_{im} est l'utilité indirecte de migrer vers le pays *m* et U_{is} l'utilité indirecte de rester dans le pays *s*.

Étant donné que le modèle d'utilité aléatoire comprend des composantes déterministes et des composantes d'effet aléatoire (Ibanez et Velez 2008), le modèle d'utilité aléatoire dans l'équation (1) peut être exprimé ainsi:

$$U_{im} = N_{im} + \varepsilon_{im}; \& U_{is} = N_{is} + \varepsilon_{is} \quad (2):$$

où N_{im} et N_{is} sont des composantes déterministes et ε_{im} et ε_{is} des composantes d'effet aléatoire du modèle d'utilité aléatoire.

La décision des individus ou des ménages de migrer est influencée en grande partie par des composantes déterministes du modèle d'utilité aléatoire (Naudé 2008:8). Entre autres composantes, on citera les salaires relatifs ou les possibilités de revenu dans les deux pays (différence entre W_{im} et W_{is}), le coût de la migration (C_{im}), l'aversion des ménages pour le risque (R_{im}), le coût associé au franchissement de frontières internationales (B_{im}), ainsi que l'accès par l'intermédiaire des réseaux sociaux à des informations de base susceptibles d'abaisser les coûts et/ou de réduire les risques, qui est exprimé par une fonction de l'émigration internationale retardée (L_{im}). En outre, les décideurs pourraient aussi comparer le niveau de sécurité alimentaire (différence entre F_{im} et F_{is}) avec l'instabilité politique/les conflits violents, et avec les aléas naturels/catastrophes (différence entre H_{im} et H_{is}).

¹⁴ Un modèle d'utilité aléatoire comprend des composantes déterministes, calculées au moyen de variables observables, et des composantes d'erreurs stochastiques non observées.

¹⁵ Combinaison des menaces associées à la guerre, au génocide et au déplacement de populations à cause de violences ou par crainte de violences.

¹⁶ L'utilité dans ce contexte comprend la sécurité humaine.

Certains de ces indicateurs pourraient aussi être influencés par d'autres indicateurs. Ainsi, les possibilités de revenu dans un pays pourraient être perturbées par la dégradation durable et progressive de l'environnement ou la raréfaction des ressources environnementales (Ns) et la pression démographique (taille et croissance) (Ds). Ces indicateurs représentent les contraintes s'exerçant sur l'environnement et la pression démographique dans un pays, $W_{is} = W_{is} (Ns Ds)$ (Naudé 2008). La décision de migrer pourrait donc être influencée, entre autres facteurs, par les stratégies de subsistance, l'égalité des revenus, le taux d'accroissement de la population, les liens entre milieux ruraux et urbains ou encore les politiques publiques telles que les régimes fonciers. Néanmoins, la présente étude ne tient pas compte de certaines de ces variables, soit à cause de problèmes de multicollinéarité, soit faute de données appropriées.

La fonction d'utilité aléatoire déterministe des individus, i , dans un pays, j ($j = m, s$), peut ensuite être exprimée comme suit (voir aussi Ibanez et Velez 2008; et Naudé 2008):

$$N_{ij} = \alpha W_{ij} + \beta C_{ij} + \varphi P_{ij} + \mu F_{ij} + \lambda H_{ij} + \eta R_{ij} + \gamma B_{ij} + \phi L_{ij} \quad (3):$$

La probabilité pour un ménage ou un individu, i , de migrer d'un pays s vers un pays m à un moment donné, t , est indiquée comme suit

$$Prob_{it} (migration) = Prob_t (\alpha W_{imt} + \beta C_{imt} + \varphi P_{imt} + \mu F_{imt} + \lambda H_{imt} + \eta R_{imt} + \gamma B_{imt} + \phi L_{imt}) > \alpha W_{ist} + \beta C_{ist} + \varphi P_{ist} + \mu F_{ist} + \lambda H_{ist} + \eta R_{ist} + \gamma B_{ist} + \phi L_{ist} \quad (4):$$

On peut obtenir l'émigration attendue totale du pays s vers le pays m par agrégation de tous les N -individus ou ménages, i , dans le pays s à un moment donné quelconque, t .

$$N_s^m = \sum_{i=1}^N prob_{st} (migration) \quad (5):$$

De même, l'émigration totale prévue du pays m vers le pays s est aussi indiquée comme suit:

$$N_m^s = \sum_{i=1}^N prob_{mt} (migration) \quad (6):$$

Le taux net de migration prévu dans un pays quelconque j ($j = s, m$) sera indiqué comme suit:

$$M_j^n = M_s^m - M_m^s = M^n (W, C, P, F, H, R, B) \quad (7)$$

Si $M_j^n > 0$ le pays, j , enregistrera une immigration nette (immigration supérieure à l'émigration), et si $M_j^n < 0$, le pays enregistrera une émigration nette (émigration supérieure à l'immigration).

La présente étude porte principalement sur l'émigration nette, ou migration nette négative; $M_j^n < 0$.

Plusieurs déterminants variables dans le temps ou à effet fixe de la migration nette négative pourraient être utilisés dans le modèle de l'équation (7).

Les composantes variables dans le temps sont les variables qui évoluent sur la durée, telles que les perspectives économiques (W), le coût de la migration (C), la pression démographique (N), les contraintes s'exerçant sur l'environnement (D), les indicateurs relatifs à l'insécurité alimentaire (F), les variables concernant les conflits et l'instabilité politique (P), les aléas naturels (H) ainsi que l'aversion pour le risque (R). Les déterminants invariables dans le temps sont les variables qui ne changent pas sur la durée, telles que le franchissement de frontières internationales (B) et d'autres caractéristiques nationales à effet fixe d'ordre géographique ou institutionnel.

Annexe I.B: Données

Les indicateurs du développement dans le monde de la Banque mondiale fournissent des données sur la migration nette et les départs de migrants de 323 pays ou régions d'origine¹⁷. La présente étude concerne 88 de ces pays ou régions d'origine ayant enregistré une migration nette négative au moins une fois au cours d'un intervalle de cinq ans durant la période 1990-2015 ainsi que ceux ayant connu des problèmes de sous-alimentation pendant la même période; 67 d'entre eux avaient enregistré une migration nette négative au cours de tous les intervalles. En outre, les départs de réfugiés ont été analysés pour 125 pays ou régions d'origine.

L'année 1990 sert d'année de référence, et les données sont ensuite mesurées par intervalles de cinq ans pour des questions de disponibilité de la plupart des variables utilisées dans l'analyse. Plus important encore, les pays ont commencé à communiquer des données relatives à la sous-alimentation depuis le début de l'année 1990, mais uniquement à intervalles de trois ou cinq ans. Par conséquent, les variables restantes sont agrégées ou rapportées à une moyenne calculée par intervalles de cinq ans. La migration nette négative et les départs de migrants, ainsi que l'incidence des conflits armés et des catastrophes naturelles, sont agrégés sur ces intervalles de cinq ans, tandis que les valeurs moyennes du PIB par habitant et de la croissance du PIB sont calculées sur cinq ans pendant les mêmes périodes. Les chiffres de fin de chaque intervalle de cinq ans sont également utilisés pour certaines variables telles que la population, car il s'agit de valeurs cumulées.

Annexe I.C: Stratégies d'estimation et résultats

L'analyse reposant sur des données de panel mondiales par intervalles de cinq ans entre 1990 et 2015, l'équation (7) peut être exprimée sous une forme plus explicite, comme suit:

$$m_{jt} = x_{jt} \beta + c_j + u_{jt}; \quad j = 1, \dots, N; \quad t = 2, \dots, T \quad (8)$$

où m_{jt} est la migration nette pour 1 000 habitants au départ du pays j sur la période t ; x_{jt} est un vecteur $1 \times K$ des variables explicatives, c_j est une caractéristique nationale invariable dans le temps non observée et u_{jt} est un terme d'erreur aléatoire distribué de manière indépendante et identique (i.i.d).

L'estimateur de panel dynamique, plus précisément l'"estimateur GMM de système" (GMM, méthode des moments généralisés) est l'option retenue pour cette analyse, car cet outil traite de plusieurs problèmes économétriques qui peuvent survenir dans l'équation (8) si des estimateurs linéaires types tels que des moindres carrés ordinaires et des doubles moindres carrés sont utilisés. Premièrement, les caractéristiques nationales invariables dans le temps non observées (c_j) peuvent être corrélées avec des variables explicatives ou entraîner des biais de variables omises. Deuxièmement, il peut se produire une causalité inversée entre la migration nette et certains de ses déterminants (Naudé 2008:13). Par exemple, la pression démographique peut entraîner une émigration, mais l'émigration pourrait servir à soulager la pression démographique lors d'une période ultérieure. De la même façon, la migration nette peut avoir une incidence sur les perspectives économiques en influant sur la croissance du PIB du fait de l'évolution de la main-d'œuvre qualifiée. Troisièmement, il se produit un processus dynamique lié à la migration elle-même; le niveau antérieur de migration peut influencer sur le niveau actuel en raison soit d'effets de persistance (réseaux, ou "famille et amis"), soit d'une instabilité (migrants de retour). Il est possible de rendre compte du processus dynamique lié à la migration elle-même au moyen de valeurs retardées de la migration dans l'équation de l'estimation.

L'équation (8) peut être réécrite au format dynamique de la façon suivante dans le modèle AR(1):

$$m_{jt} - m_{jt-1} = \Delta m_{jt} = \gamma_t + \alpha m_{jt-1} + x_{jt} \beta + c_j + u_{jt} \quad (9)$$

Elle pourrait être présentée sous une forme plus pratique ainsi:

$$m_{jt} = \gamma_t + (\alpha + 1) m_{jt-1} + x_{jt} \beta + c_j + u_{jt} \quad (10)$$

L'utilisation de la différence première dans l'équation (10) peut supprimer les composantes invariables dans le temps et éliminer les sources potentielles de biais de variables omises dans l'estimation.

$$\Delta m_{jt} = \Delta \gamma_t + (\alpha + 1) \Delta m_{jt-1} + \Delta x_{jt} \beta + \Delta u_{jt} \quad (11)$$

¹⁷ Les données de la Banque mondiale relatives à la migration nette sont organisées par pays et concernent aussi certaines zones ou régions à l'intérieur de ces pays;

où Δm_{jt} est la différence de migration nette sur la période, et $\Delta \gamma_t$ correspond aux constantes propres à la période, comme indiqué plus haut.

Indépendamment de cela, le fait de prendre la différence première dans l'équation (11) introduit un autre problème, car les régresseurs seront corrélés avec le terme de l'erreur (par exemple, Δm_{jt-1} dépendra de u_{jt-1}). Ce problème sera neutralisé en utilisant des variables instrumentales pour neutraliser les régresseurs endogènes. Arellano et Bond (1991) proposent d'utiliser les niveaux retardés des régresseurs (par ex., m_{jt-k}) comme instruments pour neutraliser les problèmes d'endogénéité — et dériver un estimateur GMM en différence.

Par la suite, il a été démontré que lorsque le nombre d'intervalles de temps retenu était relativement faible, les niveaux retardés des régresseurs pouvaient ne pas être des instruments efficaces pour les variables différenciées, surtout si ces dernières suivaient une trajectoire aléatoire (Bond, Hoeffler et Temple 2001).

À la suite des contributions de Arellano et Bover (1995) et de Blundell et Bond (1998), il est aujourd'hui habituel d'utiliser un estimateur GMM en système, qui ajoute à l'équation en différence dans (11), une équation supplémentaire en niveaux, avec les instruments en premières différences. L'estimateur GMM en système consiste donc à estimer les deux (en niveaux), en utilisant des différences retardées (par ex., Δm_{jt-k}) comme instruments, et (ce qui se trouve en différences premières), en utilisant des niveaux retardés (par ex., m_{it-j}) comme instruments (voir Arellano et Bover 1995; Blundell et Bond 1998). L'un des avantages de cette approche par opposition à l'estimateur GMM en différence est qu'il est désormais possible d'inclure des régresseurs invariables dans le temps qui seraient autrement écartés (Roodman 2008). Le tableau A3.1 présente les facteurs de la migration internationale utilisant des données d'un panel dynamique sur la période 1990-2015 dans le cadre de trois stratégies d'estimation (estimation en une étape, estimation robuste en une étape et estimation en deux étapes)¹⁸. Les résultats sont fournis pour les pays ou les régions d'origine qui ont enregistré une migration nette négative au moins une fois au cours des intervalles de cinq ans de ces 25 dernières années (panel non équilibré) ainsi que pour les pays qui ont connu une migration nette négative sur l'ensemble de la période considérée (panneau équilibré). En outre, l'analyse du diagnostic exposée au bas de chaque tableau indique que la spécification générale est fiable: le nombre d'instruments ne dépasse pas le nombre de groupes, le test de Sargan pour la suridentification des restrictions appliquées aux instruments ne peut pas rejeter l'hypothèse nulle selon laquelle ces restrictions sont valides, et le test de Arellano-Bond ne peut pas rejeter l'hypothèse nulle selon laquelle il n'existe pas d'autocorrélations de second ordre.

¹⁸ Contrairement aux estimations en une étape, les estimations robustes en une étape corrigent les estimateurs robustes de la matrice de covariance des paramètres estimés. Les estimateurs robustes en une étape et les estimateurs en deux étapes sont tous des estimateurs convergents, mais les seconds sont plus efficaces asymptotiquement, car ils utilisent les procédures de correction d'échantillons finis élaborées par Windmeijer (2005) comme matrices de pondération.

Tableau A3.1: Émigration nette pour 1 000 habitants;
estimations GMM en système, 1990-2015

	Panel non équilibré			Panel équilibré		
	En une étape (1)	Robuste en une étape(2)	En deux étapes(3)	En une étape (1)	Robuste en une étape(2)	En deux étapes(3)
Ordonnée à l'origine	- 2,153 (2,142)	- 2,153 (2,972)	- 1,226 (1,655)	- 3,521 (2,493)	- 3,521 (3,635)	- 3,308** (1,620)
Émigration nette (valeur retardée)	- 0,235*** (0,061)	- 0,235*** (0,063)	- 0,231*** (0,040)	- 0,220*** (0,068)	- 0,220*** (0,077)	- 0,188*** (0,030)
PIB par habitant	1,818** (0,743)	1,818* (0,970)	0,971 (0,592)	2,068*** (0,779)	2,068* (1,156)	1,385** (0,607)
Croissance du PIB	1,120** (0,475)	1,120* (0,627)	0,670* (0,344)	1,428*** (0,529)	1,428** (0,656)	1,050*** (0,327)
Croissance du PIB (valeur retardée)	0,218 (0,247)	0,218 (0,562)	- 0,088 (0,180)	0,125 (0,273)	0,125 (0,703)	0,084 (0,142)
Population (valeur retardée)	- 0,191** (0,089)	- 0,191** (0,073)	- 0,169*** (0,041)	- 0,144 (0,091)	- 0,144* (0,075)	- 0,138*** (0,028)
Sous-alimentation (valeur retardée)	- 1,567*** (0,360)	- 1,567* (0,869)	- 1,162*** (0,328)	- 1,956*** (0,415)	- 1,956* (1,111)	- 1,510*** (0,342)
Incidence des conflits armés	- 2,071* (1,147)	- 2,071** (0,975)	- 1,719*** (0,513)	- 1,793 (1,102)	- 1,793* (1,054)	- 1,718*** (0,363)
Incidence des catastrophes naturelles	- 0,017 (0,071)	- 0,017 (0,030)	- 0,024** (0,011)	- 0,043 (0,075)	- 0,043 (0,029)	- 0,035*** (0,008)

Diagnostic

Nombre d'observations	233	233	233	200	200	200
Nombre de groupes	88	88	88	67	67	67
Nombre d'instruments	39	39	39	39	39	39

*p<0,1; **p<0,05; ***p<0,01; Note: erreurs types robustes entre parenthèses.

Test de Sargan pour la suridentification des restrictions; panel non équilibré: χ^2 (28) = 48,17; Prob > χ^2 = 0,019; et panel équilibré: χ^2 (28) = 28,75; Prob > χ^2 = 0,451

Test de Hansen pour la suridentification des restrictions; panel non équilibré: χ^2 (28) = 24,81; Prob > χ^2 = 0,638; t panel équilibré: χ^2 (28) = 23,97; Prob > χ^2 = 0,552

Test de Arellano-Bond pour l'autocorrélation en différences premières: $z = 0,70$; Pr > $z = 942$; $z = 0,59$; Pr > $z = 0,552$

Tableau A3.2: Réfugiés pour 1 000 habitants:
Estimations GMM en système, 1990-2015

	En une étape (1)	Robuste en une étape (2)	En deux étapes (3)
Ordonnée à l'origine	0,191 (0,160)	0,191 (0,192)	0,103 (0,137)
Logarithme du nombre de réfugiés (valeur retardée)	0,272*** (0,065)	0,272*** (0,079)	0,247*** (0,053)
Logarithme du PIB par habitant	0,074 (0,150)	0,074 (0,198)	- 0,273** (0,137)
Logarithme de la croissance du PIB	0,054 (0,099)	0,054 (0,114)	0,186** (0,084)
Logarithme de la croissance du PIB (valeur retardée)	- 0,193*** (0,067)	- 0,193** (0,089)	- 0,019 (0,061)
Logarithme de la population (valeur retardée)	0,731 (1,068)	0,731 (1,174)	0,230 (0,913)
Logarithme du nombre de personnes sous-alimentées (% des populations) (valeur retardée)	1,899*** (0,577)	1,899** (0,792)	1,521*** (0,557)
Incidence des conflits armés (>=25 morts)	0,397*** (0,147)	0,397** (0,193)	0,160 (0,108)
Incidence des catastrophes naturelles	- 0,015 (0,011)	- 0,015 (0,017)	- 0,003 (0,013)
Diagnostic			
Nombre d'observations	355	355	355
Nombre de groupes	125	125	125
Nombre d'instruments	30	30	30

*p<0,1; **p<0,05; ***p<0,01; Note: erreurs types robustes entre parenthèses.

Test de Sargan pour la suridentification des restrictions au niveau mondial: χ^2 (19) = 59,74; Prob > χ^2 = 0,000

Test de Hansen pour la suridentification au niveau mondial: χ^2 (19) = 25,63; Prob > χ^2 = 0,141

Test de Arellano-Bond pour l'autocorrélation de second ordre en différences premières au niveau mondial: z = - 0,99; Pr > z = 0,320

Tableau A3.3: Réfugiés pour 1 000 habitants par type de conflit armé:
Estimations GMM en différence/système, 1990-2015

	En une étape (1)	Robuste en une étape (2)	En deux étapes (3)
Logarithme du nombre de réfugiés (valeur retardée)	0,225*** (0,031)	0,225** (0,092)	0,209*** (0,026)
Conflit extrasystémique ayant fait au moins 25 morts pendant les combats	0,000 (0,000)	0,000 (0,000)	0,000 (0,000)
Conflit extrasystémique ayant fait au moins 25 morts pendant les combats (valeur retardée)	0,000 (0,000)	0,000 (0,000)	0,000 (0,000)
Conflit inter-États ayant fait au moins 25 morts pendant les combats	0,051 (0,161)	0,051 (0,097)	0,118 (0,106)
Conflit inter-États ayant fait au moins 25 morts pendant les combats (valeur retardée)	- 0,030 (0,149)	- 0,030 (0,112)	- 0,041 (0,039)
Conflit interne ayant fait au moins 25 morts pendant les combats	0,035* (0,020)	0,035 (0,048)	0,035*** (0,013)
Conflit interne ayant fait au moins 25 morts pendant les combats (valeur retardée)	0,136*** (0,022)	0,136*** (0,035)	0,135*** (0,017)
Conflit interne internationalisé ayant fait au moins 25 morts pendant les combats	0,283*** (0,055)	0,283*** (0,087)	0,346*** (0,031)
Conflit interne internationalisé ayant fait au moins 25 morts pendant les combats (valeur retardée)	0,201*** (0,037)	0,201*** (0,059)	0,190*** (0,022)

Diagnostic

Nombre d'observations	564	564	564
Nombre de groupes	188	188	188
Nombre d'instruments	36	36	36

*p<0,1; **p<0,05; *** p<0,01; Note: erreurs types robustes entre parenthèses.

Test de Sargan pour la suridentification des restrictions au niveau mondial: χ^2 (22) = 56,24; Prob > χ^2 = 0,000

Test de Hansen pour la suridentification au niveau mondial: χ^2 (19) = 14,64,5; Prob > χ^2 = 0,007

Test de Arellano-Bond pour l'autocorrélation de second ordre en différences premières au niveau mondial: z = - 0,74; Pr > z = 0,459

Tableau A3.4: Résultats des régressions Probit relatives aux risques de conflits armés, 1990-2015

	Coefficient (SD. E)
Ordonnée à l'origine	- 1,566*** (0,330)
Migration nette	0,001 (0,001)
Proportion de personnes sous-alimentées (% de la population totale)	0,024*** (0,004)
Incidence des catastrophes naturelles (1=oui)	0,416* (0,286)
PIB par habitant	- 0,018** (0,007)
Croissance du PIB	0,021 (0,014)
Pseudo R2	0,1216

*p<0,1; **p<0,05; *** p<0,01; Note: erreurs types robustes entre parenthèses.

Tableau A3.5: Intensité des conflits armés; Estimations GMM en système, 1990-2015

	En une étape (1)	Robuste en une étape (2)	En deux étapes (3)
Cons	- 0,459* (0,253)	- 0,459 (0,437)	- 0,098 (0,103)
Incidence des conflits armés (>=-25 morts) (valeur retardée)	- 0,363* (0,201)	- 0,363 (0,219)	- 0,387*** (0,073)
Incidence des catastrophes naturelles (en chiffres absolus)	0,023* (0,012)	0,023 (0,028)	0,006 (0,009)
PIB par habitant	0,073 (0,085)	0,073 (0,127)	- 0,024 (0,037)
Croissance du PIB	- 0,005 (0,054)	- 0,005 (0,072)	- 0,018 (0,013)
Proportion de personnes sous-alimentées (% de la population totale)	0,028 (0,029)	0,028 (0,035)	0,023** (0,011)
Émigration nette (valeur retardée)	0,010 (0,006)	0,010* (0,005)	0,004** (0,002)
Diagnostic			
Nombre d'observations	232	232	232
Nombre de groupes	88	88	88
Nombre d'instruments	39	39	39

*p<0,1; **p<0,05; *** p<0,01; Note: erreurs types robustes entre parenthèses.

Test de Sargan pour la suridentification des restrictions au niveau mondial: $\chi^2(30) = 22,53$; Prob > $\chi^2 = 0,834$

Test de Hansen pour la suridentification au niveau mondial: $\chi^2(30) = 22,35$; Prob > $\chi^2 = 0,841$

Test de Arellano-Bond pour l'autocorrélation de second ordre dans les différences premières au niveau mondial: $z = 1,10$; Pr > $z = 0,273$

Références

- Adepoju, A. (2008). Migration and social policy in sub-Saharan Africa.
- Angenendt, S., Koch, A., Meier, A., et Annekochswp-berlinorg, A. K. (2016). Development cooperation and addressing "root causes", (mai), 29-30.
- Arellano, M., et Bover, O. (1995). Another look at the instrumental variable estimation of erro-components model. *Journal of Econometrics*, 68(29–51), 29–51.
- Blundell, R., et Bond, S. (1998). Initial conditions and moment restrictions in dynamic panel data models, 87.
- Brinkman, H., et Hendrix, C. S. (2011). Food Insecurity and Violent Conflict : Causes , Consequences , and Addressing the Challenges. *Challenges*, (juillet), 1–28. Récupéré à l'adresse: <http://documents.wfp.org/stellent/groups/public/documents/newsroom/wfp238358.pdf>
- Collier, P. (2009). *War, guns and votes: Democracy in dangerous places*. New York: HarperCollins Publishers.
- Collier, P. (2013). *Exodus : how migration is changing our world (First)*. New York, Londres: Oxford University press.
- Collier, P., et Hoeffler, A. (2004). Greed and Grievance in Civil War Greed. *Oxford Economic Papers*, 56, 563–595. <http://doi.org/10.1093/oep/gpf064>
- Crisp, J. (2006). Forced displacement in Africa: Dimensions, difficulties, and policy directions. *Refugee Survey Quarterly*, 29(3), 1–27. <http://doi.org/10.1093/rsq/hdq031>
- Deng, L. B. (2002). *Confronting Civil War: a Comparative Study of Household Assets Managment in Southern Sudan*.
- Deng, L. B. (2008). Are non-poor households always less vulnerable? The case of households exposed to protracted civil war in Southern Sudan. *Disasters*, 32(3), 377–398.
- CEA. (2006). *The Demographic Profile of African Countries*.
- FAO PAM. (2010). *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde. Combattre l'insécurité alimentaire lors des crises prolongées*. Notes. <http://doi.org/10.1519/JSC.0b013e3181b8666e>
- Hatton, T. J., et Williamson, J. G. (2004). *International Migration in the Long Run: Positive Selection, Negative Selection, and Policy*. *Labor Mobility and the World Economy*. Récupéré à l'adresse: http://dx.doi.org/10.1007/978-3-540-31045-7_1
- Ibáñez, A. M., et Vélez, C. E. (2008). Civil Conflict and Forced Migration: The Micro Determinants and Welfare Losses of Displacement in Colombia. *World Development*, 36(4), 659–676. <http://doi.org/10.1016/j.worlddev.2007.04.013>
- OIM (2015). *Etat de la migration dans le monde 2015 – Les migrants et les villes: de nouveaux partenariats pour gérer la mobilité*.
- Kirchhoff, S et A.M. Ibanez. (2001). *Displacement Due to Violence in Colombia: Determinants and Consequences at the Household Level*. ZEF Discussion Paper n° 41.
- Lucas, R. E. B. (2006). Migration and Economic Development in Africa: A Review of Evidence. *Journal of African Economies*, 15(Supplement 2), 337–395. <http://doi.org/10.1093/jafeco/ejl032>
- Melander, E. (2015). *Organized Violence in the World 2015*. Récupéré à l'adresse: http://www.pcr.uu.se/digitalAssets/61/61335_3brochure2.pdf
- Mufukidze, J. (2006). A discussion of migration and migration patterns and flows in Africa. In *Views on migration in Sub-Saharan Africa: Proceedings of an African Migration Alliance Workshop* (pp. 103–129). Récupéré à l'adresse: <http://www.hsra.ac.za/en/research-data/view/2604>
- Naudé, W. (2008). *Conflict, Disasters and No Jobs: Reasons for international migration from sub-Saharan Africa*. Document de recherche, Université des Nations Unies-WIDER, (85).
- Pettersson, T., et Wallensteen, P. (2015). *Armed conflicts, 1946-2014*. *Journal of Peace Research*, 52(4), 536–550. <http://doi.org/10.1177/0022343315595927>

Roodman, B. D. (2008). A note on the Theme of Too Many Instruments. Center for Global Development.

Sachs, J. D. (2016). Toward an International Migration Regime †. *American Economic Review*, 106(5), 451–455. <http://doi.org/10.1257/aer.p20161064>

Snorek, J., Sibson, V., et Jeal, J. A. (2016). Labouring in a Conflict Zone : Lucrative but Dangerous Prospects for Niger's Migrants in Libya. Research GATE.

ONU. (2016). International Migration Report 2015.

DAES. (2015). World Population Prospects:

The 2015 Revision.

HCR. (2016). Global forced displacement hits record high. Récupéré le 11 novembre 2016, à l'adresse: <http://www.unhcr.org/news/latest/2016/6/5763b65a4/global-forced-displacement-hits-record-high.html>

UNU-WIDER. (2016). How should the international community respond to migration and refugees? Blog. Récupéré le 11 novembre 2016, à l'adresse: <https://www.wider.unu.edu/publication/how-should-international-community-respond-migration-and-refugees>.

PAM. (2015). Faim sans frontières. The Hidden Links between Food Insecurity, Violence and Migration in the Northern Triangle of Central America.

PAM – Bureau régional du Caire. (2016). Food Security Outcome Trends among Syrian Refugees. Based on Post-Distribution Monitoring data collected in Jordan, Lebanon, Turkey, Iraq and Egypt in quarter 1 (January – March 2016).

Windmeijer, F., (2005). A Finite Sample Correction for the Variance of Linear Efficient Two--Steps Gmm Estimators. *Journal of Econometrics*, 126, 25–51.

Banque mondiale. (2011). Migration and Remittances FACTBOOK 2011.

Banque mondiale. (2016). Forcibly Displaced: Toward a Development approach supporting refugees, the internally displaced and their host. <http://doi.org/10.1596/978-1-4648-0938-5>

Banque mondiale. (2016). Migration and Remittances. <http://doi.org/10.1080/17441730.2013.785721>

Crédits photographiques

Page 2: PAM/Dina El Kassaby; Page 4: PAM/Diego Fernandez; Page 5: PAM/Dina El Kassaby; Page 6: PAM/Rein Skullerud; Page 7: PAM/Alessandro Pavone; Page 8: PAM/Silke Buhr; Page 10: PAM/Inger Marie Vennize; Page 11: PAM/Kamrul Mithon; Page 12: PAM/Michael Tewelde; Page 13: PAM/Michael Tewelde; Page 15: PAM/Diego Fernandez; Page 17: PAM/Jonny Hogg; Page 18: PAM/Hussam Al Saleh; Page 20: PAM/Kamrul Mithon; Page 21: PAM/Kabir Dhanji; Page 23: PAM/Kabir Dhanji; Page 25: PAM/Kabir Dhanji; Page 27: HCR/Pavlos Avagianos; Page 29: PAM/Dina El Kassaby; Page 30: PAM/Dina El Kassaby; Page 32: PAM/Jonny Hogg; Page 34: PAM/Hussam Al Saleh; Page 38: PAM/Dina El Kassaby; Page 41: PAM/Dina El Kassaby; Page 42: PAM/Eoin Casey; Page 44: PAM/Eoin Casey; Page 46: PAM/Eoin Casey; Page 48: HCR/Pavlos Avagianos; Page 50: PAM/Amadou Baraze; Page 52: PAM/Simon Crittle; Page 55: HCR/Francesco Malavolta; Page 56: UNHCR/Francesco Malavolta; Page 59: PAM/Kabir Dhanji; Page 60: PAM/Michael Tewelde; Page 61: PAM/Kabir Dhanji; Page 62: PAM/Diego Fernandez; Page 63: PAM/Mohammed Al Bahbahani; Page 75: PAM/Alexis Masciarelli.



Le Programme alimentaire mondial a entrepris cette étude pour déterminer le rôle que la sécurité alimentaire et d'autres facteurs jouent dans la migration transfrontalière. En complément de travaux de recherche quantitatifs et qualitatifs, les auteurs ont donné la parole à des migrants originaires de dix pays différents. Les témoignages sont tirés d'entretiens qui se sont déroulés en Turquie, en Jordanie, au Liban, en Italie et en Grèce.

L'étude du PAM a révélé que les pays où les niveaux d'insécurité alimentaire et d'incidence des conflits armés sont les plus élevés sont ceux qui enregistrent l'émigration de réfugiés la plus forte. Les auteurs ont également constaté qu'une fois qu'un migrant a entamé son périple, la sécurité alimentaire et la sécurité économique jouent un rôle considérable dans sa décision de poursuivre sa route ou de s'installer dans un endroit en particulier.

Les auteurs formulent des recommandations à l'intention des responsables de l'élaboration des politiques et des organisations humanitaires qui participent à la préparation et à la réponse à la migration internationale, en mettant l'accent sur les déplacements forcés. Au vu de l'augmentation sans précédent de ces déplacements depuis quelques années, les auteurs soulignent qu'il est nécessaire de prévenir les conflits et d'investir dans la sécurité alimentaire sur le lieu d'origine des populations concernées ou à proximité. Cette approche peut éviter d'autres déplacements, en réduisant le nombre de migrants contraints de poursuivre leur périple, aboutir à des interventions humanitaires moins coûteuses et procurer des avantages socioéconomiques supérieurs à long terme.



vam
analyse de la
sécurité alimentaire

wfp.vaminfo@wfp.org
www.wfp.org/at-the-root-of-exodus